SERIE GENERALE

Spedizione in abbonamento postale (50%) - Roma **Anno 138° — Numero 213**

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Venerdì, 12 settembre 1997** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

La **Gazzetta Ufficiale,** *oltre alla* **Serie generale,** *pubblica quattro Serie speciali, ciascuna contraddistinta con autonoma numerazione:*

1ª Serie speciale: *Corte costituzionale* (pubblicata il mercoledì)
2ª Serie speciale: *Comunità europee* (pubblicata il lunedì e il giovedì)
3ª Serie speciale: *Regioni* (pubblicata il sabato)
4ª Serie speciale: *Concorsi ed esami* (pubblicata il martedì e il venerdì)

AVVISO IMPORTANTE

Per informazioni e reclami attinenti agli abbonamenti oppure alla vendita della *Gazzetta Ufficiale* bisogna rivolgersi direttamente all'Amministrazione, presso l'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi n. 10 - 00100 Roma, telefoni (06) 85082149/2221.

SOMMARIO

DECRETI E DELIBERE DI ALTRE AUTORITÀ

Istituto per la vigilanza sulle assicurazioni private e di interesse collettivo

Università di Ferrara

CIRCOLARI

Ministero dei lavori pubblici

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

SUPPLEMENTO ORDINARIO N. 181

MINISTERO DELLA SANITÀ

SUPPLEMENTO ORDINARIO N. 182

Università di Ferrara

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 28 agosto 1997, n. **296.**

Ratifica ed esecuzione del protocollo n. 11 alla convenzione di salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, recante ristrutturazione del meccanismo di controllo stabilito dalla convenzione, fatto a Strasburgo l'11 maggio 1994.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo n. 11 alla convenzione di salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, recante ristrutturazione del meccanismo di controllo stabilito dalla convenzione, fatto a Strasburgo l'11 maggio 1994.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto nell'articolo 4 del protocollo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 28 agosto 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

PROTOCOLE N° 11 À LA CONVENTION DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME ED DES LIBERTÉS FONDAMENTALES, PORTANT RESTRUCTURATION DU MÉCANISME DE CONTRÔLE ÉTABLI PAR LA CONVENTION

Strasbourg, 11.V.1994

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée «la Convention»),

Considérant qu'il est nécessaire et urgent de restructurer le mécanisme de contrôle établi par la Convention afin de maintenir et de renforcer l'efficacité de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales prévue par la Convention, en raison principalement de l'augmentation des requêtes et du nombre croissant des membres du Conseil de l'Europe;

Considérant qu'il convient par conséquent d'amender certaines dispositions de la Convention en vue, notamment, de remplacer la Commission et la Cour européennes des Droits de l'Homme existantes par une nouvelle Cour permanente;

Vu la Résolution n° 1 adoptée lors de la Conférence ministérielle européenne sur les droits de l'homme, tenue à Vienne les 19 et 20 mars 1985;

Vu la Recommandation 1194 (1992), adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 6 octobre 1992;

Vu la décision prise sur la réforme du mécanisme de contrôle de la Convention par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe dans la Déclaration de Vienne du 9 octobre 1993,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Le texte des titres II à IV de la Convention (articles 19 à 56) et le Protocole n° 2 attribuant à la Cour européenne des Droits de l'Homme la compétence de donner des avis consultatifs sont remplacés par le titre II suivant de la Convention (articles 19 à 51):

«Titre II – Cour européenne des Droits de l'Homme

Article 19 – Institution de la Cour

Afin d'assurer le respect des engagements résultant pour les Hautes Parties contractantes de la présente Convention et de ses protocoles, il est institué une Cour européenne des Droits de l'Homme, ci-dessous nommée «la Cour». Elle fonctionne de façon permanente.

Article 20 – Nombre de juges

La Cour se compose d'un nombre de juges égal à celui des Hautes Parties contractantes.

Article 21 – Conditions d'exercice des fonctions

1 Les juges doivent jouir de la plus haute considération morale et réunir les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires ou être des jurisconsultes possédant une compétence notoire.

2 Les juges siègent à la Cour à titre individuel.

3 Pendant la durée de leur mandat, les juges ne peuvent exercer aucune activité incompatible avec les exigences d'indépendance, d'impartialité ou de disponibilité requise par une activité exercée à plein temps; toute question soulevée en application de ce paragraphe est tranchée par la Cour.

Article 22 – Election des juges

1 Les juges sont élus par l'Assemblée parlementaire au titre de chaque Haute Partie contractante, à la majorité des voix exprimées, sur une liste de trois candidats présentés par la Haute Partie contractante.

2 La même procédure est suivie pour compléter la Cour en cas d'adhésion de nouvelles Hautes Parties contractantes et pourvoir les sièges devenus vacants.

Article 23 – Durée du mandat

1 Les juges sont élus pour une durée de six ans. Ils sont rééligibles. Toutefois, les mandats d'une moitié des juges désignés lors de la première élection prendront fin au bout de trois ans.

2 Les juges dont le mandat prendra fin au terme de la période initiale de trois ans sont désignés par tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, immédiatement après leur élection.

3 Afin d'assurer, dans la mesure du possible, le renouvellement des mandats d'une moitié des juges tous les trois ans, l'Assemblée parlementaire peut, avant de procéder à toute élection ultérieure, décider qu'un ou plusieurs mandats des juges à élire auront une durée autre que celle de six ans, sans qu'elle puisse toutefois excéder neuf ans ou être inférieure à trois ans.

4 Dans le cas où il y a lieu de conférer plusieurs mandats et où l'Assemblée parlementaire fait application du paragraphe précédent, la répartition des mandats s'opère suivant un tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe immédiatement après l'élection.

5 Le juge élu en remplacement d'un juge dont le mandat n'est pas expiré achève le mandat de son prédécesseur.

6 Le mandat des juges s'achève dès qu'ils atteignent l'âge de 70 ans.

7 Les juges restent en fonctions jusqu'à leur remplacement. Ils continuent toutefois de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

Article 24 – Révocation

Un juge ne peut être relevé de ses fonctions que si les autres juges décident, à la majorité des deux tiers, qu'il a cessé de répondre aux conditions requises.

Article 25 – Greffe et référendaires

La Cour dispose d'un greffe dont les tâches et l'organisation sont fixées par le règlement de la Cour. Elle est assistée de référendaires.

Article 26 – Assemblée plénière de la Cour

La Cour réunie en Assemblée plénière

a élit, pour une durée de trois ans, son président et un ou deux vice-présidents; ils sont rééligibles;

b constitue des Chambres pour une période déterminée;

c élit les présidents des Chambres de la Cour, qui sont rééligibles;

d adopte le règlement de la Cour; et

e élit le greffier et un ou plusieurs greffiers adjoints.

Article 27 – Comités, Chambres et Grande Chambre

1 Pour l'examen des affaires portées devant elle, la Cour siège en comités de trois juges, en Chambres de sept juges et en une Grande Chambre de dix-sept juges. Les Chambres de la Cour constituent les comités pour une période déterminée.

2 Le juge élu au titre d'un Etat partie au litige est membre de droit de la Chambre et de la Grande Chambre; en cas d'absence de ce juge, ou lorsqu'il n'est pas en mesure de siéger, cet Etat partie désigne une personne qui siège en qualité de juge.

3 Font aussi partie de la Grande Chambre le président de la Cour, les vice-présidents, les présidents des Chambres et d'autres juges désignés conformément au règlement de la Cour. Quand l'affaire est déférée à la Grande Chambre en vertu de l'article 43, aucun juge de la Chambre qui a rendu l'arrêt ne peut y siéger, à l'exception du président de la Chambre et du juge ayant siégé au titre de l'Etat partie intéressé.

Article 28 – Déclarations d'irrecevabilité par les comités

Un comité peut, par vote unanime, déclarer irrecevable ou rayer du rôle une requête individuelle introduite en vertu de l'article 34 lorsqu'une telle décision peut être prise sans examen complémentaire. La décision est définitive.

Article 29 – Décisions des Chambres sur la recevabilité et le fond

1 Si aucune décision n'a été prise en vertu de l'article 28, une Chambre se prononce sur la recevabilité et le fond des requêtes individuelles introduites en vertu de l'article 34.

2 Une Chambre se prononce sur la recevabilité et le fond des requêtes étatiques introduites en vertu de l'article 33.

3 Sauf décision contraire de la Cour dans des cas exceptionnels, la décision sur la recevabilité est prise séparément.

Article 30 – Dessaisissement en faveur de la Grande Chambre

Si l'affaire pendante devant une Chambre soulève une question grave relative à l'interprétation de la Convention ou de ses protocoles, ou si la solution d'une question peut conduire à une contradiction avec un arrêt rendu antérieurement par la Cour, la Chambre peut, tant qu'elle n'a pas rendu son arrêt, se dessaisir au profit de la Grande Chambre, à moins que l'une des parties ne s'y oppose.

Article 31 – Attributions de la Grande Chambre

La Grande Chambre

a se prononce sur les requêtes introduites en vertu de l'article 33 ou de l'article 34 lorsque l'affaire lui a été déférée par la Chambre en vertu de l'article 30 ou lorsque l'affaire lui a été déférée en vertu de l'article 43 ; et

b examine les demandes d'avis consultatifs introduites en vertu de l'article 47.

Article 32 – Compétence de la Cour

1 La compétence de la Cour s'étend à toutes les questions concernant l'interprétation et l'application de la Convention et de ses protocoles qui lui seront soumises dans les conditions prévues par les articles 33, 34 et 47.

2 En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide.

Article 33 – Affaires interétatiques

Toute Haute Partie contractante peut saisir la Cour de tout manquement aux dispositions de la Convention et de ses protocoles qu'elle croira pouvoir être imputé à une autre Haute Partie contractante.

Article 34 – Requêtes individuelles

La Cour peut être saisie d'une requête par toute personne physique, toute organisation non gouvernementale ou tout groupe de particuliers qui se prétend victime d'une violation par l'une des Hautes Parties contractantes des droits reconnus dans la Convention ou ses protocoles. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver par aucune mesure l'exercice efficace de ce droit.

Article 35 – Conditions de recevabilité

1 La Cour ne peut être saisie qu'après l'épuisement des voies de recours internes, tel qu'il est entendu selon les principes de droit international généralement reconnus, et dans un délai de six mois à partir de la date de la décision interne définitive.

2 La Cour ne retient aucune requête individuelle introduite en application de l'article 34, lorsque

a elle est anonyme ; ou

b elle est essentiellement la même qu'une requête précédemment examinée par la Cour ou déjà soumise à une autre instance internationale d'enquête ou de règlement, et si elle ne contient pas de faits nouveaux.

3 La Cour déclare irrecevable toute requête individuelle introduite en application de l'article 34. lorsqu'elle estime la requête incompatible avec les dispositions de la Convention ou de ses protocoles, manifestement mal fondée ou abusive.

4 La Cour rejette toute requête qu'elle considère comme irrecevable en application du présent article. Elle peut procéder ainsi à tout stade de la procédure.

Article 36 – Tierce intervention

1 Dans toute affaire devant une Chambre ou la Grande Chambre, une Haute Partie contractante dont un ressortissant est requérant a le droit de présenter des observations écrites et de prendre part aux audiences.

2 Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, le président de la Cour peut inviter toute Haute Partie contractante qui n'est pas partie à l'instance ou toute personne intéressée autre que le requérant à présenter des observations écrites ou à prendre part aux audiences.

Article 37 – Radiation

1 A tout moment de la procédure, la Cour peut décider de rayer une requête du rôle lorsque les circonstances permettent de conclure

a que le requérant n'entend plus la maintenir; ou

b que le litige a été résolu; ou

c que, pour tout autre motif dont la Cour constate l'existence, il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête.

Toutefois, la Cour poursuit l'examen de la requête si le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses protocoles l'exige.

2 La Cour peut décider la réinscription au rôle d'une requête lorsqu'elle estime que les circonstances le justifient.

Article 38 – Examen contradictoire de l'affaire et procédure de règlement amiable

1 Si la Cour déclare une requête recevable, elle

a poursuit l'examen contradictoire de l'affaire avec les représentants des parties et, s'il y a lieu, procède à une enquête pour la conduite efficace de laquelle les Etats intéressés fourniront toutes facilités nécessaires;

b se met à la disposition des intéressés en vue de parvenir à un règlement amiable de l'affaire s'inspirant du respect des droits de l'homme tels que les reconnaissent la Convention et ses protocoles.

2 La procédure décrite au paragraphe 1.b est confidentielle.

Article 39 – Conclusion d'un règlement amiable

En cas de règlement amiable, la Cour raye l'affaire du rôle par une décision qui se limite à un bref exposé des faits et de la solution adoptée.

Article 40 – Audience publique et accès aux documents

1 L'audience est publique à moins que la Cour n'en décide autrement en raison de circonstances exceptionnelles.

2 Les documents déposés au greffe sont accessibles au public à moins que le président de la Cour n'en décide autrement.

Article 41 – Satisfaction équitable

Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable.

Article 42 – Arrêts des Chambres

Les arrêts des Chambres deviennent définitifs conformément aux dispositions de l'article 44, paragraphe 2.

Article 43 – Renvoi devant la Grande Chambre

1 Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt d'une Chambre, toute partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre.

2 Un collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses protocoles, ou encore une question grave de caractère général.

3 Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre se prononce sur l'affaire par un arrêt.

Article 44 – Arrêts définitifs

1 L'arrêt de la Grande Chambre est définitif.

2 L'arrêt d'une Chambre devient définitif

a lorsque les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre ; ou

b trois mois après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre n'a pas été demandé ; ou

c lorsque le collège de la Grande Chambre rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43.

3 L'arrêt définitif est publié.

Article 45 – Motivation des arrêts et décisions

1 Les arrêts, ainsi que les décisions déclarant des requêtes recevables ou irrecevables, sont motivés.

2 Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion séparée.

Article 46 – Force obligatoire et exécution des arrêts

1 Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se conformer aux arrêts définitifs de la Cour dans les litiges auxquels elles sont parties.

2 L'arrêt définitif de la Cour est transmis au Comité des Ministres qui en surveille l'exécution.

Article 47 – Avis consultatifs

1 La Cour peut, à la demande du Comité des Ministres, donner des avis consultatifs sur des questions juridiques concernant l'interprétation de la Convention et de ses protocoles.

2 Ces avis ne peuvent porter ni sur les questions ayant trait au contenu ou à l'étendue des droits et libertés définis au titre I de la Convention et dans les protocoles ni sur les autres questions dont la Cour ou le Comité des Ministres pourraient avoir à connaître par suite de l'introduction d'un recours prévu par la Convention.

3 La décision du Comité des Ministres de demander un avis à la Cour est prise par un vote à la majorité des représentants ayant le droit de siéger au Comité.

Article 48 – Compétence consultative de la Cour

La Cour décide si la demande d'avis consultatif présentée par le Comité des Ministres relève de sa compétence telle que définie par l'article 47.

Article 49 – Motivation des avis consultatifs

1 L'avis de la Cour est motivé.

2 Si l'avis n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion séparée.

3 L'avis de la Cour est transmis au Comité des Ministres.

Article 50 – Frais de fonctionnement de la Cour

Les frais de fonctionnement de la Cour sont à la charge du Conseil de l'Europe.

Article 51 – Privilèges et immunités des juges

Les juges jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités prévus à l'article 40 du Statut du Conseil de l'Europe et dans les accords conclus au titre de cet article.»

Article 2

1 Le titre V de la Convention devient le titre III de la Convention; l'article 57 de la Convention devient l'article 52 de la Convention; les articles 58 et 59 de la Convention sont supprimés, et les articles 60 à 66 de la Convention deviennent respectivement les articles 53 à 59 de la Convention.

2 Le titre I de la Convention s'intitule «Droits et libertés» et le nouveau titre III «Dispositions diverses». Les intitulés figurant à l'annexe du présent Protocole ont été attribués aux articles 1 à 18 et aux nouveaux articles 52 à 59 de la Convention.

3 Dans le nouvel article 56, au paragraphe 1, insérer les mots «, sous réserve du paragraphe 4 du présent article,» après le mot «s'appliquera»; au paragraphe 4, les mots «Commission» et «conformément à l'article 25 de la présente Convention» sont respectivement remplacés par les mots «Cour» et «, comme le prévoit l'article 34 de la Convention». Dans le nouvel article 58, paragraphe 4, les mots «l'article 63» sont remplacés par les mots «l'article 56».

4 Le Protocole additionnel à la Convention est amendé comme suit

a les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole; et

b à l'article 4, dernière phrase, les mots «de l'article 63» sont remplacés par les mots «de l'article 56».

5 Le Protocole n° 4 est amendé comme suit

a les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole;

b à l'article 5, paragraphe 3, les mots «de l'article 63» sont remplacés par les mots «de l'article 56»; un nouveau paragraphe 5 s'ajoute et se lit comme suit

«Tout Etat qui a fait une déclaration conformément au paragraphe 1 ou 2 du présent article peut, à tout moment par la suite, déclarer relativement à un ou plusieurs des territoires visés dans cette déclaration qu'il accepte la compétence de la Cour pour connaître des requêtes de personnes physiques, d'organisations non gouvernementales ou de groupes de particuliers, comme le prévoit l'article 34 de la Convention, au titre des articles 1 à 4 du présent Protocole ou de certains d'entre eux.»; et

c le paragraphe 2 de l'article 6 est supprimé.

6 Le Protocole n° 6 est amendé comme suit

a les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole; et

b à l'article 4, les mots «en vertu de l'article 64» sont remplacés par les mots «en vertu de l'article 57».

7 Le Protocole n° 7 est amendé comme suit

a les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole;

b a l'article 6, paragraphe 4, les mots «de l'article 63» sont remplacés par les mots «de l'article 56»; un nouveau paragraphe 6 s'ajoute et se lit comme suit

«Tout Etat ayant fait une déclaration conformément au paragraphe 1 ou 2 du présent article peut, à tout moment par la suite, déclarer relativement à un ou plusieurs des territoires visés dans cette déclaration qu'il accepte la compétence de la Cour pour connaître

des requêtes de personnes physiques, d'organisations non gouvernementales ou de groupes de particuliers, comme le prévoit l'article 34 de la Convention, au titre des articles 1 à 5 du présent Protocole.»; et

le paragraphe 2 de l'article 7 est supprimé.

8 Le Protocole n° 9 est abrogé.

Article 3

1 Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la Convention, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par

a signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

b signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2 Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 4

Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un an après la date à laquelle toutes les Parties à la Convention auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 3. L'élection des nouveaux juges pourra se faire, et toutes autres mesures nécessaires à l'établissement de la nouvelle Cour pourront être prises, conformément aux dispositions du présent Protocole, à partir de la date à laquelle toutes les Parties à la Convention auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole.

Article 5

1 Sans préjudice des dispositions des paragraphes 3 et 4 ci-dessous, le mandat des juges, membres de la Commission, greffier et greffier adjoint expire à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.

2 Les requêtes pendantes devant la Commission qui n'ont pas encore été déclarées recevables à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole sont examinées par la Cour conformément aux dispositions du présent Protocole.

3 Les requêtes déclarées recevables à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole continuent d'être traitées par les membres de la Commission dans l'année qui suit. Toutes les affaires dont l'examen n'est pas terminé durant cette période sont transmises à la Cour qui les examine, en tant que requêtes recevables, conformément aux dispositions du present Protocole.

4 Pour les requêtes pour lesquelles la Commission, après l'entrée en vigueur du present Protocole, a adopté un rapport conformément à l'ancien article 31 de la Convention, le rapport est transmis aux parties qui n'ont pas la faculté de le publier. Conformément aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent Protocole, une affaire peut être déférée à la Cour. Le collège de la Grande Chambre détermine si l'une des Chambres ou la Grande Chambre doit se prononcer sur l'affaire. Si une Chambre se prononce sur l'affaire, sa décision est définitive. Les affaires non déférées à la Cour sont examinées par le Comité des Ministres agissant conformément aux dispositions de l'ancien article 32 de la Convention.

5 Les affaires pendantes devant la Cour dont l'examen n'est pas encore achevé à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole sont transmises à la Grande Chambre de la Cour, qui se prononce sur l'affaire conformément aux dispositions de ce Protocole.

6 Les affaires pendantes devant le Comité des Ministres dont l'examen en vertu de l'ancien article 32 n'est pas encore achevé à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole sont réglées par le Comité des Ministres agissant conformément à cet article.

Article 6

Dès lors qu'une Haute Partie contractante a reconnu la compétence de la Commission ou la juridiction de la Cour par la déclaration prévue à l'ancien article 25 ou à l'ancien article 46 de la Convention, uniquement pour les affaires postérieures, ou fondées sur des faits postérieurs, à ladite déclaration, cette restriction continuera à s'appliquer à la juridiction de la Cour aux termes du présent Protocole.

Article 7

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil

a toute signature;

b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

c la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ou de certaines de ses dispositions conformément à l'article 4; et

d tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 11 mai 1994, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

Annexe

Intitulés des articles à insérer dans le texte de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et de ses protocoles*

Article 1 – Obligation de respecter les droits de l'homme
Article 2 – Droit à la vie
Article 3 – Interdiction de la torture
Article 4 – Interdiction de l'esclavage et du travail forcé
Article 5 – Droit à la liberté et à la sûreté
Article 6 – Droit à un procès équitable
Article 7 – Pas de peine sans loi
Article 8 – Droit au respect de la vie privée et familiale
Article 9 – Liberté de pensée, de conscience et de religion
Article 10 – Liberté d'expression
Article 11 – Liberté de réunion et d'association
Article 12 – Droit au mariage
Article 13 – Droit à un recours effectif
Article 14 – Interdiction de discrimination
Article 15 – Dérogation en cas d'état d'urgence
Article 16 – Restrictions à l'activité politique des étrangers
Article 17 – Interdiction de l'abus de droit
Article 18 – Limitation de l'usage des restrictions aux droits
[...]
Article 52 – Enquêtes du Secrétaire Général
Article 53 – Sauvegarde des droits de l'homme reconnus
Article 54 – Pouvoirs du Comité des Ministres
Article 55 – Renonciation à d'autres modes de règlement des différends
Article 56 – Application territoriale
Article 57 – Réserves
Article 58 – Dénonciation
Article 59 – Signature et ratification

Protocole additionnel

Article 1 – Protection de la propriété
Article 2 – Droit à l'instruction
Article 3 – Droit à des élections libres
Article 4 – Application territoriale
Article 5 – Relations avec la Convention
Article 6 – Signature et ratification

* Les intitulés des nouveaux articles 19 à 51 de la Convention figurent déjà dans le présent Protocole.

Protocole n° 4

Article 1 – Interdiction de l'emprisonnement pour dette
Article 2 – Liberté de circulation
Article 3 – Interdiction de l'expulsion des nationaux
Article 4 – Interdiction des expulsions collectives d'étrangers
Article 5 – Application territoriale
Article 6 – Relations avec la Convention
Article 7 – Signature et ratification

Protocole n° 6

Article 1 – Abolition de la peine de mort
Article 2 – Peine de mort en temps de guerre
Article 3 – Interdiction de dérogations
Article 4 – Interdiction de réserves
Article 5 – Application territoriale
Article 6 – Relations avec la Convention
Article 7 – Signature et ratification
Article 8 – Entrée en vigueur
Article 9 – Fonctions du dépositaire

Protocole n° 7

Article 1 – Garanties procédurales en cas d'expulsion d'étrangers
Article 2 – Droit à un double degré de juridiction en matière pénale
Article 3 – Droit d'indemnisation en cas d'erreur judiciaire
Article 4 – Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois
Article 5 – Egalité entre époux
Article 6 – Application territoriale
Article 7 – Relations avec la Convention
Article 8 – Signature et ratification
Article 9 – Entrée en vigueur
Article 10 – Fonctions du dépositaire

TRADUZIONE NON UFFICIALE

PROTOCOLLO N. 11 ALLA CONVENZIONE DI SALVAGUARDIA DEI DIRITTI DELL'UOMO E DELLE LIBERTÀ FONDAMENTALI RECANTE RISTRUTTURAZIONE DEL MECCANISMO DI CONTROLLO STABILITO DALLA CONVENZIONE

Strasburgo, 11 maggio 1994

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Protocollo alla Convenzione di salvaguardia dei Diritti dell'Uomo e delle Libertà fondamentali, firmata a Roma il 4 novembre 1950 (di seguito denominata "la Convenzione"),

Considerando la necessità e l'urgenza di ristrutturare il meccanismo di controllo stabilito dalla Convenzione per mantenere e rafforzare l'efficacia della protezione dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali prevista dalla Convenzione, in ragione principalmente dell'aumento dei ricorsi e del numero crescente dei membri del Consiglio d'Europa;

Considerando che conviene di conseguenza emendare alcune disposizioni della Convenzione in vista, tra l'altro, di sostituire le esistenti Commissione e Corte europee dei Diritti dell'Uomo con una nuova Corte permanente;

Vista la Risoluzione n.1 adottata nella Conferenza ministeriale europea dei diritti dell'Uomo tenutasi a Vienna il 19 e 20 marzo 1985;

Vista la Raccomandazione 1194 (1992) adottata dall'Assemblea parlamentare del Consiglio d'Europa del 6 ottobre 1992,

Vista la decisione adottata sulla riforma del meccanismo di controllo della Convenzione dai Capi di Stato e di Governo degli Stati Membri del Consiglio d'Europa nella Dichiarazione di Vienna del 9 ottobre 1993,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Il testo dei titoli II a IV della Convenzione (articoli 19 a 56) ed il Protocollo n.2 che attribuisce alla Corte europea dei Diritti dell'Uomo competenza a fornire pareri consultivi sono sostituti dal Titolo II della Convenzione (articoli 19 a 51), come segue:

Titolo II - Corte europea dei Diritti dell'Uomo

Articolo 19 - Istituzione della Corte

Per assicurare il rispetto degli impegni derivanti alle Alte Parti contraenti dalla presente Convenzione e dai suoi protocolli, é istituita una Corte europea dei Diritti dell'Uomo, di seguito denominata "la Corte". Essa funziona in maniera permanente.

Articolo 20 - Numero di giudici

La Corte si compone di un numero di giudici eguale a quello delle Alte Parti contraenti.

Articolo 21- Condizioni per l' esercizio delle funzioni

1 I giudici devono godere della più alta considerazione morale e possedere i requisiti richiesti per l'esercizio delle più alte funzioni giudiziarie, o essere dei giurisconsulti di riconosciuta competenza.

2 I giudici siedono alla Corte a titolo individuale.

3 Per tutta la durata del loro mandato,i giudici non possono esercitare alcuna attività incompatibile con le esigenze di indipendenza, di imparzialità o di disponibilità richieste da una attività esercitata a tempo pieno. Ogni problema che sorga nell' applicazione di questo paragrafo é deciso dalla Corte.

Articolo 22 - Elezione dei giudici

1 I giudici sono eletti dall'Assemblea parlamentare a titolo di ciascuna Alta Parte contraente a maggioranza dei voti espressi su una lista di tre candidati presentata dall'Alta Parte contraente.

2 La stessa procedura é seguita per completare la Corte nel caso in cui altre Parti contraenti aderiscano e per provvedere ai seggi divenuti vacanti.

Articolo 23- Durata del mandato

1 I giudici sono eletti per un periodo di sei anni. Essi sono rieleggibili. Tuttavia, per quanto concerne i giudici designati con la prima elezione, i mandati di una metà di essi scadranno al termine dei tre anni.

2 I giudici il cui mandato scade al termine del periodo iniziale di tre anni sono estratti a sorte dal Segretario Generale del Consiglio d'Europa, immediatamente dopo la loro elezione.

3 Al fine di assicurare nella misura del possibile il rinnovo dei mandati di una metà dei giudici ogni tre anni, l'Assemblea parlamentare può, prima di procedere ad ogni ulteriore elezione, decidere che uno o più mandati dei giudici da eleggere abbiano una durata diversa da quella di sei anni, senza tuttavia che questa durata possa eccedere nove anni o essere inferiore a tre anni.

4 Nel caso in cui si debbano conferire più mandati e l'Assemblea parlamentare applichi il paragrafo precedente,la ripartizione dei mandati avviene mediante estrazione a sorte effettuata dal Segretario generale del Consiglio d'Europa immediatamente dopo l'elezione.

5 Il giudice eletto in sostituzione di un giudice che non abbia completato il periodo delle sue funzioni, rimane in carica fino alla scadenza del periodo di mandato del suo predecessore.

6 Il mandato dei giudici termina quando essi raggiungono l'età di 70 anni.

7 I giudici restano in funzione fino a che i loro posti non siano ricoperti. Tuttavia essi continuano a trattare le cause di cui sono già stati investiti.

Articolo 24 - Revoca

Un giudice può essere sollevato dalle sue funzioni solo se gli altri giudici decidono, a maggioranza dei due terzi, che ha cessato di rispondere ai requisiti richiesti.

Articolo 25- Ufficio di cancelleria e referendari

La Corte dispone di un Ufficio di cancelleria i cui compiti e la cui organizzazione sono stabiliti dal regolamento della Corte. Essa é assistita da referendari.

Articolo 26- Assemblea plenaria della Corte

La Corte riunita in Assemblea plenaria

a elegge per una periodo di tre anni il suo presidente ed uno o due vice-presidenti; essi sono rieleggibili;

b costituisce Camere per un determinato periodo

c elegge i presidenti delle Camere della Corte che sono rieleggibili

d adotta il regolamento della Corte.

e elegge il cancelliere ed uno o più vice- cancellieri

Articolo 27 - Comitati, Camere e grande Camera

1 Per la trattazione di ogni affare che le viene sottoposto, la Corte si costituisce in un comitato di tre giudici, in una Camera composta da sette giudici ed in una grande Camera di diciassette giudici. Le Camere della Corte istituiscono i comitati per un determinato periodo.

2 Il giudice eletto a titolo di uno Stato Parte alla controversia é membro di diritto della Camera e della grande Camera; in caso di assenza di questo giudice, o se egli non é in grado di svolgere la sua funzione, lo Stato Parte nomina una persona che siede in qualità di giudice.

3 Fanno altresì parte della Grande Camera il presidente dalla Corte, i vice-presidenti, i presidenti delle Camere e altri giudici designati in conformità con il regolamento della Corte. Se la controversia é deferita alla grande Camera ai sensi dell'articolo 43, nessun giudice della Camera che ha pronunciato la sentenza può essere presente nella grande Camera, ad eccezione del presidente della Camera e del giudice che siede a titolo dello Stato parte interessato.

Articolo 28 - Dichiarazioni di irrecevibilità da parte dei comitati

Un comitato può, con voto unanime, dichiarare irricevibile o cancellare dal ruolo un ricorso individuale presentato ai sensi dell'articolo 34 quando tale decisione può essere adottata senza un esame complementare. La decisione é definitiva.

Articolo 29 - Decisioni delle Camere sulla ricevibilità ed il merito

1 Se nessuna decisione é stata adottata ai sensi dell'articolo 28, una delle Camere si pronuncia sulla irrecevibilità e sul merito dei ricorsi individuali presentati ai sensi dell'articolo 34.

2 Una delle Camere si pronuncia sulla ricevibilità e sul merito dei ricorsi governativi presentati in virtù dell'articolo 33.

3 Salvo diversa decisione della Corte in caso eccezionali, la decisione sulla ricevibilità é adottata separatamente.

Articolo 30 - Dichiarazione d'incompetenza a favore della Grande Camera

Se la questione oggetto del ricorso all'esame di una Camera solleva gravi problemi di interpretazione della Convenzione o dei suoi protocolli, o se la sua soluzione rischia di condurre ad una contraddizione con una sentenza pronunciata anteriormente dalla Corte, la Camera, fino a quando non abbia pronunciato la sua sentenza, può spogliarsi della propria competenza a favore della Grande Camera a meno che una delle parti non vi si opponga.

Articolo 31 - Competenze della grande Camera

La grande Camera

a si pronuncia sui ricorsi presentati ai sensi dell'articolo 33 o dell'articolo 34 quando il caso le sia stato deferito dalla Camera ai sensi dell'articolo 30 o quando il caso le sia stato deferito ai sensi dell'articolo 43; e

b esamina le richieste di pareri consultivi presentate ai sensi dell'articolo 47

Articolo 32 - Competenza della Corte

1 La competenza della Corte si estende a tutte le questioni concernenti l'interpretazione e l'applicazione della Convenzione e dei suoi protocolli che siano sottoposte ad essa nelle condizioni previste dagli articoli 33, 34 e 37.

2 In caso di contestazione sulla questione della propria competenza, é la Corte che decide.

Articolo 33 - Ricorsi interstatali

Ogni Alta Parte contraente può deferire alla Corte ogni inosservanza delle disposizioni della Convenzione e dei suoi protocolli che essa ritenga possa essere imputata ad un'altra Parte contraente.

Articolo 34 - Ricorsi individuali

La Corte può essere investita di una domanda fatta pervenire da ogni persona fisica, ogni organizzazione non governativa o gruppo di privati che pretenda d'essere vittima di una violazione da parte di una delle Alte Parti contraenti dei diritti riconosciuti nella Convenzione o nei suoi protocolli. Le Alte Parti contraenti si impegnano a non ostacolare con alcuna misura l'effettivo esercizio efficace di tale diritto.

Articolo 35- Condizioni di ricevibilità

1 La Corte non può essere adita se non dopo l'esaurimento delle vie di ricorso interne, qual'é inteso secondo i principi di diritto internazionale generalmente riconosciuti ed entro un periodo di sei mesi a partire dalla data della decisione interna definitiva.

2 La Corte non ritiene alcuna domanda singola avanzata sulla base dell' art. 34, se:

a é anonima; oppure

b é essenzialmente la stessa di una precedentemente esaminata dalla Corte o già sottoposta ad un'altra istanza internazionale d'inchiesta o di regolamentazione e non contiene fatti nuovi.

3 La Corte dichiara irricevibile ogni singola domanda avanzata sulla base dell'art. 34 quand'essa giudichi tale domanda incompatibile con le disposizioni della Convenzione o dei suoi protocolli, manifestamente infondata o abusiva.

4 La Corte respinge ogni domanda che consideri irricevibile in applicazione del presente articolo. Essa può procedere in tal modo in ogni fase della procedura.

Articolo 36 - Intervento di terzi

1 Per qualsiasi questione all'esame di una Camera e o della grande Camera, un'Alta Parte contraente un cui un cittadino sia ricorrente ha dirittc di presentare osservazioni per iscritto e di partecipare alle udienze.

2 Nell'interesse di una corretta amministrazione della giustizia, il presidente della Corte può invitare ogni Alta parte, contraente che non é parte in causa o ogni persona interessata diversa dal ricorrente a presentare osservazioni per iscritto o a partecipare alle udienze.

Articolo 37 - Cancellazione

1 In ogni momento della procedura la Corte può decidere di cancellare un ricorso dal ruolo quando le circostanze consentono di concludere:

a che il ricorrente non intende mantenerlo; oppure

b che la controversia é stata risolta; oppure

c che non é più giustificato, per ogni altro motivo di cui la Corte accerta l'esistenza, proseguire l'esame del ricorso.

Tuttavia la Corte prosegue l'esame del ricorso qualora ciò sia richiesto dal rispetto dei Diritti dell'Uomo garantiti dalla Convenzione e dai suoi protocolli.

2 La Corte può decidere di ri-iscrivere il ricorso sul ruolo quando ritenga che ciò é giustificato dalle circostanze.

Articolo 38 - Esame in contraddittorio del caso e procedura di composizione amichevole

1 Quando dichiara che il ricorso é ricevibile, la Corte

a procede all'esame della questione in contraddittorio con i rappresentanti delle Parti e; se del caso, ad un'inchiesta per la quale tutti gli Stati interessati forniranno tutte le facilitazioni necessarie ai fini della sua efficace conduzione ;

b si mette a disposizione degli interessati per pervenire ad una regolamentazione amichevole della controversia sulla base del rispetto dei Diritti dell'Uomo come riconosciuti dalla Convenzione e dai suoi protocolli.

2 La procedura descritta al paragrafo 1.b é riservata.

Articolo 39- Ottenimento di una composizione amichevole

Se consegue una regolamentazione amichevole,la Corte cancella il ricorso dal ruolo mediante una decisione che si limita ad una breve esposizione dei fatti e della soluzione adottata.

Articolo 40 - Udienza pubblica e accesso ai documenti

1 L'udienza é pubblica a meno che la Corte non decida diversamente a causa di circostanze eccezionali.

2 I documenti depositati presso l'Ufficio di cancelleria sono accessibili al pubblico a meno che il presidente della Corte non decida diversamente.

Articolo 41 - Equa soddisfazione

Se la Corte dichiara che vi é stata violazione della Convenzione o dei suoi protocolli e se il diritto interno dell'Alta Parte contraente non permette che in modo incompleto di riparare le conseguenze di tale violazione, la Corte accorda, quando é il caso, un'equa soddisfazione alla parte lesa

Articolo 42- Sentenze delle Camere

Le sentenze delle Camere divengono definitive in conformità con le disposizioni dell'articolo 44, paragrafo 2.

Articolo 43 - Rinvio dinnanzi alla grande Camera

1 Entro un termine di tre mesi a decorrere dalla data della sentenza di una Camera, ogni Parte alla controversia può, in casi eccezionali, chiedere che il caso sia rinviato dinnanzi alla grande Camera.

2 Un Collegio di cinque giudici della Grande Camera accoglie la domanda quando la questione oggetto del ricorso solleva gravi problemi di interpretazione o di applicazione della Convenzione o dei suoi protocolli o di di carattere generale.

3 Quando il Collegio ha accolto la domanda, la grande Camera si pronuncia sul caso mediante una sentenza.

Articolo 44 - Sentenze definitive

1 La sentenza della grande Camera é definitiva.

2 La sentenza di una Camera diviene definitiva

a quando le parti dichiarano che non richiederanno il rinvio del caso dinnanzi alla grande Camera; oppure

b tre mesi dopo la data della sentenza, se non é stato richiesto il rinvio del caso dinnanzi alla Grande Camera; oppure

c se il Collegio della grande Camera respinge una richiesta di rinvio formulata secondo l'art. 43.

3 La sentenza definitiva é pubblicata.

Articolo 45 - Motivazione delle sentenze e delle decisioni

1 Le sentenze e le decisioni che dichiarano i ricorsi ricevibili o non ricevibili devono essere motivate.

2 Se la sentenza non esprime in tutto o in parte l'opinione unanime dei giudici, ogni giudice avrà diritto di unirvi l'esposizione della sua opinione individuale.

Articolo 46 - Forza vincolante ed esecuzione delle sentenze

1 Le Alte Parti contraenti s'impegnano a conformarsi alle sentenze definitive della Corte nelle controversie nelle quali sono Parti.

2 La sentenza definitiva della Corte é trasmessa al Comitato dei Ministri che ne sorveglia l'esecuzione.

Articolo 47- Pareri consultivi

1 La Corte può, su richiesta del Comitato dei Ministri, fornire pareri consultivi su questioni giuridiche relative all'interpretazione della Convenzione e dei suoi protocolli.

2 Tali pareri non devono vertere su questioni inerenti al contenuto o alla portata dei diritti e libertà definiti nel Titolo I della Convenzione ed nei protocolli, né su altre questioni che la Corte o il Comitato dei Ministri si troverebbero a dover giudicare per via della presentazione di un ricorso previsto dalla Convenzione.

3 La decisione del Comitato dei Ministri di chiedere un parere alla Corte é adottata con un voto di maggioranza dei rappresentanti che hanno il diritto di avere un seggio al Comitato.

Articolo 48 - Competenza consultiva della Corte

La Corte decide se la domanda di parere consultivo presentata dal Comitato dei Ministri é di sua competenza secondo l'articolo 47.

Articolo 49 - Motivazione dei pareri consultivi

1 Il parere della Corte é motivato.

2 Se il parere non esprime in tutto o in parte l'opinione unanime dei giudici, ogni giudice avrà diritto di unirvi l'esposizione della sua opinione individuale.

3 Il parere della Corte é trasmesso al Comitato dei Ministri

Articolo 50 - Spese di funzionamento della Corte

Le spese di funzionamento della Corte sono a carico del Consiglio d'Europa

Articolo 51 - Privilegi ed immunità dei giudici

I giudici beneficiano durante l'esercizio delle loro funzioni. dei privilegi e delle immunità previste all'articolo 40 dello Statuto del Consiglio d'Europa e negli accordi conclusi a titolo di detto articolo".

Articolo 2

1 Il titolo V della Convenzione diviene il titolo III della Convenzione; l'articolo 57 della Convenzione diviene l'articolo 52 della Convenzione; gli articoli 58 e 59 della Convenzione sono soppressi e gli articoli 60 a 66 della Convenzione divengono rispettivamente gli articoli 53 a 59 della Convenzione.

2 IL titolo I della Convenzione s'intitola "Diritti e Libertà" ed il nuovo titolo III "Disposizioni varie". I titoli che compaiono nell'annesso del presente Protocollo sono stati attribuiti agli articoli da 1 a 18 ed ai nuovi articoli da 52 a 59 della Convenzione.

3 Nel nuovo articolo 56, al paragrafo 1, inserire la frase "con riserva del paragrafo 4 del presente articolo," dopo l'espressione "si applicherà"; al paragrafo 4, il termine "Commissione" " e la frase " in conformità con l'articolo 25 della presente Convenzione" sono rispettivamente sostituiti dal termine "Corte" e dalla frase " come previsto dall'articolo 34 della Convenzione". Nel nuovo articolo 58 paragrafo 4, i termini "l'articolo 63" cono sostituiti con i termini "l'articolo 56".

4 Il Protocollo addizionale alla Convenzione é emendato come segue

a gli articoli sono presentati con i titoli enumerati all'annesso del presente Protocollo; e

b all'articolo 4, ultima frase, i termini "dell'articolo 63" sono sostituiti con i termini "dell'articolo 56".

5 Il Protocollo n° 4 é emendato come segue

a gli articoli sono presentati con i titoli enumerati all'annesso del presente Protocollo;

b all'articolo 5, paragrafo 3, i termini "dell'articolo 63" sono sostituiti con i termini"dell'articolo 56"; é aggiunto un nuovo paragrafo 5, del seguente tenore:

"Ogni Stato che ha reso una dichiarazione in conformità con il paragrafo 1 o 2 del presente articolo può in qualsiasi successivo momento, dichiarare relativamente ad uno o più dei territori indicati in tale dichiarazione, che accetta la competenza della Corte a giudicare i ricorsi di persone fisiche, di organizzazioni non governative o di gruppi di privati, come previsto dall'articolo 34 della Convenzione a titolo degli articoli 1 a 4 del presente Protocollo o di alcuni tra di essi ";

c é soppresso il paragrafo 2 dell'articolo 6.

6 Il Protocollo n°6 é emendato come segue:

a gli articoli sono presentati con i titoli enumerati all'annesso del presente Protocollo; e

b all'articolo 4, la frase "ai sensi dell'articolo 64" é sostituita con la frase "ai sensi dell'articolo 57".

7 Il Protocollo n° 7 é emendato come segue

a gli articoli sono presentati con i titoli enumerati all'annesso del presente Protocollo;

b all'articolo 6, paragrafo 4, i termini "dell'articolo 63" sono sostituiti con i termini "dell'articolo 56"; é aggiunto un nuovo paragrafo 6, del seguente tenore:

"Ogni Stato che ha reso una dichiarazione in conformità con il paragrafo 1 o 2 del presente articolo può in qualsiasi successivo momento, dichiarare relativamente ad uno o più dei territori indicati in tale dichiarazione, che accetta la competenza della Corte a giudicare i ricorsi di persone fisiche, di organizzazioni non governative o di gruppi di privati, come previsto dall'articolo 34 della Convenzione a titolo degli articoli 1 a 5 del presente Protocollo";

c é soppresso il paragrafo 2 dell'articolo 7.

8 E' abrogato il Protocollo n°9.

Articolo 3

1 Il presente Protocollo é aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa firmatari della Convenzione, i quali possono esprimere il loro consenso ad essere vincolati mediante:

a firma senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione; oppure

b firma con riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione seguita da ratifica, da accettazione o da approvazione.

2 Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 4

Il presente Protocollo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un anno dopo la data alla quale tutte le Parti alla Convenzione avranno espresso il loro consenso ad essere vincolati dal Protocollo in conformità con le disposizioni dell'articolo 3. L'elezione di nuovi giudici dovrà avvenire, ed ogni altra misura necessaria per l'insediamento della nuova Corte potrà essere presa, secondo le disposizioni del presente Protocollo, a partire dalla data in cui tutte le Parti alla Convenzione avranno espresso il loro consenso ad essere vincolate dal Protocollo.

Articolo 5

1 Fatte salve le disposizioni dei paragrafi 3 e 4 di seguito, il mandato dei giudici, membri della Commissione, del cancelliere e del vice-cancelliere scade alla data di entrata in vigore del presente Protocollo.

2 I ricorsi all'esame della Commissione e non ancora dichiarati ricevibili alla data di entrata in vigore del presente Protocollo saranno esaminati dalla Corte in conformità con le disposizioni del presente Protocollo.

3 I ricorsi dichiarati ricevibili alla data di entrata in vigore del presente Protocollo continueranno ad essere trattati dai membri della Commissione nell'anno successivo. Tutte le cause il cui esame non sia stato completato durante questo periodo saranno trasmesse alla Corte che le esaminerà alla stregua di ricorsi ricevibili, in conformità con le disposizioni del presente Protocollo.

4 Per quanto riguarda i ricorsi per i quali la Commissione ha adottato, dopo l'entrata in vigore del presente Protocollo, una decisione in conformità con l'ex art. 31 della Convenzione, tale decisione sarà trasmessa alle parti che però non non hanno la facoltà di pubblicarla. In conformità con le disposizioni applicabili prima dell'entrata in vigore del presente Protocollo, un ricorso può essere deferito alla Corte. Il Collegio della grande Camera determina se una delle Camere o la grande Camera deve pronunciarsi sulla questione. Quando una Camera si pronuncia sulla questione, la sua decisione é definitiva. I ricorsi non deferiti alla Corte sono esaminati dal Comitato dei Ministri che agisce in conformità con le disposizioni dell'ex articolo 32 della Convenzione.

5 I ricorsi pendenti dinnanzi alla Corte il cui esame non é stato ancora completato alla data di entrata in vigore del presente Protocollo, sono trasmessi alla grande Camera della Corte che si pronuncia sulla questione in conformità con le disposizioni del presente Protocollo.

6 I ricorsi pendenti dinnanzi al Comitato dei Ministri il cui esame in virtù dell'ex articolo 32 non é stato ancora completato alla data di entrata in vigore del presente Protocollo, sono risolti dal Comitato dei Ministri che agisce in conformità con il presente articolo.

Articolo 6

Se un'Alta Parte contraente riconosce, con la dichiarazione prevista all'ex art. 25 o all'ex art. 46 della Convenzione, la competenza della Commissione o la giurisdizione della Corte unicamente per affari posteriori o fondati su fatti posteriori a tale dichiarazione, la restrizione continuerà ad applicarsi alla giurisdizione della Corte ai sensi del presente Protocollo.

Articolo 7

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio

a ogni firma;
b il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione;
c la data di entrata in vigore del presente Protocollo o di alcune sue disposizioni secondo l'articolo 4;
d ogni altro atto, notifica o comunicazione relativa al presente Protocollo.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Strasburgo, l'11 maggio 1994 in francese ed in inglese, entrambi i testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati Membri del Consiglio d'Europa.

Annesso

Titoli degli articoli da inserire nel testo della Convenzione di salvaguardia dei Diritti dell'Uomo e delle Libertà fondamentali e dei suoi protocolli*

Articolo 1 - Obbligo di rispettare i diritti dell'uomo
Articolo 2 - Diritto alla vita
Articolo 3 - Divieto della tortura
Articolo 4 - Divieto di schiavitù e del lavoro forzato
Articolo 5 - Diritto alla libertà ed alla sicurezza
Articolo 6 - Diritto ad un processo equo
Articolo 7 - Nessuna pena senza legge
Articolo 8 - Diritto al rispetto della vita privata e familiare
Articolo 9 - Libertà di pensiero,di coscienza e di religione
Articolo 10 - Libertà di espressione
Articolo 11 - Libertà di riunione e di associazione
Articolo 12 - Diritto al matrimonio
Articolo 13 - Diritto ad un ricorso effettivo
Articolo 14 - Divieto di discriminazione
Articolo 15 - Deroga in caso di stato di urgenza
Articolo 16 - Restrizioni all'attività politica di stranieri
Articolo 17 - Divieto dell'abuso del diritto
Articolo 18 - Restrizione dell'uso di restrizioni ai diritti
[...]
Articolo 52 - Indagini del Segretario Generale
Articolo 53 - Salvaguardia dei diritti dell'uomo riconosciuti
Articolo 54 - Poteri del Comitato dei Ministri
Articolo 55 - Rinuncia ad altri modi di regolamentazione delle controversie
Articolo 56 - Applicazione territoriale
Articolo 57 - Riserve
Articolo 58 - Denuncia
Articolo 59 - Firma e ratifica

Protocollo addizionale

Articolo 1 - Protezione della proprietà
Articolo 2 - Diritto all'istruzione
Articolo 3 - Diritto a libere elezioni
Articolo 4 - Applicazione territoriale
Articolo 5 - Relazioni con la Convenzione
Articolo 6 - Firma e Ratifica

----

* I titoli dei nuovi articoli 19 a 51 della Convenzione già figurano nel presente Protocollo.

Protocollo n°4

Articolo 1 - Divieto di imprigionamento per debiti
Articolo 2 - Libertà di circolazione
Articolo 3 - Divieto di espellere i cittadini
Articolo 4 - Divieto di espulsioni collettive di stranieri
Articolo 5 - Applicazione territoriale
Articolo 6 - Relazioni con la Convenzione
Articolo 7 - Firma e ratifica

Protocollo n°6

Articolo 1 - Abolizione della pena di morte
Articolo 2 - Pena di morte in tempo di guerra
Articolo 3 - Divieto di deroghe
Articolo 4 - Divieto di riserve
Articolo 5 - Applicazione territoriale
Articolo 6 - Relazioni con la Convenzione
Articolo 7 - Firma e ratifica
Articolo 8 - Entrata in vigore
Articolo 9 - Funzioni del depositario

Protocollo n°7

Articolo 1 - Garanzie procedurali in caso di espulsioni di stranieri
Articolo 2 - Diritto ad un doppio grado di giurisdizione in materia penale
Articolo 3 - Diritto di risarcimento in caso di errore giudiziario
Articolo 4 - Diritto a non essere giudicato o punito due volte
Articolo 5 - Uguaglianza degli sposi
Articolo 6 - Applicazione territoriale
Articolo 7 - Relazioni con la Convenzione
Articolo 8 - Firma e ratifica
Articolo 9 - Entrata in vigore
Articolo 10- Funzioni del depositario.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2140):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 5 agosto 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 24 settembre 1996, con pareri delle commissioni I e II.

Esaminato dalla III commissione il 4 dicembre 1996.

Esaminato in aula il 13 gennaio 1997 e approvato il 15 gennaio 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 1950):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 gennaio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª e 7ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 16 e 23 luglio 1997.

Relazione scritta annunciata il 28 luglio 1997 (atto n. 1950/A - relatore sen. SPENA).

Esaminato in aula e approvato il 29 luglio 1997.

97G0337

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 luglio 1997, n. **297**.

Regolamento recante norme in materia di produzione e commercializzazione di acquaviti, grappa, brandy italiano e liquori.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'articolo 87, quinto comma, della Costituzione;

Visto l'articolo 50 della legge 22 febbraio 1994, n. 146, il quale prevede che, con la procedura dell'articolo 4, comma 5, della legge 9 marzo 1989, n. 86, il Governo emana, con uno o più regolamenti, norme intese a rivedere e riordinare la materia della produzione e commercializzazione dei prodotti alimentari conservati e non, anche se disciplinata con legge;

Visto il regolamento (CEE) n. 1576/89, del Consiglio del 29 maggio 1989, che stabilisce le regole generali relative alla definizione, alla designazione e alla presentazione delle bevande spiritose;

Considerato che, ai sensi dell'articolo 5 del regolamento (CEE) n. 1576/89, gli Stati membri possono applicare norme nazionali specifiche di produzione, di circolazione interna, di designazione e di presentazione dei prodotti ottenuti nel loro territorio, sempreché siano compatibili con il diritto comunitario;

Vista la legge 7 dicembre 1951, n. 1559, e successive modificazioni, relativa alla disciplina della produzione e del commercio delle acquaviti;

Visto l'articolo 28 del decreto legislativo 26 ottobre 1995, n, 504, recante il testo unico delle imposte sulla produzione e sui consumi e relative sanzioni penali e amministrative;

Ritenuta la necessità di riordinare la disciplina della produzione e della commercializzazione di alcune bevande spiritose ottenute nel territorio nazionale, con particolare riferimento alle acquaviti, alle grappe, al «brandy italiano» e ai liquori;

Vista la comunicazione alla commissione dell'Unione europea effettuata ai sensi delle direttive 83/189/CEE e 88/182/CEE;

Visto l'articolo 17, comma 1, della legge 23 agosto 1988, n. 400;

Udito il parere del Consiglio di Stato, espresso nell'adunanza della sezione consultiva per gli atti normativi del 9 giugno 1997;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri, adottata nella riunione del 4 luglio 1997;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri e del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, di concerto con i Ministri delle finanze, per le politiche agricole e della sanità;

EMANA

il seguente regolamento:

Capo I

ACQUAVITI

Art. 1.

Definizione

1. Ai fini del presente regolamento, si intende per «acquavite» la bevanda spiritosa ottenuta dalla distillazione di fermentati di sostanze zuccherine o saccarificate, in modo che la bevanda mantenga i principi aromatici delle sostanze fermentate.

2. Ferme restando le norme contenute nel regolamento (CEE) n. 1576/89 del Consiglio del 29 maggio 1989, relative alla definizione, designazione e alla presentazione delle bevande spiritose, la produzione e la commercializzazione delle acquaviti sono disciplinate dal presente regolamento.

Art. 2.

Aggiunte

1. Nella preparazione delle acquaviti è consentita l'aggiunta di:

a) caramello, secondo le disposizioni di cui al decreto del Ministero della sanità 27 febbraio 1996, n. 209;

b) zuccheri, nella misura massima di 20 grammi per litro espressi in zucchero invertito.

Capo II

ACQUAVITI DI FRUTTA

Art. 3.

Aggiunte e invecchiamento

1. Fermo restando quanto stabilito dagli articoli 1 e 2 del presente regolamento, nella preparazione delle acquaviti di frutta è consentita l'aggiunta del frutto intero dalla cui distillazione è stata ottenuta la bevanda.

2. La durata dell'invecchiamento, effettuato in magazzini soggetti al regime di deposito fiscale, può essere indicata nella presentazione e nella promozione della bevanda e deve essere espressa in mesi e in anni, o soltanto in mesi.

3. Qualora il prodotto sottoposto ad invecchiamento è trasferito in diverso idoneo magazzino della stessa o di altra ditta, il periodo di invecchiamento già maturato si cumula con quello successivo, purché le operazioni di trasferimento siano previamente comunicate agli organi di controllo, e siano completate, in regime di vigilanza fiscale, entro il tempo strettamente necessario.

Art. 4.

Indicazione geografica

1. Le acquaviti di frutta italiane elencate al punto 7 dell'allegato II del regolamento (CEE) n. 1576/89, possono essere commercializzate con le indicazioni geografiche ivi previste quando concorrono le seguenti condizioni:

a) le acquaviti sono distillate nelle aree geografiche cui fa riferimento l'indicazione stessa;

b) le acquaviti hanno un titolo alcolometrico non inferiore a 40 per cento in volume;

c) tutte le operazioni successive alla distillazione sono effettuate nelle aree geografiche di cui alla lettera *a)*, esclusi l'imbottigliamento e le attività strettamente connesse.

Capo III

BRANDY ITALIANO

Art. 5.

Definizione

1. La denominazione «brandy italiano» è riservata all'acquavite ottenuta in Italia dalla distillazione di vino proveniente da uve coltivate e vinificate nel territorio nazionale, ai sensi dell'articolo 1, paragrafo 4, lettera *e)*, e dell'articolo 5, paragrafo 3, lettera *b)*, del regolamento (CEE) n. 1576/89, e invecchiata almeno dodici mesi in magazzini ubicati nel territorio nazionale, soggetti al regime di deposito fiscale, in recipienti di quercia non verniciati né rivestiti. Sono consentiti i normali trattamenti di conservazione del legno dei recipienti.

2. Il trasferimento del prodotto sottoposto ad invecchiamento è consentito alle condizioni previste dall'articolo 3, comma 3.

Art. 6.

Aggiunte

1. Nella preparazione del brandy italiano è consentita l'aggiunta di:

a) zuccheri, nella misura massima di 20 grammi per litro espressi in zucchero invertito;

b) caramello, secondo le disposizioni di cui al decreto del Ministero della sanità 27 febbraio 1996, n. 209;

c) sostanze aromatizzanti naturali e preparazioni aromatiche, di cui all'articolo 2, comma 1, lettera *b)*, punto 1, e lettera *c)*, del decreto legislativo 25 gennaio 1992, n. 107, ottenute da trucioli di quercia o da altre sostanze vegetali, o mediante infusione o macerazione con acqua o con acquavite di vino, nella misura massima del tre per cento del volume idrato.

Art. 7.

Titolo alcolometrico

1. Per poter essere immesso al consumo il brandy italiano deve avere un titolo alcolometrico non inferiore a 38 per cento in volume.

2. Il titolo alcolometrico volumico per il consumo è ottenuto mediante diluizione con acqua conforme alle disposizioni di cui al decreto del Presidente della Repubblica 24 maggio 1988, n. 236.

Art. 8.

Limiti delle sostanze volatili

1. Il brandy italiano deve possedere:

a) un tenore di alcole metilico non superiore a 150 g/hl di alcole a 100 per cento in volume;

b) un tenore di sostanze volatili diverse dagli alcoli etilico e metilico non inferiore a 140 g/hl di alcole a 100 per cento in volume.

Capo IV

GRAPPA

Art. 9.

Definizione

1. La denominazione «grappa» è riservata esclusivamente all'acquavite di vinaccia ottenuta da materie prime ricavate da uve prodotte e vinificate in Italia, distillate in impianti ubicati nel territorio nazionale, e rispondente alle prescrizioni contenute nel presente regolamento.

Art. 10.

Produzione

1. La grappa è ottenuta per distillazione, direttamente mediante vapore acqueo oppure dopo l'aggiunta di acqua nell'alambicco, di vinacce fermentate o semifermentate.

2. Nella produzione della grappa è consentito l'impiego di fecce liquide naturali di vino nella misura massima di 25 kg per 100 kg di vinacce utilizzate. La quantità di alcole proveniente dalle fecce non può superare il 35 per cento della quantità totale di alcole nel prodotto finito.

3. L'impiego delle fecce liquide naturali di vino può avvenire mediante aggiunta delle fecce alle vinacce prima del passaggio in distillazione, o mediante disalcolazione in parallelo della vinaccia e delle fecce e invio alla distillazione della miscela delle due flemme, o mediante disalcolazione separata delle vinacce e delle fecce e successivo invio diretto alla distillazione della miscela delle flemme. Dette operazioni devono essere effettuate nella medesima distilleria di produzione.

4. La distillazione delle vinacce fermentate o semifermentate, in impianto continuo o discontinuo, deve essere effettuata a meno di 86 per cento in volume. Entro tale limite è consentita la ridistillazione del prodotto ottenuto.

5. L'osservanza dei limiti previsti al comma 2 deve risultare dalla tenuta di registri vidimati in cui sono riportati giornalmente i quantitativi e il tenore alcolico delle vinacce, delle fecce liquide naturali di vino avviate alla distillazione, nonché delle flemme, nel caso in cui l'avvio di queste ultime alla distillazione sia effettuato successivamente alla loro produzione.

Art. 11.

Titolo alcolometrico

1. Per poter essere immessa al consumo la grappa deve avere un titolo alcolometrico non inferiore a 37,5 per cento in volume.

2. Il titolo alcolometrico volumico per il consumo è ottenuto mediante diluizione con acqua conforme alle disposizioni di cui al decreto del Presidente della Repubblica 24 maggio 1988, n. 236.

Art. 12.

Aggiunte

1. Nella preparazione della grappa è consentita l'aggiunta di:

a) sostanze aromatizzanti naturali e preparazioni aromatiche di cui all'articolo 2, comma 1, lettera *b)*, punto 1, e lettera *c)*, del decreto legislativo 25 gennaio 1992, n. 107;

b) piante aromatiche o loro parti, nonché frutta o loro parti;

c) zuccheri, nel limite massimo di 20 grammi per litro, espresso in zucchero invertito;

d) caramello, solo per la grappa sottoposta ad invecchiamento almeno dodici mesi, secondo le disposizioni di cui al decreto del Ministro della sanità 27 febbraio 1996, n. 209.

2. Le disposizioni di cui al comma 1, lettera *b)*, devono essere riportate nella denominazione di vendita della grappa.

Art. 13.

Invecchiamento

1. Nella presentazione e nella promozione è consentito l'uso dei termini «vecchia» o «invecchiata» per la grappa sottoposta ad invecchiamento, in recipienti di legno non verniciati né rivestiti, per un periodo non inferiore a dodici mesi in regime di deposito fiscale in impianti ubicati nel territorio nazionale. Sono consentiti i normali trattamenti di conservazione del legno dei recipienti.

2. È consentito, altresì, l'uso dei termini «riserva» o «stravecchia» per la grappa invecchiata almeno 18 mesi, alle condizioni di cui al comma 1.

3. Nelle ipotesi di cui ai commi 1 e 2, può essere specificata la durata dell'invecchiamento, espressa in mesi e in anni, o soltanto in mesi.

4. Il trasferimento del prodotto sottoposto ad invecchiamento è consentito alle condizioni previste dall'articolo 3, comma 3.

Art. 14.

Limiti delle sostanze volatili

1. La grappa deve possedere:

a) un tenore di alcole metilico non superiore a 1.000 g/hl di alcole a 100 per cento in volume;

b) un tenore di sostanze volatili diverse dagli alcoli etilico e metilico non inferiore a 140 g/hl di alcole a 100 per cento in volume.

Art. 15.

Assemblaggio

1. È ammessa la miscelazione fra grappe che differiscano tra loro, purché, il prodotto finito venga posto in vendita con la sola denominazione «grappa».

2. La miscelazione può essere effettuata anche fra grappe aventi diverso periodo di invecchiamento. Nella presentazione e nella promozione del prodotto ottenuto l'eventuale indicazione dell'invecchiamento deve essere riferita alla componente che ha maturato la durata minore.

Art. 16.

Grappa con indicazione geografica

1. Le grappe indicate al punto 6 dell'allegato II del regolamento (CEE) n. 1576/89 possono essere denominate e commercializzate con le indicazioni geografiche ivi previste quando concorrono le seguenti condizioni:

a) le grappe sono ottenute da materie prime ricavate da uve prodotte e vinificate nelle aree geografiche cui fa riferimento l'indicazione;

b) le grappe hanno un titolo alcolometrico non inferiore al 40 per cento in volume;

c) tutte le operazioni sono effettuate nelle aree geografiche di cui alla lettera *a)*, esclusi l'imbottigliamento e le attività strettamente connesse;

d) le grappe non sono miscelate con altre grappe prodotte al di fuori della zona geografica.

Capo V

LIQUORI

Art. 17.

Presentazione

1. I liquori di cui all'articolo 1, paragrafo 4, lettera *r)*, del regolamento (CEE) n. 1576/89, preparati con una delle bevande spiritose di cui allo stesso paragrafo, salvo quanto diversamente prescritto dalla regolamentazione comunitaria in materia, possono riportare in etichetta il riferimento alla bevanda spiritosa utilizzata a condizione che:

a) tutto l'alcole del liquore derivi dalla bevanda spiritosa evidenziata, esclusa l'eventuale aggiunta di aromi alcolici;

b) il termine «liquore» figuri sull'etichetta nella quale sono espresse tutte le indicazioni obbligatorie con caratteri di dimensioni non inferiori a quelli usati per la designazione della bevanda spiritosa utilizzata.

Capo VI

DISPOSIZIONI COMUNI

Art. 18.

Etichettatura

1. Fatte salve le norme previste dal decreto legislativo 27 gennaio 1992, n. 109, la presentazione e l'etichettatura delle bevande di cui agli articoli precedenti sono disciplinate dalle disposizioni del presente articolo.

2. La grappa e le acquaviti d'uva possono riportare nella denominazione di vendita:

a) il riferimento al nome di un vitigno qualora siano ottenute dalla distillazione di materie prime provenienti per almeno l'85 per cento in peso dalla vinificazione di uve ottenute dalla coltivazione di tale vitigno;

b) il riferimento a non più di due vitigni, qualora siano state ottenute dalla distillazione di materie prime interamente provenienti dalla vinificazione di uve ottenute dalla coltivazione di tali vitigni, che devono essere menzionati in etichetta in ordine ponderale decrescente; non è consentita l'indicazione di vitigni utilizzati in misura inferiore al 5 per cento in peso;

c) il riferimento al nome di un vino DOC, DOCG e IGT, qualora le materie prime provengono da uve utilizzate nella produzione di detto vino;

d) il riferimento al tipo di alambicco.

3. Nei casi di cui al comma 2, lettere *a)* e *b)*, e dell'articolo 16 la provenienza delle materie prime deve essere comprovata mediante l'uso di registri vidimati in cui siano riportati i dati relativi alla denominazione delle varietà dei vitigni utilizzati, alle quantità acquistate, alle quantità giornaliere utilizzate e alle quantità di prodotti finiti ottenuti espresse in anidro e in idrato.

4. Nei casi di cui al comma 2, lettere *a)* e *b)*, è vietato:

a) l'uso dei termini geografici, di cui alle denominazioni elencate al punto 6 dell'allegato II del regolamento (CEE) n. 1576/89, che accompagnano i nomi dei vitigni o dei vini DOC, DOCG, o IGT, qualora le grappe sono distillate al di fuori delle aree geografiche cui fanno riferimento le denominazioni stesse;

b) l'uso dei termini «DOC», «DOT», «DOP», «DOCG» e «IGT» o «IGP» in sigla o per esteso.

5. La denominazione di vendita della grappa può essere completata con riferimenti geografici diversi da quelli figuranti nell'allegato II del regolamento (CEE) n. 1576/89, così come previsto dall'articolo 5, paragrafo 2, dello stesso regolamento.

Art. 19.

Vigilanza e controllo

1. Fatti salvi i controlli di natura fiscale e quelli igienico-sanitari, la vigilanza sulla produzione e sulla commercializzazione delle bevande spiritose è effettuata dal Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato e dal Ministero per le politiche agricole, avvalendosi, rispettivamente, degli uffici provinciali dell'industria, del commercio e dell'artigianato (UPICA) e dell'Ispettorato centrale per la repressione delle frodi, nonché, previa intesa, delle strutture e dei mezzi di altre amministrazioni dello Stato, conformemente alle disposizioni contenute nel decreto legislativo 3 marzo 1993, n. 123, recante attuazione della direttiva 89/307/CEE relativa al controllo ufficiale dei prodotti alimentari.

Art. 20.

Sanzioni

1. Restano ferme le sanzioni penali e amministrative previste dagli articoli 5 e 6 della legge 30 aprile 1962, n. 283, dall'articolo 18 del decreto legislativo 27 gennaio 1992, n. 109, dall'articolo 14 del decreto legislativo 25 gennaio 1992, n. 107, e dalla legge 7 dicembre 1951, n. 1559.

Art. 21.

Abrogazioni

1. Sono abrogati:

a) gli articoli 1, comma secondo, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 9-*bis*, 10, 11, 14, 14-*bis*, 15, 16 della legge 7 dicembre 1951, n. 1559, e successive modificazioni;

b) gli articoli 1, quarto comma, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, commi primo, secondo, terzo, quarto e quinto, 10, 11 e 12 del decreto del Presidente della Repubblica 19 aprile 1956, n. 1019;

c) l'articolo 34 del decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1965, n. 162;

d) i decreti del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato 19 luglio 1969, 4 gennaio 1973 e 25 maggio 1980, relativi alle tolleranze normali nella composizione delle acquaviti, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana rispettivamente n. 196 del 4 agosto 1969, n. 56 del 1° marzo 1973 e n. 174 del 26 giugno 1980;

e) il decreto del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato 10 dicembre 1984, relativo al limite di fecce liquide naturali di vino consentito nella preparazione della grappa o dell'acquavite di vinaccia, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 351 del 22 dicembre 1984.

Art. 22.

Norme transitorie

1. I prodotti non conformi alle disposizioni del presente regolamento possono essere posti in vendita fino al 31 dicembre 1998, purché conformi alle disposizioni precedentemente in vigore.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 luglio 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

BERSANI, *Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato*

VISCO, *Ministro delle finanze*

PINTO, *Ministro per le politiche agricole*

BINDI, *Ministro della sanità*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK
Registrato alla Corte dei conti il 2 settembre 1997
Atti di Governo, registro n. 110, foglio n. 3

NOTE

AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto ai sensi dell'art. 10, commi 2 e 3, del testo unico approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n 1092, al solo fine di facilitare la lettura delle disposizioni di legge alle quali è operato il rinvio. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trasmessi.

Note alle premesse:

— L'art. 50 della legge 22 febbraio 1994, n. 146 è il seguente:

«Art. 50. — 1. Il Governo emana, con uno o più regolamenti, norme intese a rivedere e riordinare la materia della produzione e commercializzazione dei prodotti alimentari conservati e non, anche se disciplinata con legge.

2. I regolamenti di cui al comma 1 sono adottati con la procedura prevista dall'art. 4, comma 5, della legge 9 marzo 1989, n. 86.

3. La disciplina della produzione e commercializzazione dei prodotti alimentari conservati o trasformati:

a) si conforma ai principi e alle norme di diritto comunitario con particolare riferimento alla libera circolazione delle merci, tenuto conto dell'art. 36 del trattato istitutivo della Comunità economica europea;

b) tutela gli interessi relativi alla salute, all'ambiente, alla protezione del consumatore e alla qualità dei prodotti, alla sanità degli animali e dei vegetali, nel rispetto dei principi ispiratori della legislazione vigente.

4. In applicazione di quanto stabilito al comma 1, le disposizioni vigenti in contrasto con la norma generale di cui alla lettera *a)* del comma 3 saranno abrogate oppure modificate o sostituite in attuazione della norma generale di cui alla lettera *b)* del medesimo comma 3.

5. I regolamenti di cui al comma 1 possono demandare a decreti ministeriali, da adottare ai sensi dell'art. 17, commi 3 e 4, della legge 23 agosto 1988, n. 400, la emanazione di regole tecniche».

— L'art. 5 del regolamento (CEE) n. 1576/89 è il seguente:

«Art. 5. — 1. Fatte salve le disposizioni adottate in applicazione dell'art. 6, le denominazioni di cui all'art. 1, paragrafo 4 sono riservate alle bevande spiritose ivi definite, tenuto conto dei requisiti previsti agli articoli 2, 3, 4 e 12.

Tali denominazioni devono essere utilizzate per designare i prodotti in causa.

Per le bevande spiritose che non rispondono ai requisiti prescritti per i prodotti definiti all'art. 1, paragrafo 4 non possono essere utilizzate le denominazioni ivi precisate.

Queste bevande devono essere denominate «bevande spiritose».

2. Le denominazioni di cui al paragrafo 1 possono essere completate con indicazioni geografiche diverse da quelle di cui al paragrafo 3, a condizione che il consumatore non sia indotto in errore.

3. *a)* Le denominazioni geografiche elencate nell'allegato II possono sostituire le denominazioni di cui al paragrafo 1 o completarle formando denominazioni composte. Tali denominazioni, composte o non, possono essere eventualmente accompagnate da indicazioni complementari a condizione che esse siano disciplinate dallo Stato membro di produzione.

In deroga al primo comma, l'indicazione *marque nationale luxembourgeoise* sostituisce la denominazione geografica e può completare le denominazioni delle acquaviti elaborate nel Granducato di Lussemburgo che figurano nell'allegato II.

b) Queste denominazioni geografiche sono riservate alle bevande spiritose per cui la fase di produzione durante la quale esse acquistano il loro carattere e le loro qualità definitive si sia svolta nella zona geografica in causa.

c) Gli Stati membri possono applicare norme nazionali specifiche di produzione, di circolazione interna, di designazione e di presentazione dei prodotti ottenuti nel loro territorio sempreché siano compatibili con il diritto comunitario. Nel contesto dell'attuazione di una politica della qualità, queste norme possono limitare la produzione di una zona geografica determinata ai prodotti di qualità conformi a tali norme specifiche».

— L'art. 28 del D.Lgs. 26 ottobre 1995, n. 504, prevede, per quanto riguarda i depositi fiscali di alcole e bevande alcoliche, che il regime del deposito fiscale è consentito per i seguenti impianti:

a) stabilimenti di produzione;

b) opifici di rettificazione e di trasformazione di prodotti soggetti ad accisa;

c) opifici di condizionamento dei prodotti alcolici soggetti ad accisa;

d) depositi doganali di proprietà privata autorizzati a custodire prodotti soggetti ad accisa;

e) magazzini degli stabilimenti e degli opifici di cui ai punti a1) e a2), ubicati fuori dai predetti impianti;

f) magazzini dei commercianti all'ingrosso dei prodotti soggetti ad accisa;

g) magazzini di invecchiamento.

Nota agli articoli 2 e 6:

— Il D.M. 27 febbraio 1996, n. 209 è relativo al regolamento concernente la disciplina degli additivi alimentari consentiti nella preparazione e per la conservazione delle sostanze alimentari in attuazione delle direttive n. 94/34/CE, n. 94/35/CE, n. 94/36/CE, n. 95/2/CE e n. 95/31/CE.

Nota all'art. 4:

— Le acquevíti di frutta, di cui all'allegato II, punto 7, del regolamento (CEE) n. 1576/89 sono le seguenti:

Südtiroler Williams/Williams dell'Alto Adige

Südtiroler Aprikot o Südtiroler

Marille/Aprikot dell'Alto Adige o Marille dell'Alto Adige

Südtiroler Kirsch/Kirsch dell'Alto Adige

Südtiroler Zwetschgeler/Zwetschgeler dell'Alto Adige

Südtiroler Obstler/Obstler dell'Alto Adige

Südtiroler Gravensteiner/Gravensteiner dell'Alto Adige

Südtiroler Golden delicious/Golden delicious dell'Alto Adige

Williams friulano o del Friuli

Sliwovitz del Veneto

Sliwovitz del Friuli-Venezia Giulia

Sliwovitz del Trentino-Alto Adige

Distillato di mele trentino o del Trentino

Williams trentino o del Trentino

Sliwovitz trentino o del Trentino

Aprikot trentino o del Trentino

Nota all'art. 5:

— Per l'art. 5 del regolamento (CEE) n. 1576/89 si vedano le premesse.

Nota all'art. 6:

— L'art. 2 del D.Lgs. 25 gennaio 1992, n. 107, è il seguente:

«Art. 2. — 1. Ai fini del presente decreto si intende per:

a) aromi: le sostanze aromatizzanti, le preparazioni aromatiche, gli aromatizzanti di trasformazione, gli aromatizzanti di affumicatura e loro miscele;

b) sostanza aromatizzante: una determinata sostanza chimica dotata di proprietà aromatizzanti e ottenuta:

1) con procedimenti fisici, comprese la distillazione e la estrazione con solventi, oppure con procedimenti enzimatici o microbiologici a partire da una materia di origine vegetale o animale allo stato naturale o previa trasformazione per il consumo umano con procedimenti tradizionali di preparazione di prodotti alimentari, comprese l'essiccazione, la torrefazione e la fermentazione;

2) per sintesi chimica o isolata a mezzo di procedimenti chimici e chimicamente identica ad una sostanza naturalmente presente in un prodotto di origine vegetale o animale descritto al numero 1);

3) per sintesi chimica, ma non identica chimicamente ad una sostanza naturalmente presente in una materia di origine vegetale o animale descritta al numero 1);

c) preparazione aromatica: un prodotto diverso dalle sostanze definite alla lettera *b)*, numero 1), concentrato o meno, avente proprietà aromatizzanti ed ottenuto con opportuni procedimenti fisici, comprese la distillazione e l'estrazione con solventi, oppure con procedimenti enzimatici o microbiologici a partire da materie di origine vegetale o animale allo stato naturale o previa trasformazione per il consumo umano con procedimenti tradizionali per la preparazione di prodotti alimentari, comprese la essiccazione, la torrefazione e la fermentazione;

d) aromatizzante di trasformazione: un prodotto ottenuto, rispettando le prassi corrette di fabbricazione, mediante riscaldamento per non più di 15 minuti a temperatura non superiore a 180 °C di una miscela di ingredienti che non hanno necessariamente di per sé proprietà aromatizzanti e di cui almeno uno contiene azoto aminico e un altro è uno zucchero riduttore;

e) aromatizzante di affumicatura: un estratto di fumi impiegato nei procedimenti tradizionali di affumicatura degli alimenti.

Nota agli articoli 7 e 11:

— Il D.P.R. 24 maggio 1988, n. 236, concerne la qualità delle acque destinate al consumo umano.

Note all'art. 12:

— Per il D.Lgs. 25 gennaio 1992, n. 107 si veda la nota all'art. 6.

— Per il D.M. 27 febbraio 1996, n. 209 si veda la nota all'art. 2.

Nota all'art. 16:

— Le grappe di cui al punto 6 dell'allegato II del regolamento (CEE) n. 1576/89 sono le seguenti:

Grappa di Barolo

Grappa piemontese o del Piemonte

Grappa lombarda o della Lombardia

Grappa trentina o del Trentino

Grappa friulana o del Friuli

Grappa veneta o del Veneto

Südtiroler Grappa/Grappa dell'Alto Adige.

Nota all'art. 18:

— Il D.Lgs. 27 gennaio 1992, n. 109, concerne la presentazione, l'etichettatura e la pubblicità dei prodotti alimentari.

Note all'art. 20:

— Le sanzioni previste all'art. 6, della legge 30 aprile 1962, n. 283, sono le seguenti:

«Salvo che il fatto costituisca più grave reato, i contravventori alle disposizioni del presente articolo e dell'articolo precedente sono puniti con l'arresto fino ad un anno e con l'ammenda da lire 600.000 a lire 60.000.000. Il massimo dell'ammenda è di 90.000.000 per le contravvenzioni di cui alla lettera *h)* dell'art. 5 ed *a)* del presente articolo.

In caso di condanna per frode tossica o comunque dannosa alla salute non si applicano le disposizioni degli articoli 163 e 175 del codice penale.

Nei casi previsti dal precedente comma, la condanna importa la pubblicazione della sentenza in uno o più giornali, a diffusione nazionale, designati dal giudice, nei modi stabiliti nel terzo comma dell'art. 36 del codice penale *(così sostituito dall'art. 4 della legge 26 febbraio 1963, n. 441)*».

— Le sanzioni di cui all'art. 18, del decreto legislativo 27 gennaio 1992, n 109, sono le seguenti:

«1. Salvo che il fatto costituisca reato, chiunque confezioni, detenga per vendere o venda prodotti alimentari non conformi alle norme del presente decreto, è punito con la sanzione amministrativa pecuniaria da lire un milione e cinquecentomila a lire nove milioni.

2. Le infrazioni alle disposizioni dell'art. 2 sono punite con la sanzione amministrativa pecuniaria da lire sei milioni a lire trentasei milioni.

3. L'importo relativo alle sanzioni di cui ai commi 1 e 2 deve essere versato all'ufficio del registro competente per territorio».

— Le sanzioni previste dall'art. 14 del decreto legislativo 25 gennaio 1992, n. 107 sono le seguenti:

«1. Salvo che il fatto costituisca più grave reato, i contravventori alle disposizioni degli articoli 3, commi 1 e 2, 4, 5, 6, commi 1, 2 e 3, 7 sono puniti con l'arresto sino ad un anno e con l'ammenda da lire sessantamila a lire sessanta milioni.

2. I contravventori alle disposizioni degli articoli 8 e 9 sono puniti con la sanzione amministrativa pecuniaria da lire un milione e cinquecentomila a lire nove milioni.

3. I contravventori alle disposizioni dell'art. 10, commi 2 e 3, sono puniti con la sanzione amministrativa pecuniaria da lire un milione a lire cinque milioni».

— Le sanzioni di cui alla legge 7 dicembre 1951, n. 1559, sono previste agli articoli 19, 20, 21 e 22 seguenti:

«Art. 19. — Chiunque detiene per vendere, vende, pone in vendita o mette altrimenti in commercio bevande, aventi composizione o requisiti diversi da quelli previsti dalla presente legge, con denominazioni, segni, scritte o illustrazioni tali da indurre a ritenere che si tratti di acqueviti, è punito con la reclusione fino a sei mesi o con la multa da lire duecentomila a lire un milione.

La stessa pena si applica anche quando per tali bevande le denominazioni stesse siano accompagnate da termini rettificati come «tipo», «uso» «gusto» o simili e anche quando le denominazioni, seghi, figure, iscrizioni, o illustrazioni suddette siano apposte soltanto sulle confezioni esterne, sugli imballaggi o sulle carte di commercio.

La pena di cui al primo comma si applica altresì a chiunque detiene per vendere, vende, pone in vendita o mette altrimenti in commercio un'acquavite con denominazioni, scritte o illustrazioni che facciano ritenere il prodotto come un'acquavite diversa *(così sostituito dall'art. 9 della legge 30 aprile 1976, n. 385)».*

«Art. 20. — Chiunque, non avendo ottenuto le prescritte autorizzazioni, produce, per farne commercio, acqueviti diverse da quelle indicate negli articoli da 4 a 9 o preparate in modo diverso da quelle previste dagli articoli da 1 a 9, è punito con la multa fino a lire un milione.

La stessa pena si applica a chiunque detiene per vendere, vende, pone in vendita o mette comunque in commercio le acqueviti suddette *(così sostituito dall'art. 10 della legge 30 aprile 1976, n. 385)».*

«Art. 21. — Chiunque contravviene alle disposizioni previste negli articoli 12, 14, 14-*bis*, 15, 16 e 17 è punito con l'arresto fino a tre mesi o con l'ammenda fino a lire ottocentomila *(così sostituito dall'art. 11 della legge 30 aprile 1976, n. 385)».*

«Art. 22. — In caso di condanna per i reati previsti negli articoli precedenti è sempre ordinata la confisca dei prodotti sequestrati e la pubblicazione per estratto della sentenza.

Nei casi più gravi il giudice può applicare la sospensione dall'esercizio dell'industria e del commercio fino a tre mesi.

La sospensione è sempre applicata nel caso di recidiva».

97G0340

DECRETI, DELIBERE E ORDINANZE MINISTERIALI

MINISTERO DELL'AMBIENTE

DECRETO 14 luglio 1997.

Trasferimenti dei finanziamenti attribuiti alle regioni e agli enti di gestione dei parchi nazionali, nella misura del 95% di ciascuna assegnazione, nell'ambito del secondo Programma triennale per le aree naturali protette 1994/1996 e del relativo aggiornamento per l'anno 1996.

IL DIRETTORE GENERALE
DEL SERVIZIO CONSERVAZIONE NATURA

Visto il Programma triennale 1989/1991 per la tutela ambientale, approvato con delibera CIPE 3 agosto 1990, che costituiva lo strumento fondamentale per la definizione delle linee di politica ambientale, anche nell'ambito delle aree naturali protette e per la messa a punto delle procedure di attuazione della legge 28 agosto 1989, n. 305;

Vista la legge 6 dicembre 1991, n. 394, che all'art. 4 prevede l'istituzione del Programma triennale per le aree naturali protette;

Vista la deliberazione 21 dicembre 1993 del Comitato per le aree naturali protette di approvazione del primo Programma triennale per le aree naturali protette (relativo al triennio 1991/1993);

Vista la deliberazione 18 dicembre 1995 del Comitato per le aree naturali protette, registrato alla Corte dei conti l'11 marzo 1996 al registro n. 1, foglio n. 29, recante l'approvazione del secondo Programma triennale per le aree naturali protette (relativo al triennio 1994/1996);

Visto il decreto ministeriale n. 622 del 29 dicembre 1995, registrato alla Corte dei conti il 6 maggio 1996 al registro n. 1, foglio n. 4, di specificazione delle assegnazioni finanziarie riportate nell'anzidetto Programma;

Visto il decreto ministeriale n. 281 del 19 agosto 1996, registrato alla Corte dei conti il 21 ottobre 1996 al registro n. 1, foglio n. 25, di parziale modifica del predetto decreto ministeriale n. 622 del 29 dicembre 1995;

Vista la deliberazione 2 dicembre 1996 del Comitato per le aree naturali protette, registrato alla Corte dei conti il 3 giugno 1997 al registro n. 1, foglio n. 172, recante l'approvazione dell'aggiornamento per l'anno 1996 del Programma triennale per le aree naturali protette 1994/1996 sopra citato;

Considerato che, nel verbale del Comitato per le aree naturali protette relativo alla seduta del 2 dicembre 1996, si è stabilito: «che le procedure semplificate di assegnazione e trasferimento dei fondi dei Programmi triennali per le aree naturali protette si applicano anche ai precedenti finanziamenti e che quindi, dopo l'approvazione e la registrazione del Programma

triennale per le aree naturali protette in discussione, si potrà procedere alla immediata ed integrale erogazione alle regioni e agli enti parco, rimanendo peraltro in essere le procedure di controllo sulla utilizzazione dei finanziamenti concessi»;

Ritenuto di dover disciplinare, sulla base di quanto previsto al punto 2.3 dell'allegato alla specificata deliberazione 18 dicembre 1995 del Comitato per le aree naturali protette, le modalità di trasferimento delle risorse assegnate agli enti di gestione dei parchi nazionali e alle regioni, nonché i criteri di rendicontazione e di monitoraggio degli interventi ammessi a finanziamento;

Ritenuto di estendere tali modalità ai fondi non ancora trasferiti relativi al citato programma triennale 1989/1991 per la tutela ambientale di cui alla delibera CIPE 3 agosto 1990 e relativi al primo programma triennale per le aree naturali protette 1991/1993 di cui alla delibera del 21 dicembre 1993 del Comitato per le aree naturali protette;

Decreta:

Art. 1.

I finanziamenti attribuiti alle regioni e agli enti di gestione dei parchi nazionali, nell'ambito del secondo programma triennale per le aree naturali protette 1994/1996 e del relativo aggiornamento per l'anno 1996, sono immediatamente trasferiti agli stessi soggetti nella misura del 95% di ciascuna assegnazione, ferma restando la procedura di deroga al blocco degli impegni di cui all'art. 8, comma 2 del decreto-legge 31 dicembre 1996, n. 669, convertito con legge 28 febbraio 1997, n. 30.

Art. 2.

I soggetti di cui al precedente articolo dovranno, entro novanta giorni dal trasferimento finanziario dianzi detto, comunicare al Servizio conservazione della natura del Ministero dell'ambiente gli interventi cui destinare i medesimi fondi. Entro i successivi novanta giorni i soggetti di cui sopra dovranno trasmettere al medesimo Servizio una relazione sullo stato dell'iter progettuale e amministrativo dei singoli interventi, avendo cura di riferire circa i tempi di realizzazione e i costi delle singole attività. Tale relazione dovrà comunque essere inviata prima delle eventuali definizioni delle procedure di gara per l'esecuzione degli interventi. Sulla base di detta relazione, lo stesso Servizio ministeriale potrà attivare le iniziative di indirizzo che riterrà utili ed opportune per il miglior perseguimento delle finalità ambientali degli interventi.

Art. 3.

Al fine di consentire il monitoraggio degli interventi finanziati, ciascuna regione ovvero ciascun ente di gestione di parco nazionale trasmetterà, con cadenza quadrimestrale a decorrere dalla data di avvio dei lavori di cui all'art. 2, apposita relazione sullo stato di avanzamento dei lavori relativi ai singoli interventi al Servizio conservazione della natura del Ministero dell'ambiente. È fatta salva la facoltà del citato Servizio ministeriale di richiedere, in ogni momento, elementi informativi o documentali sugli interventi finanziati.

Art. 4.

Al termine di ciascun intervento, la conclusione dello stesso dovrà risultare adeguatamente certificata nonché esposti, nel dettaglio, i costi sostenuti. Salvo che non si renda necessario l'effettuazione di verifiche ispettive da parte di personale ministeriale, la rimanente quota del 5% del finanziamento sarà trasferita previa istruttoria finale del complesso degli atti e dei documenti relativi all'intervento medesimo. In caso di parziale utilizzo del finanziamento attribuito si procederà al recupero della somma eccedente.

Art. 5.

La disciplina di cui ai precedenti articoli si applica, ferma restando la conferma dei progetti già approvati, anche ai fondi ad oggi non trasferiti alle regioni ovvero agli enti di gestione dei parchi nazionali nell'ambito del programma triennale per la tutela ambientale 1989/1991 e del primo programma triennale per le aree naturali protette 1991/1993. La relazione di cui all'art. 2 non è richiesta per gli interventi relativi ai programmi succitati per i quali risulti già certificata la fase di aggiudicazione e di avvio dei lavori.

Il presente decreto, sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Roma, 14 luglio 1997

Il direttore generale: AGRICOLA

97A7106

MINISTERO PER LE POLITICHE AGRICOLE

DECRETO 28 agosto 1997.

Dichiarazione dell'esistenza del carattere di eccezionalità degli eventi calamitosi verificatisi nelle province di Biella e Cuneo.

IL MINISTRO PER LE POLITICHE AGRICOLE

Visto l'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica del 24 luglio 1977, n. 616, concernente il trasferimento alle Regioni delle funzioni amministrative relative agli interventi conseguenti a calamità naturali o avversità atmosferiche di carattere eccezionale;

Visto l'art. 14 della legge 15 ottobre 1981, n. 590, che estende alle regioni a statuto speciale e alle province autonome di Trento e Bolzano l'applicazione dell'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, nonché le disposizioni della stessa legge n. 590/1981;

Vista la legge 14 febbraio 1992, n. 185, concernente la nuova disciplina del Fondo di solidarietà nazionale;

Visto l'art. 2 della legge 18 luglio 1996, n. 380, di conversione del decreto-legge 17 maggio 1996, n. 273, che estende gli interventi compensativi del Fondo alle produzioni non assicurate ancorché assicurabili;

Visto l'art. 2, comma 2, della legge 14 febbraio 1992, n. 185 che demanda al Ministro per le politiche agricole la dichiarazione dell'esistenza di eccezionale calamità o avversità atmosferica, attraverso la individuazione dei territori danneggiati e le provvidenze da concedere sulla base delle specifiche richieste da parte delle regioni e province autonome;

Vista la richiesta di declaratoria della regione Piemonte degli eventi calamitosi di seguito indicati, per l'applicazione nei territori danneggiati delle provvidenze del Fondo di solidarietà nazionale:

gelate dal 28 marzo 1997 al 19 aprile 1997 nella provincia di Cuneo;

grandinate 20 maggio 1997 nella provincia di Biella;

Accertata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi segnalati, per effetto dei danni alle produzioni;

Decreta:

È dichiarata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi elencati a fianco dell sottoindicate province per effetto dei danni alle produzioni nei sottoelencati territori agricoli, in cui possono trovare applicazione le specificate provvidenze della legge 14 febbraio 1992, n. 185:

Biella: grandinate del 20 maggio 1997, provvidenze di cui all'art. 3 comma 2, lettere *c), d),* nel territorio dei comuni di Benna, Mottalciata, Verrone;

Cuneo: gelate dal 28 marzo 1997 al 30 marzo 1997, dal 17 aprile 1997 al 19 aprile 1997, provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *c), d), f),* nel territorio dei comuni di Carrù, Ciglié, Clavesana, Farigliano, Piozzo, Verduno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 28 agosto 1997

Il Ministro: PINTO

97A7100

DECRETO 28 agosto 1997.

Dichiarazione dell'esistenza del carattere di eccezionalità degli eventi calamitosi verificatisi nella provincia di Agrigento.

IL MINISTRO
PER LE POLITICHE AGRICOLE

Visto l'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica del 24 luglio 1977, n. 616, concernente il trasferimento alle Regioni delle funzioni amministrative relative agli interventi conseguenti a calamità naturali o avversità atmosferiche di carattere eccezionale;

Visto l'art. 14 della legge 15 ottobre 1981, n. 590, che estende alle regioni a statuto speciale e alle province autonome di Trento e Bolzano l'applicazione dell'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, nonché le disposizioni della stessa legge n. 590/1981;

Vista la legge 14 febbraio 1992, n. 185, concernente la nuova disciplina del Fondo di solidarietà nazionale;

Visto l'art. 2 della legge 18 luglio 1996, n. 380, di conversione del decreto-legge 17 maggio 1996, n. 273, che estende gli interventi compensativi del Fondo alle produzioni non assicurate ancorché assicurabili;

Visto l'art. 2, comma 2, della legge 14 febbraio 1992, n. 185 che demanda al Ministro per le politiche agricole la dichiarazione dell'esistenza di eccezionale calamità o avversità atmosferica, attraverso la individuazione dei territori danneggiati e le provvidenze da concedere sulla base delle specifiche richieste da parte delle regioni e province autonome;

Vista la richiesta di declaratoria della regione Sicilia degli eventi calamitosi di seguito indicati, per l'applicazione nei territori danneggiati delle provvidenze del Fondo di solidarietà nazionale:

grandinate 1° maggio 1997 nella provincia di Agrigento;

Accertata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi segnalati, per effetto dei danni alle produzioni;

Decreta:

È dichiarata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi elencati a fianco delle sottoindicate province per effetto dei danni alle produzioni nei sottoelencati territori agricoli, in cui possono trovare applicazione le specificate provvidenze della legge 14 febbraio 1992, n. 185:

Agrigento: grandinate del 1° maggio 1997, provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *b), c), d),* nel territorio dei comuni di Campobello di Licata, Canicattì, Castrofilippo, Naro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 28 agosto 1997

Il Ministro: PINTO

97A7101

DECRETO 28 agosto 1997.

Dichiarazione dell'esistenza del carattere di eccezionalità degli eventi calamitosi verificatisi nella provincia di Reggio di Calabria.

IL MINISTRO
PER LE POLITICHE AGRICOLE

Visto l'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica del 24 luglio 1977, n. 616, concernente il trasferimento alle regioni delle funzioni amministrative relative agli interventi conseguenti a calamità naturali o avversità atmosferiche di carattere eccezionale;

Visto l'art. 14 della legge 15 ottobre 1981, n. 590, che estende alle regioni a statuto speciale e alle province autonome di Trento e Bolzano l'applicazione dell'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, nonché le disposizioni della stessa legge n. 590/1981;

Vista la legge 14 febbraio 1992, n. 185, concernente la nuova disciplina del Fondo di solidarietà nazionale;

Visto l'art. 2 della legge 18 luglio 1996, n. 380, di conversione del decreto-legge 17 maggio 1996, n. 273, che estende gli interventi compensativi del Fondo alle produzioni non assicurate ancorché assicurabili;

Visto l'art. 2, comma 2, della legge 14 febbraio 1992, n. 185, che demanda al Ministro per le politiche agricole la dichiarazione dell'esistenza di eccezionale calamità o avversità atmosferica, attraverso la individuazione dei territori danneggiati e le provvidenze da concedere sulla base delle specifiche richieste da parte delle regioni e province autonome;

Vista la richiesta di declaratoria della regione Calabria degli eventi calamitosi di seguito indicati, per l'applicazione nei territori danneggiati delle provvidenze del Fondo di solidarietà nazionale:

venti impetuosi dal 21 aprile 1997 al 2 maggio 1997 nella provincia di Reggio di Calabria;

Accertata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi segnalati, per effetto dei danni alle produzioni, strutture aziendali;

Decreta:

È dichiarata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi elencati a fianco delle sottoindicate province per effetto dei danni alle produzioni, strutture aziendali nei sottoelencati territori agricoli, in cui possono trovare applicazione le specificate provvidenze della legge 14 febbraio 1992, n. 185:

Reggio di Calabria: venti impetuosi dal 21 aprile 1997 al 2 maggio 1997 - provvidenze di cui all'art. 3 comma 2, lettere *b), c), d), e),* nel territorio dei comuni di Bagnara Calabra, Sicilia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 28 agosto 1997

Il Ministro: PINTO

97A7102

DECRETO 28 agosto 1997.

Dichiarazione dell'esistenza del carattere di eccezionalità degli eventi calamitosi verificatisi nelle province di Frosinone e Latina.

IL MINISTRO
PER LE POLITICHE AGRICOLE

Visto l'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica del 24 luglio 1977, n. 616, concernente il trasferimento alle regioni delle funzioni amministrative relative agli interventi conseguenti a calamità naturali o avversità atmosferiche di carattere eccezionale;

Visto l'art. 14 della legge 15 ottobre 1981, n. 590, che estende alle regioni a statuto speciale e alle province autonome di Trento e Bolzano l'applicazione dell'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, nonché le disposizioni della stessa legge n. 590/1981;

Vista la legge 14 febbraio 1992, n. 185, concernente la nuova disciplina del Fondo di solidarietà nazionale;

Visto l'art. 2 della legge 18 luglio 1996, n. 380, di conversione del decreto-legge 17 maggio 1996, n. 273, che estende gli interventi compensativi del fondo alle produzioni non assicurate ancorché assicurabili;

Visto l'art. 2, comma 2, della legge 14 febbraio 1992, n. 185, che demanda al Ministro per le politiche agricole la dichiarazione dell'esistenza di eccezionale calamità o avversità atmosferica, attraverso la individuazione dei territori danneggiati e le provvidenze da concedere sulla base delle specifiche richieste da parte delle regioni e province autonome;

Vista la richiesta di declaratoria della regione Lazio degli eventi calamitosi di seguito indicati, per l'applicazione nei territori danneggiati delle provvidenze del Fondo di solidarietà nazionale:

gelate dal 15 marzo 1997 al 10 maggio 1997 nella provincia di Frosinone;

gelate 9 aprile 1997 nella provincia di Latina;

gelate 18 aprile 1997 nella provincia di Latina;

Accertata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi segnalati, per effetto dei danni alle produzioni;

Decreta:

È dichiarata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi elencati a fianco delle sottoindicate province per effetto dei danni alle produzioni nei sottoelencati territori agricoli, in cui possono trovare applicazione le specificate provvidenze della legge 14 febbraio 1992, n. 185:

Frosinone: gelate dal 15 marzo 1997 al 10 maggio 1997 - provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *b), c), d),* nel territorio dei comuni di Paliano, Serrone;

Latina:

gelate del 9 aprile 1997 - provvidenze di cui all'art. 3 comma 2, lettere *b), c), d),* nel territorio del comune di Aprilia;

gelate del 18 aprile 1997 - provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *b), c), d),* nel territorio dei comuni di Minturno, Santi Cosma e Damiano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 28 agosto 1997

Il Ministro: PINTO

97A7103

DECRETO 28 agosto 1997.

Dichiarazione dell'esistenza del carattere di eccezionalità degli eventi calamitosi verificatisi nelle province di Brindisi, Foggia e Lecce.

IL MINISTRO
PER LE POLITICHE AGRICOLE

Visto l'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica del 24 luglio 1977, n. 616, concernente il trasferimento alle regioni delle funzioni amministrative relative agli interventi conseguenti a calamità naturali o avversità atmosferiche di carattere eccezionale;

Visto l'art. 14 della legge 15 ottobre 1981, n. 590, che estende alle regioni a statuto speciale e alle province autonome di Trento e Bolzano l'applicazione dell'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, nonché le disposizioni della stessa legge n. 590/1981;

Vista la legge 14 febbraio 1992, n. 185, concernente la nuova disciplina del Fondo di solidarietà nazionale;

Visto l'art. 2 della legge 18 luglio 1996, n. 380, di conversione del decreto-legge 17 maggio 1996, n. 273, che estende gli interventi compensativi del Fondo alle produzioni non assicurate ancorché assicurabili;

Visto l'art. 2, comma 2, della legge 14 febbraio 1992, n. 185, che demanda al Ministro per le politiche agricole la dichiarazione dell'esistenza di eccezionale calamità o avversità atmosferica, attraverso la individuazione dei territori danneggiati e le provvidenze da concedere sulla base delle specifiche richieste da parte delle regioni e province autonome;

Vista la richiesta di declaratoria della regione Puglia degli eventi calamitosi di seguito indicati, per l'applicazione nei territori danneggiati delle provvidenze del Fondo di solidarietà nazionale:

gelate dal 1° gennaio 1997 al 30 aprile 1997 nella provincia di Foggia;

gelate dal 23 marzo 1997 al 20 aprile 1997 nella provincia di Brindisi;

grandinate 29 aprile 1997 nella provincia di Lecce;

Accertata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi segnalati, per effetto dei danni alle produzioni;

Decreta:

È dichiarata l'esistenza del carattere eccezionale degli eventi calamitosi elencati a fianco delle sottoindicate province per effetto dei danni alle produzioni nei sottoelencati territori agricoli, in cui possono trovare applicazione le specificate provvidenze della legge 14 febbraio 1992, n. 185:

Brindisi: gelate dal 23 marzo 1997, del 14 aprile 1997, del 15 aprile 1997, del 20 aprile 1997 - provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *b), c), d), f),* nel territorio dei comuni di Ceglie Messapica, Cellino San Marco, Cisternino, Latiano, Mesagne, Ostuni, San Donaci, San Michele Salentino, San Pancrazio Salentino, Torre Santa Susanna;

Foggia: gelate dal 1° gennaio 1997 al 30 aprile 1997 - provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *b), c), d), f),* nel territorio dei comuni di Ascoli Satriano, Bovino, Candela, Castelluccio De' Sauri, Cerignola, Deliceto, Foggia, Manfredonia, Ordona, Orta Nova, Rignano Garganico, Rocchetta Sant'Antonio, San Ferdinando di Puglia, San Giovanni Rotondo, San Marco in Lamis, Sant'Agata di Puglia, Trinitapoli, Zapponeta;

Lecce: grandinate del 29 aprile 1997 - provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *b), c), d),* nel territorio dei comuni di Botrugno, Nociglia, Poggiardo, Don Cassiano, Scorrano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 28 agosto 1997

Il Ministro: PINTO

97A7104

DECRETO 28 agosto 1997.

Dichiarazione dell'esistenza del carattere di eccezionalità degli eventi calamitosi verificatisi nella provincia di Enna.

IL MINISTRO
PER LE POLITICHE AGRICOLE

Visto l'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica del 24 luglio 1977, n. 616, concernente il trasferimento alle regioni delle funzioni amministrative relative agli interventi conseguenti a calamità naturali o avversità atmosferiche di carattere eccezionale;

Visto l'art. 14 della legge 15 ottobre 1981, n. 590, che estende alle regioni a statuto speciale e alle province autonome di Trento e Bolzano l'applicazione dell'art. 70 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, nonché le disposizioni della stessa legge n. 590/1981;

Vista la legge 14 febbraio 1992, n. 185, concernente la nuova disciplina del Fondo di solidarietà nazionale;

Visto l'art. 2, comma 2, della legge 14 febbraio 1992, n. 185, che demanda al Ministro per le politiche agricole la dichiarazione dell'esistenza di eccezionale calamità o avversità atmosferica, attraverso la individuazione dei territori danneggiati e le provvidenze da concedere sulla base delle specifiche richieste da parte della regioni e province autonome;

Vista la proposta di declaratoria delle piogge persistenti del periodo: novembre 1995-marzo 1996 in provincia di Enna, avanzata dalla regione Sicilia con delibera del 9 maggio 1996, n. 207;

Vista la lettera di questo Ministero dell'11 luglio 1996, con la quale è stato richiesto alla regione Sicilia un supplemento di istruttoria per una più circostanziata delimitazione del territorio danneggiato, in cui le aziende agricole abbiano subito danni sulla produzione lorda vendibile non inferiori al 35 per cento, tenuto conto anche degli aiuti dell'Unione europea, come precisato con circolare del 16 maggio 1992, n. 101012;

Vista la documentazione tecnica integrativa pervenuta con lettere della regione Sicilia n. 2971 del 1° luglio 1997 e n. 3260 del 16 luglio 1997, dalla quale risulta una nuova delimitazione dettagliata per comune, fogli di mappa e particelle, nell'ambito della quale viene confermata la presenza dei requisiti di legge per l'applicazione delle provvidenze del Fondo di solidarietà nazionale;

Ritenuto di accogliere la proposta di declaratoria delle richiamate piogge alluvionali riformulata nei termini predetti;

Decreta:

È dichiarata l'esistenza del carattere eccezionale delle piogge persistenti del periodo: 1° novembre 1995-31 marzo 1996, per effetto dei danni alle produzioni nei sottoelencati territori agricoli della provincia di Enna, in cui possono trovare applicazione le specificate provvidenze della legge 14 febbraio 1992, n. 185:

Enna: provvidenze di cui all'art. 3, comma 2, lettere *b, c), d),* nei territori dei comuni di Agira, Aidone, Assoro, Barrafranca, Calascibetta, Catenanuova, Centuripe, Cerami, Gagliano Castelferrato, Enna, Leonforte, Nicosia, Nissoria Piazza Armerina, Pietraperzia, Regalbuto, Sperlinga, Troina, Valguarnera, Villarosa, tutti in parte e limitatamente ai fogli di mappa e alle particelle, come indicato nella documentazione tecnica dell'ispettorato provinciale della agricoltura di Enna, allegata alle lettere della regione Sicilia del 1° e del 16 luglio 1997.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 28 agosto 1997

Il Ministro: PINTO

97A7105

DECRETO 1° settembre 1997.

Modificazione al disciplinare di produzione dei vini a denominazione di origine controllata «Menfi».

IL DIRIGENTE

CAPO DELLA SEGRETERIA DEL COMITATO NAZIONALE PER LA TUTELA E LA VALORIZZAZIONE DELLE DENOMINAZIONI DI ORIGINE E DELLE INDICAZIONI GEOGRAFICHE TIPICHE DEI VINI E RESPONSABILE DEL PROCEDIMENTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 12 luglio 1963, n. 930, contenente le norme per la tutela delle denominazioni di origine dei vini;

Vista la legge 10 febbraio 1992, n. 164, recante nuova disciplina delle denominazioni di origine dei vini;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 20 aprile 1994, n. 348, con il quale è stato emanato il regolamento recante disciplina del procedimento di riconoscimento delle denominazioni di origine dei vini;

Visto il decreto ministeriale 18 agosto 1995 con il quale è stata riconosciuta la denominazione di origine controllata dei vini «Menfi» ed è stato approvato il relativo disciplinare di produzione;

Visti i decreti ministeriali 22 dicembre 1995 e 12 febbraio 1996 con i quali sono state apportate alcune modifiche al disciplinare di produzione sopra citato;

Vista la domanda presentata dagli interessati intesa ad ottenere alcune modifiche del disciplinare di produzione sopra citato;

Visti il parere favorevole del Comitato nazionale per la tutela e la valorizzazione delle denominazioni di origine e delle indicazioni geografiche tipiche dei vini sulla citata domanda e la proposta di modifica del disciplinare di produzione della denominazione di origine controllata «Menfi» formulati dal Comitato stesso, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* n. 170 del 23 luglio 1997;

Considerato che non sono pervenute, nei termini e nei modi previsti, istanze o controdeduzioni da parte degli interessati avverso il parere e la proposta di disciplinare sopra citati;

Ritenuto pertanto necessario procedere alla modifica del disciplinare di produzione dei vini a denominazione di origine controllata «Menfi», in conformità della proposta formulata dal citato Comitato;

Considerato che l'art. 4 del citato regolamento concernente la procedura per il riconoscimento delle denominazioni di origine e l'approvazione dei disciplinari di produzione prevede che i disciplinari di produzione vengano approvati e riconosciuti con decreto del dirigente responsabile del procedimento;

Decreta:

Art. 1.

Il disciplinare di produzione dei vini a denominazione di origine controllata «Menfi» approvato con decreto ministeriale 18 agosto 1995 è sostituito per intero dal testo annesso al presente decreto le cui misure entrano in vigore a decorrere dalla vendemmia 1997.

Art. 2.

I soggetti che intendono porre in commercio, a partire dalla vendemmia 1997, i vini a denominazione di origine controllata «Menfi» provenienti da vigneti non ancora iscritti, conformemente alle disposizioni del disciplinare di produzione nel testo modificato sono tenuti ad effettuare, ai sensi e per gli effetti dell'art. 15 della legge 10 febbraio 1992, n. 164, le denunce dei rispettivi terreni vitati ai fini dell'iscrizione dei medesimi all'apposito albo dei vigneti «Menfi», entro quarantacinque giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto.

Art. 3.

Per la produzione dei vini a denominazione di origine controllata «Menfi», in deroga a quanto previsto dall'art. 2 dell'unito disciplinare di produzione nel testo modificato e fino a tre anni a partire dalla data della sua entrata in vigore, possono essere iscritti a titolo transitorio nell'albo dei vigneti della denominazione di origine controllata «Menfi» i vigneti già iscritti all'albo dei vigneti della denominazione di origine controllata «Menfi» in cui siano presenti viti di vitigni in percentuali diverse da quelle indicate nel sopra citato art. 2 del disciplinare di produzione, purché esse non superino del 5% il totale delle viti dei vitigni previsti per la produzione dei detti vini.

Allo scadere del predetto periodo transitorio i vigneti di cui al precedente comma saranno cancellati d'ufficio dall'albo, qualora i produttori interessati non abbiano provveduto ad apportare a detti vigneti le modifiche necessarie per uniformare la loro composizione ampelografica alle disposizioni di cui all'art. 2 del disciplinare di produzione nel testo modificato, dandone comunicazione al competente ufficio dell'assessorato regionale all'agricoltura.

Art. 4.

Chiunque produce, pone in vendita o comunque distribuisce per il consumo vini con la denominazione di origine controllata «Menfi» è tenuto, a norma di legge, all'osservanza delle condizioni e dei requisiti stabiliti nel disciplinare di produzione.

Roma, 1° settembre 1997

Il dirigente: ADINOLFI

ANNESSO

DISCIPLINARE DI PRODUZIONE DEI VINI A DENOMINAZIONE DI ORIGINE CONTROLLATA «MENFI»

Art. 1.

La denominazione di origine controllata «Menfi», con le eventuali menzioni della sottozona «Feudo dei Fiori» per i vini bianchi e della sottozona «Bonera» per i vini rossi, è riservata ai vini bianchi e rossi che rispondono alle condizioni ed ai requisiti stabiliti nel presente disciplinare di produzione.

Tali vini sono i seguenti:

«Menfi» bianco;

«Menfi» Chardonnay;

«Menfi» Grecanico;

«Menfi» Inzolia o Ansonica;

«Menfi» vendemmia tardiva;

«Menfi» Feudo dei fiori;

«Menfi» rosso (anche nella tipologia riserva);

«Menfi» Nero d'Avola;

«Menfi» Sangiovese;

«Menfi» Cabernet Sauvignon;

«Menfi» Syrah;

«Menfi» Merlot;

«Menfi» Bonera (anche nella tipologia riserva).

Art. 2.

La denominazione di origine controllata «Menfi» è riservata ai vini bianchi e rossi ottenuti dalle uve di vitigni provenienti da vigneti aventi nell'ambito aziendale la seguente composizione ampelografica:

«Menfi» bianco:

Inzolia, Chardonnay, Catarratto bianco lucido, Grecanico (da soli o congiuntamente): minimo 75%,

possono concorrere alla produzione di detto vino le uve di altri vitigni a bacca bianca non aromatici, raccomandati e/o autorizzati per le rispettive province di Agrigento e Trapani, fino ad un massimo del 25%.

La denominazione di origine controllata «Menfi» con la menzione di uno dei seguenti vitigni «Chardonnay», «Grecanico», «Inzolia» o «Ansonica» è riservata ai vini ottenuti da uve provenienti da vigneti costituiti per almeno l'85% dal corrispondente vitigno.

Possono concorrere alla produzione di detti vini altri vitigni raccomandati e/o autorizzati per le rispettive province di Trapani e Agrigento, presenti in ambito aziendale, fino ad un massimo del 15%;

«Menfi» vendemmia tardiva:

Chardonnay, Catarratto bianco lucido, Inzolia o Ansonica, Sauvignon b. da soli o congiuntamente per il 100%;

«Menfi» Feudo dei Fiori:

Chardonnay, Inzolia o Ansonica da soli o congiuntamente: minimo 80%,

possono concorrere alla produzione di detto vino le uve di altri vitigni a bacca bianca, raccomandati e/o autorizzati per la provincia di Agrigento, presenti in ambito aziendale, fino ad un massimo del 20%;

«Menfi» rosso:

Nero d'Avola, Sangiovese, Merlot, Cabernet Sauvignon, Syrah (da soli o congiuntamente): minimo 70%,

possono concorrere alla produzione di detto vino le uve di altri vitigni a bacca di colore analogo, raccomandati e/o autorizzati per le rispettive province di Trapani e Agrigento, presenti in ambito aziendale, fino ad un massimo del 30%.

La denominazione di origine controllata «Menfi» rosso con la menzione di uno dei seguenti vitigni «Nero d'Avola», «Sangiovese», «Cabernet Sauvignon», «Syrah», «Merlot» è riservata ai vini ottenuti da uva provenienti da vigneti costituiti per almeno l'85% dal corrispondente vitigno.

Possono concorrere alla produzione di detti vini altri vitigni raccomandati e/o autorizzati per le rispettive province di Trapani e Agrigento, presenti in ambito aziendale, fino ad un massimo del 15%;

«Menfi» Bonera:

Cabernet Sauvignon, Nero d'Avola, Merlot, Sangiovese, Syrah da soli o congiuntamente: minimo 85%.

Art. 3.

Le uve destinate alla produzione dei vini a denominazione di origine controllata «Menfi» devono provenire dalla zona di produzione appresso indicata che comprende parte dei comuni di Menfi, Sciacca e Sambuca di Sicilia in provincia di Agrigento e Castelvetrano in provincia di Trapani.

Per il comune di Menfi l'esclusione è per il territorio posto a sud della seguente delimitazione: dal confine comunale di Castelvetrano, all'altezza del casello ferroviario n. 12, si prosegue verso est per la strada vicinale per Porto Palo, per congiungersi con la strada comunale Menfi-Porto Palo, risalendola fino all'incrocio con la ex s.s. 115, da quel punto si segue verso est la strada consortile fino a giungere al fiume Carboj.

Per il comune di Sciacca il territorio ricadente nella denominazione di origine controllata «Menfi» è delimitato a nord e a nord-ovest dal confine comunale di Menfi e Sambuca di Sicilia, a est in parte dal confine comunale di Sambuca di Sicilia per seguire poi la strada vicinale della Tardara, a sud prosegue con il torrente fino al confine comunale di Menfi sul ponte della s.s. 188.

Per il comune di Castelvetrano i territori ricadenti all'interno della seguente delimitazione: a nord dal punto di confluenza dei confini comunali di Menfi, Montevago e Castelvetrano, si discende lungo il fiume Belice fino a sotto il ponte dello scorrimento veloce Sciacca-Castelvetrano, da lì si segue la strada consortile verso sud fino alle case del Vecchio Mulino, si prosegue verso est la strada consortile dell'abbeveratoio Bagarella fino all'ex s.s. 115, si scende verso sud e si segue la strada consortile Belice Mare fino a congiungersi con la linea ferrata in prossimità del casello ferroviario n. 11, proseguendo la stessa fino al casello ferroviario n. 12 per congiungersi con la strada vicinale per Porto Palo fino al confine comunale.

Sono inclusi, inoltre, i territori della contrada Furonello per intero e parte della contrada Furone, così delimitati: a est della strada provinciale Castelvetrano-Paceco dalle case Giammariazzo fino alla fontana Pagano, a nord-est con il vallone Furanello fino a giungere ai limiti della diga Trinità, ad ovest con la contrada Mandranova.

Per il comune di Sambuca di Sicilia ricadono nella denominazione di origine controllata «Menfi» i vigneti compresi nelle seguenti delimitazioni:

1) i vigneti delimitati a nord dalla s.s. 188 fino a giungere all'incrocio con la strada vicinale che conduce alla diga Carboj, per poi seguire la medesima fino alla diga Carboj e segue i confini territoriali a est, a sud ed a ovest;

2) i vigneti delimitati a nord dal lago Arancio e dal torrente Carbo, dal punto di affluenza nel lago Arancio risalendo fino alla Regia Trazzera Portella di Gioia, per poi seguire la stessa in direzione sud, fino ad incrociare il confine territoriale comunale, seguendo tutto il confine verso sud-ovest sino a ricongiungersi con il lago Arancio;

3) i vigneti delimitati a sud dalla s.s. 188, dal punto di congiunzione con il vallone S. Giacomo fino al confine territoriale con Giuliana, seguendo il confine a nord-est sino ad incontrare il primo incavo tra la C.da Fiuminello e Monte Genuardo, il quale scende verso sud seguendo i confini del bosco e, congiungendosi con la Regia Trazzera di Bisacquino, seguendo la stessa in direzione sud-ovest sino ad incrociare la Regia Trazzera Giuliana.

Da tale punto di incrocio segue in direzione est sino ad incontrare il vallone S. Giacomo che delimita la zona ad ovest ed arriva alla s.s. 188 progressiva chilometrica 101.

La denominazione di origine controllata «Menfi» seguita dalla menzione della sottozona «Feudo dei Fiori» è riservata ai vini ottenuti dai vitigni di cui all'art. 2 provenienti dai terreni facenti parte dell'ex Feudo dei Fiori ed in particolare dai vigneti ricadenti nei fogli di mappa 9p, 20, 21, 22, 23p, 24, 25p, 36, 37p, 38, 39p, 53p, 66p, 67, 68p, 79, 81p, 82p del comune di Menfi, delimitati ad est dal torrente Cavarretto, fino all'acquedotto del Puma seguendo lo stesso fino al confine territoriale e risalendo verso nord-ovest fino al bosco del Magaggiaro; ad ovest dal torrente cava del Serpente, fino alla confluenza con il torrente Mandrarossa, seguendo quest'ultimo fino all'incrocio con la ex consortile (bivio Porto Palo - ponte Carboj), per seguire a sud la stessa fino all'incrocio con il torrente Cavarretto.

Per la tipologia dei vini rossi la denominazione di origine controllata «Menfi» Bonera è riservata ai vini rossi provenienti dai vitigni di cui all'art. 2 coltivati in vigneti ricadenti nei fogli di mappa: 6p, 10p, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 26p, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36p, 37p, 58, 59p, 60, 61, 62, 63, 64, 65 del comune di Menfi delimitati ad est dal torrente cava del Serpente, fino alla confluenza con il torrente Mandrarossa, per seguire lo stesso fino ad incrociare la ex s.s. 115 per seguirla verso ovest fino all'incrocio con la strada delle vacche (confine territoriale). Ad ovest si sale la stessa fino al confine territoriale tra Menfi e Montevago. A nord è delimitata dal bosco del Magaggiaro.

Art. 4.

Le condizioni ambientali e di coltura dei vigneti destinati alla produzione dei vini a denominazione di origine controllata «Menfi» devono essere quelle tradizionali della zona e/o comunque atte a conferire alle uve ed ai vini derivati le specifiche caratteristiche di qualità.

I sesti di impianto, le forme di allevamento — alberello e controspalliera — ed i sistemi di potatura a forma corta, media o lunga devono essere quelli generalmente usati e comunque devono essere atti a non modificare le caratteristiche delle uve e dei vini derivati. Sono escluse le forme di allevamento a tendone. La densità minima per i vigneti esistenti non deve essere inferiore a 2500 viti per ettaro.

I nuovi impianti ed i reimpianti dovranno avere una densità minima non inferiore a 3000 viti per ettaro.

Per la menzione delle sottozone previste per la denominazione di origine controllata «Menfi» le densità di cui sopra sono elevate rispettivamente a 2800 e 3300 viti per ettaro.

È vietata ogni pratica di forzatura; è consentita l'irrigazione di soccorso effettuata non oltre il periodo dell'invaiatura per un massimo di due interventi all'anno.

La resa massima di uve ammesse per la produzione dei vini a denominazione di origine controllata «Menfi» non deve essere superiore a t. 12 per ettaro in coltura specializzata. Per i vini «Menfi» Chardonnay e «Menfi» Cabernet Sauvignon la resa massima è fissata in t. 10.

Nelle annate favorevoli i quantitativi di uve ottenuti e da destinare alla produzione dei vini a denominazione di origine controllata «Menfi» devono essere riportati nei limiti di cui sopra, purché la produzione globale non superi del 20% i limiti medesimi, fermi restando i limiti resa uva-vino per i quantitativi di cui trattasi.

Le uve destinate alla vinificazione dei vini «Menfi» devono assicurare al vino un titolo alcolometrico volumico minimo naturale di 10,50% vol. per i vini bianchi e per i vini rossi.

Le uve destinate alla vinificazione dei vini «Menfi» con la menzione delle sottozone o delle tipologie «riserva» previste nel presente disciplinare, con o senza indicazione del vitigno, devono assicurare ai vini un titolo alcolometrico volumico naturale minimo di 11,50% vol. per i vini bianchi e 12% vol. per i vini rossi e riserva.

Art. 5.

Le operazioni di vinificazione, ivi compresi l'invecchiamento e l'affinamento, debbono essere effettuate nell'intero territorio amministrativo dei comuni compresi anche in parte nella zona di produzione delle uve di cui all'art. 3.

Il vino a d.o.c. «Menfi» Bonera, prima dell'immissione al consumo deve essere sottoposto ad un periodo minimo di affinamento di anni uno, a partire dal 1° novembre seguente la vendemmia di produzione.

Per i vini «Menfi» rosso e «Menfi» Bonera, la menzione «riserva» è ammessa per quei vini che, prima dell'immissione al consumo, sono stati sottoposti ad un periodo minimo di affinamento di anni due, a decorrere dal 1° novembre seguente l'anno di produzione delle uve.

Nella vinificazione sono ammesse soltanto le pratiche enologiche tradizionali o comunque atte a conferire ai vini le proprie peculiari caratteristiche, ivi compresa la facoltà di affinamento in recipienti di legno. In particolare è ammessa la vinificazione congiunta o disgiunta delle uve che concorrono alla produzione delle tipologie elencate all'art. 2 con esclusione delle tipologie monovitigno.

La resa massima dell'uva in vino finito non deve essere superiore al 65% per i vini bianchi ed al 70% per i vini rossi. Qualora le rese superino detti limiti, ma non il 70% ed il 75% rispettivamente per i vini bianchi ed i vini rossi, l'eccedenza del 5% non ha diritto alla denominazione di origine controllata. Oltre detti limiti decade il diritto alla denominazione di origine controllata per tutto il prodotto.

L'eventuale arricchimento può essere effettuato solo con mosto concentrato proveniente da vigneti iscritti all'albo di produzione dei vini a d.o.c. «Menfi» o con mosto concentrato rettificato.

Art. 6.

Il vino a denominazione di origine controllata «Menfi» vendemmia tardiva:

deve essere ottenuto da uve parzialmente appassite solo sulla pianta;

la resa di uve per ettaro all'atto della vendemmia non deve superare le 5 t per ettaro;

il titolo alcolometrico volumico naturale minimo deve essere di 13,00% vol.;

la resa dell'uva in vino finito non deve essere superiore al 45%.

Il vino di cui al precedente comma all'atto dell'immissione al consumo deve rispondere alle seguenti caratteristiche:

colore: da paglierino a dorato;

odore: caratteristico, persistente;

sapore: piacevolmente dolce, armonico;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 15,00% vol. di cui almeno 12,50% vol. svolto ed un minimo di 2,50% vol. da svolgere acidità totale minima: 4,0 g/l;

estratto secco netto minimo: 20,0 g/l.

Il vino, di cui ai precedenti commi, può essere qualificato con la menzione «vendemmia tardiva», quando le uve, appassite su pianta, sono state vendemmiate non prima del 10 settembre di ogni anno per lo Chardonnay e il Sauvignon blanc, e dal 25 settembre per l'Inzolia o Ansonica e il Catarratto bianco lucido.

Art. 7.

I vini a denominazione di origine controllata «Menfi» all'atto dell'immissione al consumo devono rispondere alle seguenti caratteristiche:

«Menfi» bianco:

colore: giallo paglierino con riflessi verdognoli;

odore: delicato, fragrante;

sapore: secco, armonico, vivace;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,00% vol. acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 15,0 g/l.

«Menfi» Chardonnay:

colore: giallo paglierino con riflessi dorati;

odore: caratteristico varietale;

sapore: fruttato, armonico, morbido;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,50% vol.;

acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 15,0 g/l.

«Menfi» Grecanico:

colore: giallo pallido sfumato di verdognolo;

odore: delicato, gradevole con odore di frutta;

sapore: secco, pieno, tipico;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,00% vol.;

acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 16,0 g/l;

«Menfi» Inzolia o Ansonica:

colore: giallo paglierino con riflessi verdognoli;

odore: delicato;

sapore: secco, armonico con buona persistenza;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,00% vol.;

acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 15,0 g/l;

«Menfi» Feudo dei Fiori»:

colore: giallo paglierino con sfumature verdi;

odore: fresco, delicatamente vinoso;

sapore: morbido, vivace ed armonico con buona persistenza;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,50 % vol.;

acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 16,0 g/l.

«Menfi» rosso:

colore: rubino intenso;

odore: speziato, caratteristico;

sapore: asciutto, moderatamente tannico;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,50% vol.;

acidità totale minima: 5,0 g/l;

estratto secco netto minimo: 20,0 g/l;

«Menfi» Nero d'Avola:

colore: rubino intenso;

odore: delicato, caratteristico;

sapore: pieno, moderatamente tannico;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,50% vol.;

acidità totale minima: 5,0 g/l;

estratto secco netto minimo: 20,0 g/l;

«Menfi» Sangiovese:

colore: rubino con sfumature violacee;

odore: vinoso con sentore frutti di bosco;

sapore: secco, armonico leggermente tannico;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,50% vol.;

acidità totale minima: 5,0 g/l;

estratto secco netto minimo: 20,0 g/l.

«Menfi» Cabernet Sauvignon:

colore: rubino intenso;

odore: etereo, gradevole, leggermente erbaceo;

sapore: secco, armonico;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 12,00% vol.;

acidità totale minima: 5,0 g/l;

estratto secco netto minimo: 22,0 g/l.

«Menfi» Merlot:

colore: rubino intenso;

odore: caratteristico, accentuato;

sapore: pieno, gradevole;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 12,00% vol.;

acidità totale minima: 5,0 g/l;

estratto secco netto minimo: 22,0 g/l.

«Menfi» Sirah:

colore: rubino sfumato;

odore: delicato, caratteristico, gradevole;

sapore: secco, piacevolmente tannico;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,5% vol.;

acidità totale minima: 5,0 g/l;

estratto secco netto minimo: 20,0 g/l;

«Menfi» Bonera:

colore: rosso rubino, con eventuali sfumature granato;

odore: speziato finemente vinoso;

sapore: asciutto, leggermente tannico, piacevolmente fruttato;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 12,00% vol.;

acidità totale minima: 5,0 g/l;

estratto secco netto minimo: 22,0 g/l.

«Menfi» Bonera riserva:

colore: rubino con riflessi granati;

odore: ben pronunciato, etereo di particolare finezza;

sapore: asciutto, schietto e sapido con buona struttura;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 12,50% vol.;

acidità totale minima: 5,0 g/l;

estratto secco netto minimo: 24,0 g/l.

«Menfi» rosso riserva:

colore: rubino intenso;

odore: etereo di particolare finezza;

sapore: asciutto, sapido di buona struttura;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 12,50% vol.;

acidità totale minima: 5,0 g/l;

estratto secco netto minimo: 24,0 g/l.

Art. 8.

Nella presentazione e designazione dei vini a denominazione di origine controllata «Menfi» con o senza la menzione del vitigno è vietata l'aggiunta di qualsiasi qualificazione aggiuntiva diversa da quelle previste dal presente disciplinare ivi compresi gli aggettivi «extra», «fine», «scelto», «superiore» e simili.

È consentito l'uso di indicazioni che facciano riferimento a nomi, ragioni sociali, marchi privati non aventi significato laudativo e che non siano tali da trarre in inganno il consumatore.

È consentito altresì, l'uso di indicazioni geografiche e toponomastiche aggiuntive che facciano riferimento a comuni, frazioni, fattorie, zone e località, dalle quali effettivamente provengono le uve da cui i vini così qualificati sono stati ottenuti, purché nel rispetto delle normative vigenti in materia.

Art. 9.

I vini a denominazione di origine controllata «Menfi», con o senza menzione di vitigno, qualora confezionati, devono essere immessi al consumo in recipienti di vetro di capacità 0,187 litri, 0,350 litri, 0,500 litri, 0,750 litri, 1,500 litri e 3,000 litri.

La tappatura di tali recipienti deve essere effettuata con tappi di sughero.

Per le confezioni da 3,000 ai 3,500 litri è anche ammesso il tappo a vite.

97A7040

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

DECRETO 1° settembre 1997.

Scioglimento di alcune società cooperative.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO DI LUCCA

Visto l'art. 2544 del codice civile, il quale, nel disciplinare lo scioglimento delle società cooperative per atto d'autorità, dispone che le citate società che non sono in condizione di raggiungere gli scopi per le quali sono state costituite, o che per due anni consecutivi non hanno depositato il bilancio annuale o non hanno compiuto atti di gestione, possono essere sciolte con provvedimento dell'autorità governativa;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400, nella parte in cui prevede lo scioglimento di società cooperative senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore;

Visto il decreto direttoriale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale della coo-

perazione, del 6 marzo 1996, di decentramento alle direzioni provinciali del lavoro degli scioglimenti di società cooperative senza nomina di commissario liquidatore;

Vista la circolare n. 33/1996 del 7 marzo 1996 di attuazione del predetto decreto;

Visti i verbali delle ispezioni ordinarie eseguite sull'attività delle società cooperative appresso indicate, dai quali risulta che le medesime trovansi nelle condizioni previste dal precitato art. 2544 del codice civile;

Sentito il parere del Comitato centrale per le cooperative di cui all'art. 11 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 15 dicembre 1947, n. 1577, e successive modifiche ed integrazioni;

Decreta:

Le seguenti società cooperative sono sciolte ai sensi delle sopra citate norme, senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore:

soc. coop. Agorà, con sede in Lucca, costituita per rogito notaio Raspini Francesco in data 28 ottobre 1987, rep. n. 110764, registro imprese n. 16553, BUSC n. 1316/232000;

soc. coop. Val D'Ania, con sede in Coreglia Antelminelli (Lucca), costituita per rogito notaio Petteruti Ciampiero in data 10 luglio 1985, rep. n. 8147, registro imprese n. 13841, BUSC n. 1236/213639;

soc. coop. La Camperana, con sede in Vergemoli (Lucca), costituita per rogito notaio Raspini Francesco in data 22 febbraio 1978, rep. n. 47986, registro imprese n. 7242, BUSC n. 961/158395;

soc. coop. L'Amicizia, con sede in Lucca, costituita per rogito notaio Raspini Francesco in data 21 aprile 1979, rep. n. 53315, registro imprese n. 7832, BUSC n. 1111/188844;

soc. coop. agricola faunistica per lo sviluppo dello stazzemese «Pania della Croce», con sede in Stazzema (Lucca), costituita per rogito notaio Raspini Francesco in data 15 gennaio 1985, rep. n. 88653, registro imprese n. 13173, BUSC n. 1216/208830;

soc. coop. agricola Fiano, con sede in Lucca, costituita per rogito notaio Raspini Francesco in data 18 ottobre 1985, rep. n. 94001, registro imprese n. 14332, BUSC n. 1251/215086;

soc. coop. consumatori Altopascio, con sede in Altopascio (Lucca), costituita per rogito notaio Martinelli Roberto in data 11 novembre 1989, rep. n. 40041, registro imprese n. 18650, BUSC n. 1384/245617;

soc. coop. Labor Compass, con sede in Camaiore (Lucca), costituita per rogito notaio Garzia Giorgio in data 15 dicembre 1989, rep. n. 94856, registro imprese n. 18822, BUSC n. 1385/245618.

Lucca, 1° settembre 1997

Il direttore: SARTI

97A7107

MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE

DECRETO 4 luglio 1997.

Dichiarazione di «tipo approvato» della coppia di gru a gravità per imbarcazioni di salvataggio denominata «SPG(E)» fabbricata dal cantiere navale Greben di Vela Luka (Croazia).

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplificazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Vista la regola 48.1 del capitolo III, della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare (SOLAS 74), come emendata, resa esecutiva con la legge 23 maggio 1980, n. 313;

Vista la risoluzione A. 689(17) adottata dall'assemblea IMO il 6 novembre 1991;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996. n. 535, convertito, con modificazioni, in legge n. 647 del 23 dicembre 1996;

Vista la domanda della società M.E.P. Pellegrini Marine Equipments S.r.l., con sede in Verona, via Torricelli n. 2/*A*, intesa ad ottenere la dichiarazione di «tipo approvato» per la coppia di gru a gravità per imbarcazioni di salvataggio denominata «SPG(E)»;

Considerato che gli accertamenti tecnici effettuati dal registro italiano navale hanno avuto esito positivo come da relazione tecnica trasmessa con foglio STR/018260/GCO in data 12 maggio 1997;

Decreta:

Art. 1.

È dichiarata di «tipo approvato» la coppia di gru a gravità per imbarcazioni di salvataggio denominata «SPG(E)» fabbricata dal cantiere navale Greben, con sede in Vela Luka (Croazia), del quale è rappresentante in Italia la società Pellegrini Marine Equipments S.r.l. sopracitata.

La predetta coppia di gru dovrà essere costruita in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la preventiva autorizzazione di questo Ministero.

Su ciascun esemplare dovranno essere marcati in modo chiaro, indelebile e permanente i seguenti elementi d'identificazione:

marchio nominativo del fabbricante e del rappresentante o fornitore in Italia;

denominazione commerciale della gru: «SPG(E)»;

carico di lavoro totale: (CL = 72 kN);

Risoluzione IMO A. 689 (17) adottata il 6 novembre 1991;

marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE»;

numero e data del presente decreto ministeriale d'approvazione.

Art. 2.

Il fabbricante della gru dovrà fornire all'acquirente il manuale per l'addestramento e per la manutenzione come prescritto dalle regole 51 e 52 del cap. III della SOLAS 74, come emendata.

La predetta gru è soggetta alle verifiche e ai controlli previsti dalle regole 5 e 48.1 del cap. III della convenzione sopracitata e dalla sez. 6 della parte II della ris. IMO A. 689 (17).

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 4 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7086

DECRETO 4 luglio 1997.

Dichiarazione di «tipo approvato» della gru per zattere di salvataggio denominata «SAR-3» fabbricata dal cantiere navale Greben di Vela Luka (Croazia).

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplificazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Vista la regola 48.6 del capitolo III, della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare (SOLAS 74), come emendata, resa esecutiva con la legge 23 maggio 1980, n. 313;

Vista la risoluzione A. 689(17) adottata dall'assemblea IMO il 6 novembre 1991;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 535, convertito, con modificazioni, in legge n. 647 del 23 dicembre 1996;

Vista la domanda della società M.E.P. Pellegrini Marine Equipments S.r.l., con sede in Verona, via Torricelli n. 2/*A*, intesa ad ottenere la dichiarazione di «tipo approvato» per la gru denominata «SAR-3» atta all'ammaino ed al recupero di zattere di salvataggio;

Considerato che gli accertamenti tecnici effettuati dal registro italiano navale hanno avuto esito positivo come da relazione tecnica trasmessa con foglio STR/018264/GCO in data 12 maggio 1997;

Decreta:

Art. 1.

È dichiarata di «tipo approvato» la gru denominata «SAR-3» atta all'ammaino ed al recupero di zattere di salvataggio fabbricata dal cantiere navale Greben, con sede in Vela Luka, (Croazia), del quale è rappresentante in Italia la società Pellegrini Marine Equipments S.r.l. sopracitata.

La predetta gru dovrà essere costruita in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la preventiva autorizzazione di questo Ministero.

Su ciascun esemplare dovranno essere marcati in modo chiaro, indelebile e permanente i seguenti elementi d'identificazione:

marchio nominativo del fabbricante e del rappresentante o fornitore in Italia;

denominazione commerciale della gru: «SAR-3»;

carico di lavoro totale: (CL = 30 kN);

RIS. IMO A. 689 (17);

marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE»;

numero e data del presente decreto ministeriale d'approvazione.

Art. 2.

Il fabbricante della gru dovrà fornire all'acquirente il manuale per l'addestramento e per la manutenzione come prescritto dalle regole 51 e 52 del cap. III della SOLAS 74, come emendata.

La predetta gru è soggetta alle verifiche e ai controlli previsti dalla regola 48.6 del cap. III della convenzione sopracitata e dalla sez. 6 della parte II della ris. IMO A. 689 (17).

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 4 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7087

DECRETO 4 luglio 1997.

Dichiarazione di «tipo approvato» del verricello elettrico per zattere di salvataggio denominato «EW-3MQ» fabbricato dal cantiere navale Greben di Vela Luka (Croazia).

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplificazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Viste le regole 48.1 e 48.2 del capitolo III, della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare (SOLAS 74), come emendata, resa esecutiva con la legge 23 maggio 1980, n. 313;

Vista la risoluzione A. 689(17) adottata dall'assemblea IMO il 6 novembre 1991;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 535, convertito, con modificazioni, in legge n. 647 del 23 dicembre 1996;

Vista la domanda della società M.E.P. Pellegrini Marine Equipments S.r.l., con sede in Verona, via Torricelli n. 2/A, intesa ad ottenere la dichiarazione di «tipo approvato» per il verricello elettrico per zattere di salvataggio denominata «EW-3MQ»;

Considerato che gli accertamenti tecnici effettuati dal registro italiano navale hanno avuto esito positivo come da relazione tecnica trasmessa con foglio STR/018266/GCO in data 12 maggio 1997, trasmessa in allegato alla suddetta istanza;

Decreta:

Art. 1.

È dichiarato di «tipo approvato» il verricello elettrico per zattere di salvataggio denominato «EW-3MQ» fabbricato dal cantiere navale Greben, con sede in Vela Luka, (Croazia), del quale è rappresentante in Italia la società Pellegrini Marine Equipments S.r.l. sopracitata.

Il predetto verricello dovrà essere costruito in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la preventiva autorizzazione di questo Ministero.

Su ciascun esemplare dovranno essere marcati in modo chiaro, indelebile e permanente i seguenti elementi d'identificazione:

marchio nominativo del fabbricante e del rappresentante o fornitore in Italia;

denominazione commerciale del verricello: «EW-3MQ»;

carico di lavoro totale: (CL = 30 kN);

velocità massima di ammainata: (V = 42 m/min.);

Risoluzione IMO A. 689 (17);

marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE»;

numero e data del presente decreto ministeriale d'approvazione.

Art. 2.

Il fabbricante del verricello dovrà fornire all'acquirente il manuale per l'addestramento e per la manutenzione come prescritto dalle regole 51 e 52 del cap. III della SOLAS 74, come emendata.

Il predetto verricello è soggetto alle verifiche e ai controlli previsti dalle regole 5 e 48.2 del cap. III della convenzione sopracitata e dalla sez. 6 della parte II della ris. IMO A. 689 (17).

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 4 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7088

DECRETO 4 luglio 1997.

Dichiarazione di «tipo approvato» della boetta elettrica ad accensione automatica per salvagenti anulari tipo «PA031» fabbricata dalla società Lalizas Hellas di Pireo (Grecia).

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplificazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Vista la regola 31.2 del capitolo III, della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare (SOLAS 74), come emendata, resa esecutiva con la legge 23 maggio 1980, n. 313;

Vista la risoluzione A. 689(17) adottata il 6 novembre 1991 e successivi emendamenti quali la risoluzione MSC.54 (66);

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 535, convertito, con modificazioni, in legge n. 647 del 23 dicembre 1996;

Vista l'istanza della società Lalizas Italia S.r.l., con sede in Genova, via Borzoli n. 39, intesa ad ottenere la dichiarazione di «tipo approvato» per la boetta elettrica ad accensione automatica per salvagenti anulari tipo «PA031»;

Considerato che gli accertamenti tecnici effettuati dal registro italiano navale hanno avuto esito positivo come da rapporto n. 96DG104TA, in data 12 maggio 1997, trasmessi in allegato alla suddetta istanza in data 22 maggio 1997;

Decreta:

Art. 1.

È dichiarata di «tipo approvato» la boetta elettrica ad accensione automatica per salvagenti anulari tipo «PA031», fabbricata dalla società Lalizas Hellas, con sede in Omirithou Skilitsi, 52, Pireo (Grecia), di cui è rappresentante in Italia la società Lalizas Italia S.r.l. sopracitata.

La predetta boetta elettrica dovrà essere costruita in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la preventiva autorizzazione di questo Ministero.

Su ciascun esemplare dovranno essere marcati in modo chiaro, indelebile e permanente i seguenti elementi d'identificazione:

marchio nominativo del fabbricante;

denominazione commerciale della boetta elettrica: «PA031»;

data di fabbricazione;

marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE» ai sensi della SOLAS 74 (83) e risoluzione IMO A. 689 (17);

numero e data del presente decreto ministeriale d'approvazione.

Art. 2.

Il fornitore della boetta elettrica dovrà fornire all'acquirente le istruzioni per la manutenzione come prescritto dalla regola 52 del cap. III della SOLAS 74, come emendata.

Il predetto materiale è soggetto alle verifiche e ai controlli previsti dalla regola 5 del cap. III della convenzione sopracitata e dalla sez. 6 della parte II della risoluzione IMO A. 689 (17).

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 4 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7089

DECRETO 7 luglio 1997.

Dichiarazione di «tipo approvato» delle zattere di salvataggio denominate «6DK+, 12DK+, 20DK+, 25DK+, 12DKF+, 20DKF+, 25DKF+, 35DKF1, 50DK» della società Adrianaval di Trieste.

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplificazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Viste le regole 30, 38 e 39 del capitolo III, della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare (SOLAS 74), come emendata, resa esecutiva con la legge 23 maggio 1980, n. 313;

Vista la risoluzione IMO A. 689(17) adottata il 6 novembre 1991 e la risoluzione MSC.54 (66) adottata il 30 maggio 1996;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996. n. 535, convertito, con modificazioni, in legge n. 647 del 23 dicembre 1996;

Vista la domanda della società Adrianaval, con sede in Trieste, via Murat n. 8, intesa ad ottenere la dichiarazione di «tipo approvato» per le zattere di salvataggio denominate «6DK+, 12DK+, 20DK+, 25DK+, 12DKF+, 20DKF+, 25DKF+, 35DKF1, 50DK»;

Considerato che le zattere di salvataggio sono quelle già riconosciute di «tipo approvato» con i decreti nn. 136/96 del 31 maggio 1996, 137/96 del 31 maggio 1996, e 138/96 del 31 maggio 1996; 139/96 del 31 maggio 1996; 142/96 del 31 maggio 1996; 143/96 del 31 maggio 1996; 144/96 del 31 maggio 1996; 145/96 del 31 maggio 1996; 140/96 del 31 maggio 1996; 152/96 del 3 luglio 1996;

Considerato che gli accertamenti tecnici effettuati dal registro italiano navale, volti a verificare le modifiche richieste dalla società predetta, hanno avuto esito positivo come da relazione tecnica n. 97DG38TA, in data 16 maggio 1997, trasmessa in allegato all'istanza in data 26 maggio 1997;

Decreta:

Art. 1.

Sono dichiarate di «tipo approvato» le zattere di salvataggio denominate «6DK+, 12DK+, 20DK+, 25DK+, 12DKF+, 20DKF+, 25DKF+, 35DKF1, 50DK», fabbricate dalla Viking Lifesaving Equipment A/S - Esbyerg (DK) della quale è rappresentante in Italia la società Adrianaval sopracitata.

Le predette zattere dovranno essere costruite in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la preventiva autorizzazione di questo Ministero.

Su ciascun esemplare dovranno essere marcati in modo chiaro, indelebile e permanente i seguenti elementi d'identificazione:

marchio nominativo del fabbricante e del rappresentante o fornitore in Italia;

denominazione commerciale delle zattere di salvataggio denominate «6DK+, 12DK+, 20DK+, 25DK+, 12DKF+, 20DKF+, 25DKF+, 35DKF1, 50DK»;

marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE»;

numero e data del presente decreto ministeriale d'approvazione.

Art. 2.

Il fabbricante delle zattere di salvataggio dovrà fornire all'acquirente il manuale per l'addestramento e la manutenzione a bordo come prescritto dalla regola 51 e 52 del cap. III della SOLAS 74, come emendata.

Le predette zattere sono soggette alle verifiche e ai controlli previsti dalla regola 5 del cap. III della convenzione sopracitata.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 7 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7090

DECRETO 16 luglio 1997.

Dichiarazione di «tipo approvato» del salvagente anulare denominato «Titano 1» fabbricato dalla società Plastimar di Cesena.

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplificazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Vista la regola 31 del capitolo III, della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare (SOLAS 74), come emendata, resa esecutiva con la legge 23 maggio 1980, n. 313;

Vista la risoluzione IMO A. 689(17) adottata il 6 novembre 1991;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996. n. 535, convertito, con modificazioni, in legge n. 647 del 23 dicembre 1996;

Vista l'istanza della società Plastimar S.p.a., con sede in Cesena (Forlì), in via F. Parri, 601, intesa ad ottenere la dichiarazione di «tipo approvato» per il salvagente anulare denominato «Titano 1»;

Considerato che gli accertamenti tecnici effettuati dal registro italiano navale hanno avuto esito positivo come da rapporto n. 96DG2/1TA, in data 22 maggio 1997, trasmesso in allegato alla suddetta istanza;

Decreta:

Art. 1.

È dichiarato di «tipo approvato» il salvagente denominato «Titano 1», fabbricato dalla società Plastimar S.p.a. sopracitata.

Il predetto salvagente anulare dovrà essere costruita in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la preventiva autorizzazione di questo Ministero.

Su ciascun esemplare dovranno essere marcati in modo chiaro, indelebile e permanente i seguenti elementi d'identificazione:

marchio nominativo del fabbricante;

denominazione commerciale del salvagente anulare: «Titano 1»;

numero di identificazione o lotto e data di produzione;

altezza massima di impiego: 40 metri;

marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE»;

SOLAS 74 (83) e risoluzione IMO A. 689 (17);

numero e data del presente decreto ministeriale d'approvazione.

Art. 2.

Il fornitore del salvagente anulare dovrà fornire all'acquirente il manuale per l'addestramento e la manutenzione come prescritto dalla regola 51 e 52 del cap. III della SOLAS 74, come emendata.

Il predetto materiale è soggetto alle verifiche e ai controlli previsti dalla regola 5 del cap. III della convenzione sopracitata.

Il salvagente anualre «Titano 1» avendo massa inferiore a 4 kg non è idoneo ad essere impiegato con i segnali fumogeni e luminosi di cui alle regole III/31.2 e III/31.3 della SOLAS 74 (83).

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 16 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7091

DECRETO 16 luglio 1997.

Dichiarazione di «tipo approvato» degli apparecchi automatici di ausilio ed estrapolazione dati radar Arpa Decca della società Compagnia generale Telemar.

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplificazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Vista la regola 12 del capitolo V, della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare (SOLAS 74), come emendata, resa esecutiva con legge 23 maggio 1980, n. 313;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 535, convertito, con modificazioni, in legge il 23 dicembre 1996, n. 647;

Vista l'istanza della società Compagnia generale Telemar, con sede in Roma, viale Tiziano, 19, intesa ad ottenere la dichiarazione di «Tipo Approvato» per gli apparecchi automatici di ausilio alla estrapolazione grafica di dati Radar (ARPA) Decca serie Bridgemaster II-HS e per i Radar Decca serie Bridgemaster II-HS nei modelli rispettivamente:

MJ-M343/12-BMII MJ-M345/6-BMII MJ-M346/6-BMII
MJ-M344/12-BMII MJ-M345/8-BMII MJ-M346/8-BMII
MJ-M345/4-BMII MJ-M346/4-BMII

CJ-M343/12-BMII CJ-M345/6-BMII CJ-M346/6-BMII
CJ-M344/12-BMII CJ-M345/8-BMII CJ-M346/8-BMII
CJ-M345/4-BMII CJ-M346/4-BMII

MA-H183/12-BMII MA-H184/12-BMII MA-H253/12-BMII MA-H254/12-BMII MA-H343/12-BMII MA-H344/12-BMII
CA-H183/12-BMII CA-H184/12-BMII CA-253/12-BMII CA-H254/12-BMII CA-H343/12-BMII CA-H344/12-BMII
CJ-253/12-BMII CK-253/12-BMII CL-253/12-BMII CM-253/12-BMII
CJ-254/12-BMII CK-254/12-BMII CL-254/12-BMII CM-254/12-BMII

MA-H185/4-BMII MA-H255/4-BMII MA-H345/4-BMII MA-H186/4-BMII MA-H256/4-BMII MA-H346/4-BMII
MA-H185/6-BMII MA-H255/6-BMII MA-H345/6-BMII MA-H186/6-BMII MA-H256/6-BMII MA-H346/6-BMII
MA-H185/8-BMII MA-H255/8-BMII MA-H345/8-BMII MA-H186/8-BMII MA-H256/8-BMII MA-H346/8-BMII

CA-H185/4-BMII CA-H255/4-BMII CA-H345/4-BMII CA-H186/4-BMII CA-H256/4-BMII CA-H346/4-BMII
CA-H185/6-BMII CA-H255/6-BMII CA-H345/6-BMII CA-H186/6-BMII CA-H256/6-BMII CA-H346/6-BMII
CA-H185/8-BMII CA-H255/8-BMII CA-H345/8-BMII CA-H186/8-BMII CA-H256/8-BMII CA-H346/8-BMII

CJ-255/4-BMII CK-255/4-BMII CL-255/4-BMII CM-255/4-BMII
CJ-255/6-BMII CK-255/6-BMII CL-255/6-BMII CM-255/6-BMII
CJ-255/8-BMII CK-255/8-BMII CL-255/8-BMII CM-255/8-BMII
CJ-256/4-BMII CK-256/4-BMII CL-256/4-BMII CM-256/4-BMII
CJ-256/6-BMII CK-256/6-BMII CL-256/6-BMII CM-256/6-BMII
CJ-256/8-BMII CK-256/8-BMII CL-256/8-BMII CM-256/S-BMII

Considerato che gli accertamenti tecnici e le prove effettuate dal Registro italiano navale hanno avuto esito positivo come da relazione tecnica n. ELE / 019878 / APA in data 22 maggio 1997, trasmessa in allegato alla suddetta istanza;

Decreta:

Art. 1.

Sono dichiarati di «Tipo Approvato» gli apparecchi automatici di ausilio alla estrapolazione grafica di dati radar (ARPA) nei modelli:

MJ-M343/12-BMII MJ-M345/6-BMII MJ-M346/6-BMII
MJ-M344/12-BMII MJ-M345/8-BMII MJ-M346/8-BMII
MJ-M345/4-BMII MJ-M346/4-BMII

CJ-M343/12-BMII CJ-M345/6-BMII CJ-M346/6-BMII
CJ-M344/12-BMII CJ-M345/8-BMII CJ-M346/8-BMII
CJ-M345/4-BMII CJ-M346/4-BMII

prodotti dalla Racal Marine Radar L.T.D. di New Malden, Surrey (Gran Bretagna) della quale è rappresentante in Italia la società Compagnia generale Telemar sopracitata.

I predetti apparecchi dovranno essere costruiti in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la preventiva autorizzazione di questo Ministero.

Su ciascun esemplare dovranno essere marcati in modo chiaro, indelebile e permanente i seguenti elementi d'identificazione:

- marchio nominativo del fabbricante e del rappresentante o fornitore in Italia;
- denominazione commerciale dell'apparecchio;
- marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE»;
- numero e data del presente decreto d'approvazione.

Art. 2.

Sugli indicatori ARPA quando sono anche indicatori radar, dovrà essere apposta una targa indicante la sigla degli stessi e le sigle delle unità componenti installate.

Sulle singole unità, compresi gli indicatori radar/Arpa, dovrà essere indicato solo il tipo delle stesse e le distanze magnetiche di protezione dalla bussola normale e da quella di governo, come indicato al successivo art. 3.

Art. 3.

Distanze magnetiche di protezione dalla bussola normale e da quella di governo:

Unità	distanza di protezione dalla bussola normale	distanza di protezione dalla bussola governo
Schermo monocromatico		
tipo BMII-65626/MAJ-M	1,50 m	1,25 m
Schermo a colori		
tipo BMII-65626/CAJ-M	1,60 m	1,20 m
Pannelli di controllo		
tipo 65626600	0,30 m	0,30 m
Pannello geografico		
tipo 65626602	0,30 m	0,30 m
Piedistallo, base		
tipo 65666/AA, 65666602	1,60 m	1,20 m
Basi antenna		
tipo 66074/AAA-BHD	1,70 m	1,30 m
tipo 65425/NAA-NHD	4,20 m	3,15 m
Basi antenna con ricetrasmettitore		
tipo 65425/MAA-MHD (30 kW)	4,20 m	3,15 m
Ricetrasmettitori		
tipo 65610NA	1,7 m	0,6 m
tipo 65428NB	4,10 m	3,10 m
Antenne		
tipo 65604/A	0,30 m	0,30 m
tipo 65606/A	0,30 m	0,30 m
tipo 65608/A	1,90 m	1,45 m
tipo 65423/A	0,30 m	0,30 m
tipo 65612/A	0,30 m	0,30 m
Dispositivi di controllo delle prestazioni		
tipo 65472/AA	0,70 m	0,50 m
tipo 65364/A	0,4 m	0,3 m
Unità di controllo		
tipo 65364/G	0,4 m	0,3 m
Unità di commutazione		
tipo 65416/AA	1,00 m	0,75 m
tipo 65642/AA	0,30 m	0,30 m
Unità di giunzione		
tipo 65412/AA	0,30 m	0,30 m
Unità di controllo		
tipo 65427/AA-HH	1,30 m	0,98 m

Tutte le antenne dovranno essere marcate con l'indicazione della distanza alla quale la densità della potenza irradiata supera i 10 W / m^ 2.

All'interno di tutte le unità dovrà essere chiaramente indicata la tensione massima ivi esistente.

Tutte le unità che funzionano con tensione superiore a quella di sicurezza (50 V di picco) dovranno essere dotate di indicazione di pericolo per alta tensione posta all'esterno delle unità stesse.

L'accesso alle varie unità dovrà essere possibile soltanto per mezzo di un utensile.

Dovrà essere previsto un interruttore contro l'avviamento accidentale dell'antenna. Tale interruttore, debitamente indicato, dovrà essere posto sulla base dell'antenna stessa o nelle sue immediate vicinanze, oppure, in alternativa, sull'indicatore del radar. In quest'ultimo caso dovrà essere munito di chiave.

Art. 4.

Sono dichiarati di «Tipo Approvato» i radar di navigazione nei modelli:

MA-H183/12-BMII	MA-H184/12-BMII	MA-H253/12-BMII	MA-H254/12-BMII	MA-H343/12-BMII	MA-H344/12-BMII
CA-H183/12-BMII	CA-H184/12-BMII	CA-253/12-BMII	CA-H254/12-BMII	CA-H343/12-BMII	CA-H344/12-BMII
CJ-253/12-BMII	CK-253/12-BMII	CL-253/12-BMII	CM-253/12-BMII		
CJ-254/12-BMII	CK-254/12-BMII	CL-254/12-BMII	CM-254/12-BMII		

MA-H185/4-BMII	MA-H255/4-BMII	MA-H345/4-BMII	MA-H186/4-BMII	MA-H256/4-BMII	MA-H346/4-BMII
MA-H185/6-BMII	MA-H255/6-BMII	MA-H345/6-BMII	MA-H186/6-BMII	MA-H256/6-BMII	MA-H346/6-BMII
MA-H185/8-BMII	MA-H255/8-BMII	MA-H345/8-BMII	MA-H186/8-BMII	MA-H256/8-BMII	MA-H346/8-BMII

CA-H185/4-BMII	CA-H255/4-BMII	CA-H345/4-BMII	CA-H186/4-BMII	CA-H256/4-BMII	CA-H346/4-BMII
CA-H185/6-BMII	CA-H255/6-BMII	CA-H345/6-BMII	CA-H186/6-BMII	CA-H256/6-BMII	CA-H346/6-BMII
CA-H185/8-BMII	CA-H255/8-BMII	CA-H345/8-BMII	CA-H186/8-BMII	CA-H256/8-BMII	CA-H346/8-BMII

CJ-255/4-BMII	CK-255/4-BMII	CL-255/4-BMII	CM-255/4-BMII
CJ-255/6-BMII	CK-255/6-BMII	CL-255/6-BMII	CM-255/6-BMII
CJ-255/8-BMII	CK-255/8-BMII	CL-255/8-BMII	CM-255/8-BMII
CJ-256/4-BMII	CK-256/4-BMII	CL-256/4-BMII	CM-256/4-BMII
CJ-256/6-BMII	CK-256/6-BMII	CL-256/6-BMII	CM-256/6-BMII
CJ-256/8-BMII	CK-256/8-BMII	CL-256/8-BMII	CM-256/S-BMII

prodotti dalla Racal Marine Radar L.T.D. di New Malden, Surrey (Gran Bretagna) della quale è rappresentante in Italia la Società Compagnia generale Telemar sopracitata.

I predetti apparecchi dovranno essere costruiti in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la preventiva autorizzazione di questo Ministero.

Su ciascun esemplare dovranno essere marcati in modo chiaro, indelebile e permanente i seguenti elementi d'identificazione:

- marchio nominativo del fabbricante e del rappresentante o fornitore in Italia;
- denominazione commerciale dell'apparecchio;
- marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE»;
- numero e data del presente decreto d'approvazione.

Art. 5.

Sugli indicatori dei radar istallati, dovrà essere apposta una targa indicante la sigla degli stessi e le sigle delle unità componenti installate.

Sulle singole unità, compresi gli indicatori radar, dovrà essere indicato solo il tipo delle stesse e le distanze magnetiche di protezione dalla bussola normale e da quella di governo, come indicato al successivo art. 6.

Art. 6.

Distanze magnetiche di protezione dalla bussola normale e da quella di governo:

Unità	distanza di protezione dalla bussola normale	distanza di protezione dalla bussola governo
Schermi a colori		
tipo BMII-65614/CAA-CAH	1,40 m	1,05 m
tipo BMII-65620/CAA-CAH	1,70 m	1,30 m
tipo BMII-65620/CAJ-CAM	1,70 m	1,30 m
tipo BMII-65626/CAA-CAH	1,70 m	1,30 m
Schermi monocromatici		
tipo BMII-65614/MAA-MAH	1,70 m	1,30 m
tipo BMII-65620/MAA-MAH	1,70 m	1,30 m
tipo BMII-65626/MAA-MAH	1,50 m	1,20 m

Unità	distanza di protezione dalla bussola normale	distanza di protezione dalla bussola governo
Pannelli di controllo		
tipo 65614600	0,30 m	0,30 m
tipo 65620600	0,30 m	0,30 m
tipo 65626601	0,90 m	0,45 m
tipo 65620620	0,30 m	0,30 m
Pannelli di controllo remoto		
tipo 65614601	0,30 m	0,30 m
tipo 65624601	0,30 m	0,30 m
tipo 65620621	0,30 m	0,30 m
Piedistallo, base		
tipo 65666/AA, 65666602	1,60 m	1,20 m
Pannelli geografici		
tipo 65614602	0,30 m	0,30 m
tipo 65620602	0,30 m	0,30 m
tipo 65626602	0,30 m	0,30 m
Pannelli geografici remoti		
tipo 65614623	0,30 m	0,30 m
tipo 65620623	0,30 m	0,30 m
Basi antenna con ricetrasmettitore		
tipo 65425/MAA-MHD (30 kW)	4,20 m	3,15 m
Basi antenna		
tipo 65425/NAA-NHD	4,20 m	3,15 m
tipo 66074/AAA-BHD	1,0 m	0,6 m
tipo 66074/AAA-BDH	1,0 m	0,6 m
Ricetrasmettitori		
tipo 65610/NA (10 kW)	1,50 m	1,25 m
tipo 65625/NA (25 kW)	1,50 m	1,25 m
tipo 65428/NB (30 kW)	4,10 m	3,10 m
Antenne		
tipo 65604/A (1,2 m)	0,30 m	0,30 m
tipo 65606/A (1,8 m)	0,30 m	0,30 m
tipo 65608/A (2,4 m)	1,90 m	1,45 m
tipo 65423/A (3,6 m)	0,30 m	0,30 m
tipo 65612/A (3,7 m)	0,3 m	0,3 m
Dispositivi di controllo delle prestazioni		
tipo 65472/AA	0,70 m	0,50 m
tipo 65364/A	0,4 m	0,3 m
Unità di commutazione		
tipo 65416/AA	1,00 m	0,75 m
tipo 65642/AA	0,30 m	0,30 m
Unità di giunzione		
tipo 65412/AA	0,30 m	0,30 m
Unità di controllo		
tipo 65364/G	0,4 m	0,3 m
Unità di controllo dello scansore		
tipo 65427/aa-ah	1,30 m	0,98 m

All'interno di tutte le unità dovrà essere chiaramente indicata la tensione massima ivi esistente.

Tutte le unità che funzionano con tensione superiore a quella di sicurezza (50 V di picco) dovranno essere dotate di indicazione di pericolo per alta tensione posta all'esterno delle unità stesse.

L'accesso alle varie unità dovrà essere possibile soltanto per mezzo di un utensile.

Dovrà essere previsto un interruttore contro l'avviamento accidentale dell'antenna. Tale interruttore, debitamente indicato, dovrà essere posto nella base dell'antenna stessa o nelle sue vicinanze, oppure, in alternativa, sull'indicatore del radar. In quest'ultimo caso dovrà essere munito di chiave.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 16 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7094

DECRETO 16 luglio 1997.

Dichiarazione di «tipo approvato» del salvagente anulare denominato «Titano 1P» fabbricato dalla società Plastimar di Cesena.

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplificazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Vista la regola 31 del capitolo III, della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare (SOLAS 74), come emendata, resa esecutiva con la legge 23 maggio 1980, n. 313;

Vista la risoluzione IMO A. 689(17) adottata il 6 novembre 1991;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996. n. 535, convertito, con modificazioni, in legge n. 647 del 23 dicembre 1996;

Vista l'istanza della società Plastimar S.p.a., con sede in Cesena (Forlì), in via F. Parri, 601, intesa ad ottenere la dichiarazione di «tipo approvato» per il salvagente anulare denominato «Titano 1P»;

Considerato che gli accertamenti tecnici effettuati dal registro italiano navale hanno avuto esito positivo come da rapporto n. 96DG2/2TA, in data 22 maggio 1997, trasmesso in allegato alla suddetta istanza;

Decreta:

Art. 1.

È dichiarato di «tipo approvato» il salvagente denominato «Titano 1P», fabbricato dalla società Plastimar S.p.a. sopracitata.

Il predetto salvagente anulare dovrà essere costruito in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la preventiva autorizzazione di questo Ministero.

Su ciascun esemplare dovranno essere marcati in modo chiaro, indelebile e permanente i seguenti elementi d'identificazione:

marchio nominativo del fabbricante;

denominazione commerciale del salvagente anulare: «Titano 1P»;

numero di identificazione o lotto e data di produzione;

altezza massima di impiego: 40 metri;

marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE»;

SOLAS 74 (83) e risoluzione IMO A. 689(17);

numero e data del presente decreto ministeriale d'approvazione.

Art. 2.

Il fornitore delle cinture dovrà fornire all'acquirente il manuale per l'addestramento e la manutenzione come prescritto dalla regola 51 e 52 del cap. III della SOLAS 73, come emendata.

Il predetto materiale è soggetto alle verifiche e ai controlli previsti dalla regola 5 del cap. III della convenzione sopracitata.

Il salvagente anulare «Titano 1P» avendo massa superiore a 4 kg è idoneo ad essere impiegato con i segnali fumogeni e luminosi di cui alle regole III/31.2 e III/31.3 della SOLAS 74 (83).

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 16 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7092

DECRETO 16 luglio 1997.

Dichiarazione di «tipo approvato» del salvagente anulare denominato «Tirreno M» fabbricato dalla società Nuova Rade di Genova.

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplificazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Viste le regole 30 e 31 del capitolo III, della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare (SOLAS 74), come emendata, resa esecutiva con la legge 23 maggio 1980, n. 313;

Vista la risoluzione IMO A. 689(17) adottata il 6 novembre 1991;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 535, convertito, con modificazioni, in legge n. 647 del 23 dicembre 1996;

Vista l'istanza della società Canepa & Campi S.r.l., con sede in Genova, via Gramsci n. 14, intesa ad ottenere la dichiarazione di «tipo approvato» per il salvagente anulare mod. «Tirreno M»;

Considerato che gli accertamenti tecnici effettuati dal registro italiano navale hanno avuto esito positivo come da rapporto n. 97DG22TA, in data 28 maggio 1997, trasmesso in allegato alla suddetta istanza in data 10 giugno 1997;

Visto il decreto n. 182/96 del 30 agosto 1996;

Decreta:

Art. 1.

È dichiarato di «tipo approvato» il salvagente anulare mod. «Tirreno M», fabbricato dalla società Nuova Rade S.p.a., con sede in Genova.

Il predetto salvagente anulare dovrà essere costruito in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la preventiva autorizzazione di questo Ministero.

Su ciascun esemplare dovranno essere marcati in modo chiaro, indelebile e permanente i seguenti elementi d'identificazione:

marchio nominativo del fabbricante e del rappresentante o fornitore in Italia;

denominazione commerciale del salvagente anulare: «Tirreno M»;

numero di identificazione o lotto e data di produzione;

altezza massima di impiego: 30 metri;

marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DE TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE»;

risoluzione SOLAS 74 (83) e risoluzione IMO A. 689(17);

numero e data del presente decreto ministeriale d'approvazione.

Art. 2.

Il fornitore delle cinture dovrà fornire all'acquirente il manuale per l'addestramento e la manutenzione come prescritto dalla regola 51 e 52 del cap. III della SOLAS 73, come emendata.

Il predetto materiale è soggetto alle verifiche e ai controlli previsti dalla regola 5 del cap. III della convenzione sopracitata.

Il salvagente anulare «Tirreno M» avendo massa inferiore a 4 kg non è idoneo ad essere impiegato con i segnali fumogeni e luminosi di cui alle regole III/31.2 e III/31.3 della SOLAS 74 (83).

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 16 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7093

DECRETO 16 luglio 1997.

Dichiarazione di «tipo approvato» dell'ecoscandaglio da navigazione «Laz 5000» della società Mira di Milano.

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplificazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Vista la regola 12 del capitolo V, della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare (Solas 74), come emendata, resa esecutiva con la legge 23 maggio 1980, n. 313;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996 n. 535 convertito con modificazioni in legge n. 647 del 23 dicembre 1996;

Vista la domanda della società Mira S.r.l., con sede in Milano, corso Magenta n. 46, intesa ad ottenere la dichiarazione di «tipo approvato» per l'ecoscandaglio da navigazione «Laz 5000»;

Considerato che gli accertamenti tecnici effettuati dal Registro italiano navale hanno avuto esito positivo come da relazione tecnica trasmessa in allegato alla suddetta istanza in data 27 maggio 1997;

Decreta:

Art. 1.

È dichiarato di «tipo approvato» l'ecoscandaglio da navigazione «Laz 5000» fabbricato dalla Allied Signal - Elac Nautic Gmbh - Kiel (Germania), della quale è rappresentante in Italia la società Mira S.r.l. sopracitata.

Il predetto apparato dovrà essere costruito in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la preventiva autorizzazione di questo Ministero.

Su ciascun esemplare dovranno essere marcati in modo chiaro, indelebile e permanente i seguenti elementi d'identificazione:

marchio nominativo del fabbricante e del rappresentnate o fornitore in Italia;

denominazione commerciale dell'ecoscandaglio da navigazione: «Laz 5000»;

numero di serie;

marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE»;

numero e data del presente decreto ministeriale d'approvazione.

Art. 2.

Distanze magnetiche di protezione dalla bussola normale e da quella di governo:

Unità componenti	Distanza di protezione dalla bussola normale	Distanza di protezione dalla bussola di governo
—	—	—
Indicatore: tipo LAZ 5000	0,50 m	0,30 m
Traduttore: tipo LSE 297	Non applicabile	

All'interno di tutte le unità dovrà essere chiaramente indicata la tensione massima ivi esistente. Tutte le unità che funzionano a tensione superiore a quella di sicurezza (50V di picco) dovranno essere dotate di una indicazione di pericolo per alta tensione posta all'interno delle unità stesse.

Sull'indicatore dell'ecoscandaglio dovrà essere apposta una targa indicante la sigla dello stesso e le sigle delle unità componenti installate. Sulle singole unità, compreso l'indicatore, dovrà essere indicato solo il tipo delle stesse e le distanze magnetiche di protezione dallabussola normale e da quella di governo, come su indicato.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 16 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7095

DECRETO 16 luglio 1997.

Dichiarazione di «tipo approvato» dell'imbarcazione di salvataggio denominata «GFF 5.7 M» della società Adrianaval di Trieste.

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplifiazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Viste le regole 30, 41 e 44 del capitolo III, della Convenzione internazione per la salvaguardia della vita umana in mare (Solas 74), come emendata, resa esecutiva con la legge 23 maggio 1980, n. 313;

Vista la risoluzione IMO A. 689(17) adottata il 6 novembre 1991;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996 n. 535 convertito con modificazioni in legge n. 647 del 23 dicembre 1996;

Vista la domanda della società Adrianaval, con sede in Trieste, via Murat 8, intesa ad ottenere la dichairazione di «tipo approvato» per l'imbarcazione di salvataggio completamente chiusa del tipo a caduta libera denominata «GFF 5.7 M»;

Viste le note datate 10 dicembre 1996 e 2 gennaio 1997 con le quali il fabbricante società Ernst Hatecke con sede in Drochtersen (Germania), ha comunicato il cambio del nome del proprio rappresentante in Italia da Società ing. A. Cacciottoli S.a.S. a Società Adrianaval con sede in Trieste, via Murat, 8;

Considerato che gli accertamenti tecnici effettuati dal Registro italiano navale hanno avuto esito positivo come da relazione tecnica n. 96DG21TA del 12 giugno 1996 trasmessa in allegato alla suddetta istanza;

Decreta:

Art. 1.

È dichiarato di «tipo approvato» l'imbarcazione di salvataggio completamente chiusa del tipo a caduta libera per un'altezza di caduta di 12,20 metri, misurata dal punto più basso dell'imbarcazione sulla rampa (inclinata di 35°) al livello dell'acqua e per un numero massimo di 19 persone denominata «GFF 5.7 M», fabbricata dalla Ernst Hatecke Gmbh - Drochtersen (Germania) della quale è rappresentante in Italia la società Adrianaval sopracitata.

La predetta imbarcazione dovrà essere costruita in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la proventiva autorizzazione di questo Ministero.

Ogni imbarcazione di salvataggio deve essere fornita degli accessori e dotazioni prescritte dalla Convenzione Solas 74 (83) sopracitata.

Ogni imbarcazione di salvataggio di serie deve essere marcata come previsto dalla regola 41.9 del cap. III della Convenzione Solas 74 (83) ed inoltre in modo chiaro indelebile e permanente con i seguenti elementi di identificazione:

marchio nominativo del fabbricante e del rappresentante o fornitore in Italia;

denominazione commerciale dell'imbarcazione di salvataggio completamente chiusa del tipo a caduta libera, denominata «GFF 5.7 M»;

numero di serie;

capacità persone: 19;

altezza massima di installazione (tra il punto più basso dell'imbarcazione ed il livello del mare): CFH 12.2 metri;

angolo di inclinazione della rampa sul piano orizzontale: 35°;

lunghezza della rampa: 6.335 metri (dalla poppa dell'imbarcazione al rullo estremo);

marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE»;

numero e data del presente decreto ministeriale d'approvazione.

Art. 2.

Il fabbricante dell'imbarcazione dovrà fornire all'acquirente il manuale per l'addestramento e la manutenzione a bordo come prescritto dalle regole 51 e 52 del cap. III della Solas 74, come emendata.

La predetta imbarcazione è soggetta alle verifiche e ai controlli previsti dalla regola del cap. III della convenzione sopracitata e dalla sez. 5 della parte 2 della ris. IMO A. 689(17).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 16 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7096

DECRETO 16 luglio 1997.

Dichiarazione di «tipo approvato» dell'imbarcazione di salvataggio denominata «GFF-T 5.7 M» della società Adrianaval di Trieste.

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplificazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Viste le regole 30, 41, 44, 45 e 46 del capitolo III, della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare (SOLAS 74), come emendata, resa esecutiva con la legge 23 maggio 1980, n. 313;

Vista la risoluzione IMO A. 689(17) adottata il 6 novembre 1991;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996. n. 535, convertito, con modificazioni, in legge n. 647 del 23 dicembre 1996;

Vista la domanda della società Adrianaval, con sede in Trieste, via Murat n. 8, intesa ad ottenere la dichiarazione di «tipo approvato» per l'imbarcazione di salvataggio completamente chiusa munita di impianto autonomo di respirazione d'aria e resistente al fuoco del tipo a caduta libera, denominata «GFF-T 5.7 M».

Viste le note datate 10 dicembre 1997 e 2 gennaio 1997 con le quali il fabbricante societa Ernst Hatecke con sede in Drochtersen (Germania), ha comunicato il cambio del nome del proprio rappresentante in Italia da società ing. A. Cacciottoli S.a.s. a società Adrianaval con sede in Trieste, via Murat, 8;

Considerato che gli accertamenti tecnici effettuati dal Registro italiano navale hanno avuto esito positivo come da relazione tecnica n. 96DG59TA del 25 luglio 1996 trasmessa in allegato alla suddetta istanza;

Decreta:

Art. 1.

È dichiarata di «tipo approvato» l'imbarcazione di salvataggio completamente chiusa munita di impianto autonomo di respirazione d'aria e resistente al fuoco del tipo a caduta libera, denominata «GFF-T 5.7 M», fabbricata dalla Ernst Hatecke Gmbh - Drochtersen (Germania) della quale è rappresentante in Italia la società Adrianaval sopracitata.

Le predetta imbarcazione che è anche battello di emergenza, dovrà essere costruita in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la preventiva autorizzazione di questo Ministero.

Ogni imbarcazione di salvataggio deve essere fornità degli accessori e dotazioni prescritte dalla Convenzione SOLAS 74 (83) sopracitata;

Ogni imbarcazione di salvataggio di serie deve essere marcata come previsto dalla regola 41.9 del cap. III della Convenzine SOLAS 74 (83) ed inoltre in modo chiaro ed indelebile e permanente con i seguenti elementi di identificazione;

marchio nominativo del fabbricante e del rappresentante o fornitore in Italia;

denominazione commerciale dell'imbarcazione di salvataggio completamente chiusa munita di impianto autonomo di rspirazione d'aria e resistente al fuoco del tipo a caduta libera, denominata: «GFF-T 5.7 M»;

numero di serie;

altezza massima di installazione (tra il punto più basso dell'imbarcazione ed il livello del mare): CFH 12.2 metri;

angolo di inclinazione della rampa sul piano orizzontale: 35°;

lunghezza della rampa: 6.335 metri (dalla poppa dell'imbarcazione al rullo estremo)

marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE»;

numero e data del presente decreto ministeriale d'approvazione.

Art. 2.

Il fabbricante dell'imbarcazione dovrà fornire all'acquirente il manuale per l'addestramento e la manutenzione a bordo come prescritto dalle regole 51 e 52 del cap. III della SOLAS 74, come emendata.

La predetta imbarcazione è soggetta alle verifiche e ai controlli previsti dalla regola 5 del cap. III della convenzione sopracitata e dalla sezione 5 della parte 2 della Ris. IMO A. 689(17);

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 16 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7097

DECRETO 16 luglio 1997.

Modificazioni ai decreti ministeriali concernenti la dichiarazione di «tipo approvato» relativamente alla voltura della società Jonassohn di Genova alla società Eurovinil, di Grosseto.

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplificazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Visti i seguenti decreti ministeriali:

57/1982 RFD 10 MM MK4; 113/1996 Surviva 100;

85/1983 RFD 10 MMM K6; 115/1996 Surviva 12;

58/1982 RFD 12 MM MK4; 121/1996 Surviva 16;

85/1983 RFD 12 MMM K6; 117/1996 Surviva 20;

51/1982 RFD 15 MM MK4; 119/1996 Surviva 20 DL;

85/1983 RFD 15 MMM K6; 118/1996 Surviva 25;

53/1982 RFD 20 MC MK4; 120/1996 Surviva 25 DL;

175/1982 RFD 20 MM MK4; 114/1996 Surviva 50;

85/1983 RFD 20 MMM K6; 116/1996 Surviva 6;

14/1986 RFD 25 MC MK5;

54/1982 RFD 25 MM MK5;

85/1983 RFD 25 MMM K6;

55/1982 RFD 6 MM MK4;

85/1983 RFD 6 MMM K5;

56/1982 RFD 8 MM MK4;

85/1983 RFD 8 MMM K8;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996 n. 535, convertito, con modificazioni, in legge n. 647 del 23 dicembre 1996;

Vista l'istanza datata 3 marzo 1997, con la quale il fabbricante società RFD L.t.d., con sede a Belfast, Irlanda del Nord, ha comunicato il cambio del nome del proprio rappresentante in Italia da società Jonassohn S.r.l., con sede a Genova, via Mura degli Angeli, n. 5R, a società Eurovinil S.p.a., con sede in Grosseto, via Genova, n. 3;

Vista la nota in data 15 luglio 1997, con la quale il nuovo rappresentante in Italia società Eurovinil S.p.a., con sede in Grosseto, via Genova, n. 3, ha chiesto la modifica dei decreti ministeriali sopraindicati per la parte relativa alla denominazione del rappresentante;

Ritenuto di dover apportare ai predetti decreti la modifica di cui sopra;

Decreta:

Art. 1.

La denominazione del rappresentante in Italia che figura nelle premesse e all'art. 1 dei suddetti decreti ministeriali è modificata come segue:

«Vista al domanda della società Eurovinil S.p.a., con sede in Grosseto, via Genova, n. 3»;

«È dichiarato/a di "tipo approvato" il/la *omissis* ... fabbricato/a dalla società RFD L.t.d., con sede a Belfast, Irlanda del Nord, della quale è rappresentante in Italia la società Eurovinil S.p.a. sopracitata».

Art. 2.

Su ciascun esemplare dovranno essere marcati, oltre gli elementi di identificazione indicati nei decreti ministeriali sopracitati, il nome del nuovo rappresentante, nonché il numero e la data del presente decreto:

Restano invariate le restanti parti dei decreti ministeriali sopracitati.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 16 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7098

DECRETO 16 luglio 1997.

Dichiarazione di «tipo approvato» del battello d'emergenza denominato «RB-4.3» fabbricato dal cantiere navale Greben di Vela Luka (Croazia).

IL COMANDANTE GENERALE
DEL CORPO DELLE CAPITANERIE DI PORTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 347 del 18 aprile 1994 - Regolamento recante semplificazione dei procedimenti di tipo approvato di apparecchi, dispositivi o materiali da installare a bordo delle navi mercantili, pubblicato nel supplemento ordinario n. 87 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 132 dell'8 giugno 1994;

Viste le regole 4.1, 30 e 47 del capitolo III, della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare (SOLAS 74), come emendata, resa esecutiva con la legge 23 maggio 1980, n. 313;

Vista la risoluzione IMO A. 689(17) adottata il 6 novembre 1991;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto l'art. 2 del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 535, convertito, con modificazioni, in legge n. 647 del 23 dicembre 1996;

Vista la domanda della società Marine Equipment Pellegrini S.r.l., con sede in Verona, via Torricelli n. 2/A, intesa ad ottenere la dichiarazione di «tipo approvato» per il battello d'emergenza per 6 persone denominato «RB-4.3»;

Considerato che gli accertamenti tecnici effettuati dal registro italiano navale hanno avuto esito positivo come da relazione tecnica trasmessa con foglio n. CDS/020035/ABT in data 23 maggio 1997 (pratica 93DG151TA);

Decreta:

Art. 1.

È dichiarato di «tipo approvato» il battello d'emergenza per 6 persone denominato «RB-4.3» fabbricato dal cantiere navale Greben di Vela Luka, Korcula (Croazia), del quale è rappresentante in Italia la società Marine Equipment Pellegrini S.r.l. sopracitata.

Il predetto battello dovrà essere costruito in conformità al prototipo sottoposto agli accertamenti tecnici citati in premessa; nessuna modifica potrà essere apportata senza la preventiva autorizzazione di questo Ministero.

Ogni battello di emergenza deve poter essere recuperato rapidamente quando al completo delle dotazioni e con almeno sei persone a bordo come previsto dalle regole 16.4 e 48.2.8 del cap. III della convenzione SOLAS 74 e successivi emendamenti e deve essere fornito degli accessori e dotazioni prescritte dalla convenzione SOLAS sopracitata.

Ogni imbarcazione di salvataggio di serie deve essere marcata come previsto dalla regola 41.9 del cap. III della convenzione SOLAS 74 (83) ed inoltre in modo chiaro, indelebile e permanente con i seguenti elementi di identificazione:

marchio nominativo del fabbricante e del rappresentante o fornitore in Italia;

denominazione commerciale del battello d'emergenza: «RB-4.3»;

numero di serie;

estremi del collaudo;

risoluzione IMO A: 689(17);

marchio «TIPO APPROVATO MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE»;

numero e data del presente decreto ministeriale d'approvazione.

Art. 2.

Il fabbricante del battello dovrà fornire all'acquirente il manuale per l'addestramento e la manutenzione a bordo come prescritto dalle regole 51 e 52 del cap. III della SOLAS 74, come emendata.

Il predetto battello è soggetto alle verifiche e ai controlli previsti dalla regola 5 del cap. III della convenzione sopracitata e della Sez. 5 della parte 2 della risoluzione IMO A. 689(17).

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 16 luglio 1997

Il comandante generale: FERRARO

97A7099

DECRETI E DELIBERE DI COMITATI DI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

DELIBERAZIONE 26 giugno 1997.

Criteri ed indirizzi per l'ammissibilità di progetti di investimento alle agevolazioni a favore dell'imprenditorialità giovanile. (Deliberazione n. 127/97).

IL COMITATO INTERMINISTERIALE PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 20 aprile 1994, n. 373;

Visto l'art. 1 del decreto-legge 31 maggio 1994, n. 331, reiterato con successivi decreti-legge del 30 luglio 1994, n. 478, del 30 settembre 1994, n. 559, del 30 novembre 1994, n. 658 e del 31 gennaio 1995, n. 26, quest'ultimo convertito, con modificazioni, dalla legge 29 marzo 1995, n. 95, recante disposizioni urgenti per la ripresa delle attività imprenditoriali;

Visto, in particolare, il comma 1 del summenzionato art. 1, che dispone che il Ministro del bilancio e della programmazione economica stabilisce con proprio decreto, di concerto con il Ministro del tesoro e con il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, le modalità di attuazione del decreto-legge 30 dicembre 1985, n. 786, convertito, con modificazioni, dalla legge 28 febbraio 1986, n. 44, anche con riferimento ai benefici concedibili e alle relative misure e limiti, nel rispetto della normativa comunitaria vigente in materia;

Visti i decreti interministeriali del 3 luglio 1986 e del 17 gennaio 1992, n. 224, recanti criteri e modalità per la concessione delle agevolazioni finanziarie per la promozione e lo sviluppo dell'imprenditorialità giovanile nel Mezzogiorno;

Visto il decreto del Ministro del bilancio e della programmazione economica, di concerto con il Ministro del tesoro e il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato del 24 novembre 1994, n. 695, con il quale è stato adottato il regolamento recante modalità per la concessione di agevolazioni all'imprenditoria giovanile;

Visto, in particolare, l'art. 2, comma 1, del summenzionato decreto, che prevede che sono finanziabili - secondo i criteri e gli indirizzi stabiliti dal CIPE - i progetti relativi alla produzione di beni nei settori dell'agricoltura, dell'artigianato o dell'industria, oppure relativi alla fornitura di servizi a favore delle imprese appartenenti a qualsiasi settore;

Visto altresì il successivo comma 2, che prevede che non sono finanziabili i progetti riferiti ai settori che risultano esclusi o sospesi dal CIPE o da disposizioni comunitarie;

Vista la decisione della Commissione europea del 1° marzo 1995, notificata con lettera prot. n. SG (95) D/3693 del 24 marzo 1995, concernente il regime d'insieme degli aiuti a finalità regionale in Italia, ed in particolare il punto 6 di essa;

Vista la disciplina comunitaria degli aiuti di Stato alle piccole e medie imprese, oggetto della comunicazione della Commissione europea n. 96/C 213/04 del 23 luglio 1996;

Vista la deliberazione del CIPI del 16 luglio 1986, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 192 del 20 agosto 1986, concernente direttive per la concessione delle agevolazioni finanziarie previste dalla legge 10 marzo 1986, n. 64, a favore delle attività produttive localizzate nei territori meridionali;

Visto, in particolare, il punto 4 della summenzionata deliberazione (con le integrazioni recate dalla deliberazione CIPI 21 dicembre 1989), che elenca i settori e comparti produttivi per i quali è sospesa l'ammissibilità ai benefici previsti dalla deliberazione medesima;

Considerato che appare superata un'elencazione puntuale dei settori e dei comparti produttivi sospese dalle agevolazioni, come recate dalle sopracitate deliberazioni del 16 luglio 1986 e del 21 dicembre 1989, alla luce dell'evoluzione della realtà economica del Paese;

Ritenuto pertanto di non deliberare esclusioni settoriali, salva restando la facoltà per il Comitato - su proposta delle amministrazioni aventi competenze in materia di attività produttive - di fornire alla società per l'imprenditorialità giovanile indicazioni in ordine alla priorità di determinati comparti produttivi e di servizi, anche in ragione delle politiche di sviluppo che si intendano adottare;

Ritenuta altresì l'opportunità che la società per l'imprenditorialità giovanile, nell'espletamento delle istruttorie per l'ammissibilità dei progetti presentati, possa avere cognizione agevole e certa della normativa comunitaria che dispone esclusioni o limitazioni alla finanziabilità di determinate tipologie di investimento;

Su proposta del Ministro del tesoro e del bilancio e della programmazione economica, sulla quale è stato acquisito in seduta l'accordo del Sottosegretario di Stato all'industria, al commercio e all'artigianato;

Delibera:

1. Sono ammissibili alle agevolazioni di cui al decreto interministeriale 24 novembre 1994, n. 695, progetti di investimento in settori di attività compatibili con la struttura delle piccole e medie imprese e con le caratteristiche socio-economiche del territorio di insediamento.

Nella valutazione delle domande di ammissione, la società per l'imprenditorialità giovanile si attiene ai criteri dell'affidabilità del piano finanziario e della redditività delle iniziative proposte, dell'attendibilità professionale dei soci, della validità sotto il profilo tecnico dei progetti presentati, delle potenzialità del mercato di riferimento.

2. Non sono ammissibili a finanziamento le iniziative che risultano escluse o sospese da disposizioni comunitarie. Nel finanziamento di progetti relativi a settori sottoposti a particolari regimi di aiuto (agricolo, della pesca e acquicoltura, siderurgico, automobilistico, cantieristico, tessile e dell'abbigliamento, delle fibre sintetiche, carboniero, dei trasporti) la società per l'imprenditorialità giovanile si attiene alle limitazioni comunitarie vigenti contenute nelle disposizioni di cui all'elenco allegato.

3. Il CIPE, su proposta delle amministrazioni aventi competenze nei settori di intervento della società per l'imprenditorialità giovanile, può deliberare in ordine a settori o comparti produttivi ritenuti meritevoli di priorità nella valutazione dei progetti.

4. La relazione semestrale prevista dall'art. 10, comma 1, del decreto interministeriale di cui al punto 1 è trasmessa dalla società per l'imprenditorialità giovanile anche alla segreteria del CIPE.

Roma, 26 giugno 1997

Il Presidente delegato: CIAMPI

ALLEGATO

DISCIPLINA COMUNITARIA

A) SETTORE AGRICOLO.

1. *Aiuti per investimenti nel settore della produzione primaria.*

Regolamento (CEE) n. 2328/91 del Consiglio del 15 luglio 1991, relativo al miglioramento dell'efficienza delle strutture agrarie, pubblicato nella GUCE n. L 218/1 del 6 agosto 1991, modificato con regolamento (CE) n. 2387/95 della Commissione dell'11 ottobre 1995, pubblicato nella GUCE n. L 244/50 del 12 ottobre 1995.

Inquadramento comunitario nel settore dello zucchero (lettera agli Stati membri del 1° febbraio 1972 n. 936/VI/72).

Direttiva n. 75/268/CEE del 28 aprile 1975, pubblicata nella GUCE n. L 128/1 del 19 maggio 1975, modificata dalla direttiva n. 786/82.

2. *Aiuti alla pubblicità.*

Regolamentazione comunitaria relativa agli aiuti nazionali a favore della pubblicità dei prodotti agricoli, pubblicata nella GUCE n. C 302/6 del 12 novembre 1987.

3. *Aiuti per i crediti di gestione.*

Comunicazione della Commissione in merito agli aiuti di Stato per prestiti agevolati a breve termine n. 96/C 44/02, pubblicata nella GUCE n. C 44/2 del 16 febbraio 1996.

4. *Aiuti alla ricerca e allo sviluppo.*

Disciplina comunitaria degli aiuti di Stato alla ricerca e sviluppo, pubblicata nella GUCE n. C 45/5 del 17 febbraio 1996.

Lettera agli Stati membri del 19 settembre 1975, prot. n. S/75/29416.

5. *Trasformazione e commercializzazione dei prodotti agricoli.*

Decisione n. 94/173/CE della Commissione del 22 marzo 1994, pubblicata nella GUCE n. L 79/29 del 23 marzo 1994.

Comunicazione della Commissione n. 95/C 71/05 in merito agli aiuti di Stato relativi ad investimenti nel settore della trasformazione e della commercializzazione dei prodotti agricoli, pubblicata nella GUCE n. C 71/6 del 23 marzo 1995.

Comunicazione n. 96/C 29/03 della Commissione sugli orientamenti per gli aiuti di Stato relativi agli investimenti nel settore della trasformazione e della commercializzazione dei prodotti agricoli, pubblicata nella GUCE n. C 29/4 del 2 febbraio 1996.

B) SETTORE DELLA PESCA E ACQUICOLTURA.

Linee direttrici per l'esame degli aiuti nazionali nel settore della pesca e dell'acquicoltura, pubblicate nella GUCE n. C 100/12 del 27 marzo 1997.

Regolamento (CEE) n. 2080/93 del Consiglio del 20 luglio 1993, pubblicato nella GUCE n. L 193/1 del 31 luglio 1993.

Regolamento (CE) n. 3699/93 del Consiglio del 21 dicembre 1993, pubblicato nella GUCE n. L 346/1 del 31 dicembre 1993, modificato dai seguenti Regolamenti:

1. Regolamento (CE) n. 1624/95 del 29 giugno 1995, pubblicato nella GUCE n. L 155/1;

2. Regolamento (CE) n. 2719/95 del Consiglio del 20 novembre 1995, pubblicato sulla GUCE n. L 283/3 del 6 luglio 1995;

3. Regolamento (CE) n. 965/96 del Consiglio, pubblicato nella GUCE n. L 131/1 del 1° giugno 1996.

Lettera della Commissione agli Stati membri prot. n. SG (92) D/06981 del 19 marzo 1992.

C) SETTORE SIDERURGICO.

Decisione n. 2496/1996/CECA della Commissione del 18 dicembre 1996, recante norme comunitarie per gli aiuti a favore della siderurgia, pubblicata nella GUCE n. L 338/42 del 28 dicembre 1996.

Inquadramento dei settori siderurgici fuori CECA, pubblicato nella GUCE n. C 320/3 del 13 dicembre 1988.

D) SETTORE AUTOMOBILISTICO.

Disciplina comunitaria degli aiuti di Stato all'industria automobilistica, pubblicata nella GUCE n. C 123/3 del 18 maggio 1989, prorogata con decisioni pubblicate nella GUCE n. C 81/4 del 26 marzo 1991 e nella GUCE n. C 36/17 del 10 febbraio 1993, e modificata con comunicazione n. 95/C 284/03, pubblicata nella GUCE n. C 284/3 del 28 ottobre 1995 (rettificata con comunicazione n. 95/C 307/15, in GUCE n. C 307/22 del 18 novembre 1995).

E) SETTORE DELLA COSTRUZIONE NAVALE (CANTIERISTICO).

Direttiva n. 90/684/CEE del Consiglio del 21 dicembre 1990, pubblicata nella GUCE n. L. 380/27 del 31 dicembre 1990, modificata con direttiva n. 92/68/CEE del Consiglio del 20 luglio 1992, pubblicata nella GUCE L 219/54 del 4 agosto 1992, con direttiva n. 93/115/CE del Consiglio del 16 dicembre 1993, pubblicata nella GUCE n. 326/62 del 28 dicembre 1993 e con direttiva n. 94/73/CE del Consiglio, pubblicata nella GUCE n. L 351/10 del 31 dicembre 1994.

Regolamento (CE) n. 3094/95 del Consiglio del 22 dicembre 1995 pubblicato nella GUCE n. 332/1 del 30 dicembre 1995, modificato con regolamento (CE) n. 1904/96 del 27 settembre 1996, pubblicato nella GUCE n. L 251/5 del 3 ottobre 1996.

Lettere della Commissione agli Stati membri prot. n. SG (88) D/6181 del 26 maggio 1988 e prot. n. SG (89) D/06981 del 19 marzo 1992.

Comunicazione della Commissione n. 96/C 74/08 sul riesame del massimale degli aiuti alla produzione a favore della costruzione navale, pubblicata nella GUCE n. C 74/9 del 14 marzo 1996.

Comunicazione della Commissione n. 96/C 364/03 sui massimali degli aiuti alla produzione, pubblicata nella GUCE n. C 364/2 del 4 dicembre 1996.

F) SETTORE TESSILE E DELL'ABBIGLIAMENTO.

Comunicazicne della Commissione agli Stati membri avente ad oggetto la disciplina comunitaria degli aiuti all'industria tessile (SEC(71)363 def., luglio 1971).

Lettera della Commissione agli Stati membri sull'esame della situazione in materia di aiuti all'industria tessile e dell'abbigliamento (SEC(77)317 del 25 gennaio 1977, prot. n. SG (77)D/1190 del 4 febbraio 1977).

G) SETTORE DELLE FIBRE SINTETICHE.

Disciplina comunitaria degli aiuti al settore delle fibre sintetiche, pubblicata nella GUCE n. C 346/2 del 30 dicembre 1992, modificata con disciplina pubblicata nella GUCE n. C 94/11 del 30 marzo 1996.

H) SETTORE CARBONIERO.

Decisione n. 3632/93/CECA della Commissione del 28 dicembre 1993, pubblicata nella GUCE n. 329/12 del 30 dicembre 1993.

Decisione n. 341/94/CECA della Commissione dell'8 febbraio 1994, pubblicata nella GUCE n. L 49/1 del 19 febbraio 1994.

I) SETTORE DEI TRASPORTI.

Decisione n. 96/543/CE della Commissione della 30 aprile 1996, pubblicata nella GUCE n. L 233/20 del 14 settembre 1996.

97A7108

DECRETI E DELIBERE DI ALTRE AUTORITÀ

ISTITUTO PER LA VIGILANZA SULLE ASSICURAZIONI PRIVATE E DI INTERESSE COLLETTIVO

PROVVEDIMENTO 4 agosto 1997.

Approvazione delle modifiche allo statuto di Azuritalia vita S.p.a.

L'ISTITUTO PER LA VIGILANZA
SULLE ASSICURAZIONI PRIVATE
E DI INTERESSE COLLETTIVO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 13 febbraio 1959, n. 449, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Vista la legge 12 agosto 1982, n. 576, recante la riforma della vigilanza sulle assicurazioni e le successive modificazioni ed integrazioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 18 aprile 1994, n. 385, recante semplificazione dei procedimenti amministrativi in materia di assicurazioni private e di interesse collettivo di competenza del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato;

Visto il decreto legislativo 17 marzo 1995, n. 174, di attuazione della direttiva 92/96/CEE in materia di assicurazione diretta sulla vita;

Visto in particolare l'art. 37 del predetto decreto legislativo che prevede l'approvazione da parte dell'ISVAP delle modifiche dello statuto;

Visto il decreto ministeriale in data 23 aprile 1992 di autorizzazione all'esercizio dell'attività assicurativa e riassicurativa nei rami vita rilasciato ad Azuritalia S.p.a., con sede in Reggio Emilia, via Mirabello, 2;

Vista la delibera assunta dall'assemblea straordinaria degli azionisti di Azuritalia S.p.a. in data 10 giugno 1997, concernente la variazione della denominazione sociale (art. 1), la modifica dello statuto sociale in ordine all'ampliamento dell'oggetto sociale con l'introduzione nello stesso della possibilità per l'impresa di gestire le risorse dei fondi pensione costituiti ai sensi e per gli effetti dell'art. 4 del decreto legislativo del 21 aprile 1993, n. 124, e successive modificazioni ed integrazioni nonché di istituire e gestire fondi pensione aperti ai sensi dell'art. 9 del citato decreto e compiere quanto consentito dalla legge per gli stessi (art. 2), la modifica in ordine ai poteri del consiglio di amministrazione in materia di assunzione ed alienazione di partecipazioni o interessenze (art. 20) e la variazione inerente l'applicazione delle disposizioni di legge vigenti per tutto quanto non espressamente contemplato dallo statuto (art. 29);

Considerato che non esistono elementi ostativi in ordine all'approvazione delle predette modifiche allo statuto sociale della società di cui trattasi;

Dispone:

È approvato lo statuto sociale con le modifiche apportate che comportano la variazione della denominazione sociale di Azuritalia S.p.a in Azuritalia vita S.p.a. (art. 1), l'integrazione dell'oggetto sociale con l'introduzione nello stesso della possibilità per l'impresa di gestire le risorse dei fondi pensione costituiti ai sensi e per gli effetti dell'art. 4 del decreto legislativo del 21 aprile 1993, n. 124 e successive modificazioni ed integrazioni, nonché di istituire e gestire fondi pensione aperti ai sensi dell'art. 9 del citato decreto e compiere quanto consentito dalla legge per gli stessi (art. 2), la variazione dei poteri del consiglio di amministrazione in materia di assunzione ed alienazione di partecipazioni ed interessenze (art. 20), l'applicazione delle disposizioni di legge vigenti per tutto quanto non espressamente contemplato dallo statuto (art. 29).

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 4 agosto 1997

Il presidente: MANGHETTI

97A7109

UNIVERSITÀ DI FERRARA

DECRETO RETTORALE 28 agosto 1997.

Modificazioni allo statuto dell'Università.

IL RETTORE

Visto lo statuto dell'Università degli studi di Ferrara, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 18 aprile 1951, n. 964 e successive modificazioni;

Visto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592 e successive modificazioni e integrazioni;

Visto il regio decreto legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Visto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652 e successive modificazioni;

Vista la legge 11 aprile 1953, n. 312;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 luglio 1980, n. 382;

Vista la legge 9 maggio 1989, n. 168, ed in particolare l'art. 16, comma 1, relativo alle modifiche di statuto;

Vista la legge 19 novembre 1990, n. 341;

Visto il decreto ministeriale 26 maggio 1995, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 14 novembre 1995 n. 266, relativo a modificazioni all'ordinamento didattico universitario relativamente al corso di laurea in scienze biologiche;

Considerata l'opportunità di procedere alla revisione dell'ordinamento didattico universitario del corso di laurea in scienze biologiche — di cui alla tabella XXV annessa al regio decreto 30 settembre 1938 n. 1652;

Vista la proposta di modifica allo statuto formulata dal senato accademico nella seduta del 24 gennaio 1996, acquisiti i pareri favorevoli del consiglio della facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali e del consiglio di amministrazione;

Visto il parere favorevole del Consiglio universitario nazionale espresso nella seduta del 17 aprile 1997;

Decreta:

Lo statuto dell'Università degli studi di Ferrara, approvato con il decreto indicato in premessa, è ulteriormente modificato come segue:

CORSO DI LAUREA IN SCIENZE BIOLOGICHE

TABELLA XXV

1 - (Accesso al corso di laurea)

L'accesso al corso di laurea è regolato dalle vigenti disposizioni di legge.

2 - (Durata e articolazione dei corsi)

La durata degli studi del corso di laurea in scienze biologiche è fissata in cinque anni, articolati in un triennio a carattere formativo di base ed in successivi distinti indirizzi di durata biennale che hanno lo scopo di completare la preparazione dottrinale e metodologica degli studenti in settori specifici delle scienze biologiche di cui al successivo art. 5.

Il consiglio di corso di laurea può articolare ciascuno dei cinque anni di corso in due periodi didattici (semestri) della durata stabilita dal regolamento didattico di ateneo e di facoltà.

L'attività didattico-formativa comporterà un totale di almeno 480 ore per anno nel triennio di base e di almeno 280 ore per anno nei bienni di indirizzo e consterà di lezioni, esercitazioni teoriche e numeriche, seminari, corsi monografici, dimostrazioni, attività guidate, visite tecniche, prove parziali di accertamento, correzione e discussione di elaborati, ecc. Parte dell'attività pratica potrà essere svolta anche presso laboratori e centri esterni sotto la responsabilità del docente del corso, previo stipula di apposite convenzioni.

L'attività didattica formativa è di norma organizzata sulla base di annualità costituite da corsi ufficiali di insegnamento monodisciplinari od integrati. Ogni corso monodisciplinare è costituito da una annualità di almeno ottanta ore o unità didattiche di quaranta ore.

Il corso di insegnamento integrato è costituito da unità didattiche coordinate di quaranta ore, per un massimo di tre, impartite da più insegnanti e comunque con un unico esame finale. Della commissione di esame fanno parte tutti gli insegnanti del corso integrato.

I contenuti didattico-formativi del corso di laurea sono articolati in aree; gli obiettivi sono indicati nel successivo art. 5.

Durante il primo triennio del corso di laurea lo studente dovrà dimostrare la conoscenza pratica e la comprensione di almeno una lingua straniera di rilevanza scientifica, di norma l'inglese. Le modalità di accertamento saranno definite dal consiglio di corso di laurea.

Lo studente, durante il triennio di base, dovrà frequentare i due laboratori di biologia sperimentale, di cui al successivo art. 5, per non meno di complessive 80 ore e sostenere con esito positivo le relative prove.

Per l'accertamento finale di profitto, i consigli delle strutture didattiche, potranno accorpare due corsi dello stesso settore scientifico-disciplinare o della stessa area didattica in un unico esame. Comunque, nello stabilire le prove di valutazione della preparazione degli studenti, si farà ricorso al criterio di continuità, di globalità e di accorpamento in modo da limitare il numero degli esami convenzionali ad un massimo di 26, di cui non meno di 17 e non più di 19 nel triennio comune.

Lo studente dovrà superare, inoltre, l'esame di laurea che consisterà nella discussione della tesi, di norma a carattere sperimentale, o che, comunque apporti un contributo originale, la cui preparazione comporta la frequenza di almeno un anno presso un laboratorio sotto la guida del relatore. Superato l'esame di laurea lo studente consegue il titolo di dottore in scienze biologiche.

3 - (Regolamento d'Ateneo)

Gli insegnamenti da attingere dai settori scientifico-disciplinari indicati nel successivo art. 5 sono tutti quelli previsti dal decreto 12 aprile 1994 e successive integrazioni e modificazioni.

4 - (Manifesto degli studi)

All'atto della predisposizione del manifesto annuale degli studi, la struttura didattica competente, in conformità di quanto stabilito dal regolamento di ateneo e di facoltà:

a) definisce il piano di studi ufficiale del corso di laurea, comprendente le denominazioni degli insegnamenti da attivare;

b) stabilisce i corsi ufficiali di insegnamento (monodisciplinari od integrati) che costituiscono le singole annualità. Le denominazioni di tali corsi dovranno essere scelte all'interno dei settori scientifico-disciplinari con l'aggiunta di eventuali qualificazioni atte ad identificare il livello e il contenuto degli insegnamenti;

c) sceglie le discipline rispettando le indicazioni di cui al successivo art. 5;

d) ripartisce il monte ore di ciascuna area tra le annualità che vi afferiscono, precisando per ogni corso la frazione destinata alle attività teorico-pratiche;

e) fissa la frazione temporale delle discipline afferenti ad una medesima annualità integrata;

f) indica le annualità di cui lo studente dovrà aver ottenuto l'attestazione di frequenza e quali e quanti esami dovrà aver superato al fine di ottenere l'iscrizione all'anno di corso successivo e precisa, inoltre, le eventuali propedeuticità;

g) indica gli indirizzi del biennio e gli eventuali orientamenti attivati, con i corsi caratterizzanti e quelli consigliati;

h) fissa le modalità di organizzazione dei laboratori di biologia sperimentale e le attività teorico-pratiche da svolgersi nel loro ambito;

i) indica le annualità e/o le unità didattiche comuni ai diplomi affini.

5 - (Articolazione del corso di laurea).

1) *Laboratori di biologia sperimentale.*

Durante il triennio gli studenti sono tenuti a frequentare due laboratori di biologia sperimentale in due distinti anni. Scopo di questi laboratori, nei quali dovrà essere preminente la partecipazione attiva degli studenti agli esperimenti, è l'acquisizione delle conoscenze e abilità pratiche di base nelle discipline a contenuto biologico, necessarie per l'approfondimento successivo in particolare nei bienni di indirizzo.

I laboratori che dispongono di almeno 80 ore complessive, non danno luogo a titolarità e sono caratterizzati da una didattica interdisciplinare. I docenti del corso di laurea e i ricercatori allo stesso afferenti, nell'ambito dei rispettivi carichi didattici orari, sono tenuti a concorrere alla attuazione dei laboratori.

Il consiglio del corso di laurea, nell'ambito di quanto stabilito dal regolamento di ateneo e di facoltà, provvede ad organizzare i laboratori per quanto riguarda i contenuti, i metodi e i compiti dei docenti, in particolare il compito di coordinamento e provvede a fissare le modalità per l'accertamento del profitto. I relativi giudizi sono valutabili ai fini dell'attribuzione del voto di laurea.

2) *Aree didattiche obbligatorie comuni.*

Il monte orario di attività didattiche assomma, nel triennio, a non meno di 1440 ore, oltre i due corsi di laboratorio di biologia sperimentale per un totale di 1520 ore.

* Area matematica, due annualità.

Lo studente deve acquisire nozioni di base del calcolo differenziale e integrale, della geometria analitica, dei metodi numerici per la risoluzione di problemi di calcolo, dei linguaggi di programmazione, dell'analisi statistica, dei modelli matematici con particolare riguardo alle applicazioni nel campo della biologia.

Settori: A01B Algebra, A01C Geometria, A01D Matematiche complementari, A02A Analisi matematica, A02B Probabilità e statistica matematica, A03X Fisica matematica, A04A Analisi numerica, K05B Informatica, S01B Statistica per le scienze sperimentali.

*Area fisica: due annualità
con almeno un semestre di laboratorio.

Lo studente deve acquisire le conoscenze di base, finalizzate alle applicazioni nel campo della biologia, della fisica classica e moderna, delle proprietà fisiche dei liquidi e dei gas; saranno necessarie conoscenze di termodinamica, elettromagnetismo, ottica, meccanica dei fluidi, radioattività e le nozioni essenziali relative alle misure e al trattamento dei dati sperimentali, nonché le tecniche di base del laboratorio compreso l'uso dei calcolatori.

Settore B01B Fisica.

*Area chimica tre annualità
con almeno un semestre di laboratorio.

Lo studente deve acquisire i concetti fondamentali della chimica generale, della chimica inorganica, della chimica organica ed i fondamenti della chimica fisica e delle metodiche di laboratorio. Gli argomenti devono essere affrontati tenuto conto che i corsi debbono fornire le basi per un moderno approccio alla biologia.

Settori: C02X Chimica fisica, C03X Chimica generale ed inorganica, C05X Chimica organica, (C01A Chimica analitica o C03X o C05X per il laboratorio).

*Area biologica undici annualità.

Lo studente deve acquisire nozioni di base che riguardano i livelli cellulare e organistico dell'organizzazione biologica, nonché dell'evoluzione, filogenesi, sviluppo, ecologia e distribuzione geografica dei viventi. Deve, inoltre, apprendere le nozioni di base dei fenomeni biologici: in particolare deve affrontare le problematiche di biochimica, di fisiologia cellulare dei tessuti e degli organismi, con riferimento ai corretti meccanismi chimico-fisici ed ai rapporti struttura-funzione.

Deve conoscere i meccanismi molecolari di regolazione delle attività vitali, dalla trasmissione dell'informazione genica ai fenomeni evolutivi. Deve avere conoscenze di base dell'interazione di fattori esterni con i fenomeni vitali e dei meccanismi di difesa.

Delle 22 unità didattiche previste per l'area biologica, 11 saranno ripartite uniformemente in modo da comprendere discipline dei settori:

E01A Botanica, E01E Fisiologia vegetale, E02A Zoologia, E02B Anatomia comparata e citologia, E03A Ecologia, E04A Fisiologia generale, E04B Biologia molecolare, E05A Biochimica, E11X Genetica, E12X Microbiologia generale.

Le restanti 11 unità didattiche a concorrenza delle complessive 36 del triennio (oltre a quelle destinate ai due laboratori di biologia sperimentale) saranno utilizzate per discipline, ivi comprese quelle indicate nel primo gruppo, scelte all'interno dei settori scientifico-disciplinari di area biologica e di quelli previsti per il biennio di indirizzo.

Due unità didattiche dell'area matematica e/o dell'area fisica possono essere impartite nel biennio di indirizzo anziché nel triennio di base.

BIENNIO DI INDIRIZZO

Il biennio di indirizzo comprende non meno di sette annualità per complessive 560 ore di cui tre annualità caratterizzanti l'indirizzo, prelevate da tre differenti settori scientifico-disciplinari. L'accesso al biennio di indirizzo è condizionato al superamento delle condizioni e propedeuticità fissate nel manifesto degli studi. Gli studenti sono tenuti a scegliere all'atto dell'iscrizione al quarto anno uno degli indirizzi attivati nel corso di laurea.

Il consiglio di corso di laurea, nell'ambito di quanto stabilito nel regolamento di ateneo e di facoltà, all' atto della predisposizione del manifesto degli studi, indicherà gli indirizzi da attivare dopo aver verificata la disponibilità dei docenti in rapporto agli insegnamenti da impartire, nonché delle attrezzature e del numero degli studenti iscritti.

Vengono indicati i seguenti indirizzi.

a) Bioecologico, con discipline caratterizzanti scelte nei settori:

E01A Botanica, E02A Zoologia, E03A Ecologia, F22A Igiene generale ed applicata;

b) Biomolecolare e Biotecnologico molecolare, con discipline caratterizzanti scelte nei settori:

E04B Biologia molecolare, E05A Biochimica, E11X Genetica, E12X Microbiologia generale.

c) Biotecnologico applicato, con discipline caratterizzanti scelte nei settori:

C10X Chimica e biotecnologia delle fermentazioni, E05A Biochimica, E11X Genetica, E12X Microbiologia generale, E13X Biologia applicata.

d) Biologia integrata, con discipline caratterizzanti scelte nei settori:

E01A Botanica, E02A Zoologia, E03B Antropologia, E04A Fisiologia generale.

e) Fisiopatologico, con discipline caratterizzanti scelte nei settori:

E04A Fisiologia generale, E07X Farmacologia, E09A Anatomia umana, F04A Patologia generale, F22A Igiene generale ed applicata.

Gli insegnamenti opzionali a completamento del monte ore del biennio saranno indicati nel manifsto degli studi, in coerenza con il contenuto formativo di ciascun indirizzo.

Ferrara, 28 agosto 1997

Il rettore: CONCONI

97A7078

CIRCOLARI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

CIRCOLARE 21 luglio 1997, n. **3816.**

Direttive per l'individuazione dei comuni che possono subordinare l'ingresso o la circolazione dei veicoli a motore, all'interno delle zone a traffico limitato, al pagamento di una somma, nonché per le modalità di riscossione della tariffa e per le categorie dei veicoli a motore esentati.

Premessa.

Il comma 9 dell'art. 7 del decreto legislativo 30 aprile n. 285, come modificato dal decreto legislativo 10 settembre 1993, n. 360 (NCS), dà facoltà ai comuni di subordinare al pagamento di una somma l'ingresso o la circolazione dei veicoli a motore all'interno delle zone a traffico limitato.

Lo stesso comma demanda ad una direttiva di questo Ispettorato la definizione delle tipologie di comuni che possono avvalersi di tale facoltà, delle modalità di riscossione del pagamento, delle categorie dei veicoli a motore da esentare.

La tariffazione degli accessi alle zone a traffico limitato si inserisce nelle strategie generali d'intervento per migliorare la mobilità urbana previste dalle direttive per la redazione, adozione ed attuazione dei Piani urbani del traffico, emanate da questo Ministero il 24 giugno 1995, e più precisamente rappresenta una forma mediata di disincentivazione dell'uso dei veicoli a motore per il trasporto individuale privato attraverso l'intervento sulla domanda di mobilità.

Considerato che tale domanda non può in alcun modo essere limitata ma unicamente orientata verso modalità alternative di trasporto, a carattere o spaziale o temporale o modale, ne deriva che la tariffazione degli accessi non può essere considerata una misura a se stante ma deve essere studiata ed attuata nell'ambito delle strategie generali d'intervento del Piano urbano del traffico.

Ciò premesso si forniscono di seguito indicazioni relativamente ai tre punti previsti dal già citato comma 9: tipologia dei comuni; modalità di riscossione; categorie esentate.

TIPOLOGIA DEI COMUNI

I comuni, per poter subordinare l'accesso alle zone a traffico limitato al pagamento di una somma, devono:

aver istituito una ZTL (zona a traffico limitato) ai sensi dell'art. 7, comma 9 del NCS;

aver adottato il Piano urbano del traffico ai sensi dell'art. 36 del NCS;

aver introdotto la tariffazione degli accessi alla ZTL all'interno del Piano urbano del traffico, avendo verificato che tale provvedimento (che costituisce una ulteriore misura di selezione rispetto alla limitazione dell'accesso ad ore prestabilite o a particolari categorie di utenti e di veicoli a motore) si rende effettivamente necessario per il raggiungimento degli obiettivi del Piano urbano del traffico. Di tale verifica deve essere data documentazione in uno specifico paragrafo della relazione tecnica che accompagna il suddetto Piano.

È ammessa l'adozione della tariffazione degli accessi per i comuni che non hanno ancora adottato il Piano urbano del traffico, unicamente in via sperimentale e per un periodo non superiore ad un anno, a condizione che nella relazione tecnica che dovrà accompagnare il progetto di tariffazione siano precisati gli obiettivi ed i relativi criteri di verifica.

TARIFFAZIONE DI ACCESSO E MODALITÀ DI RISCOSSIONE

In merito alla tariffazione di accesso si ritiene opportuno far riferimento generalmente a tariffe annuali, da pagare contestualmente al ritiro, o al rinnovo, del contrassegno di circolazione nella ZTL, salvo i miglioramenti tecnologici dei sistemi in corso di sperimentazione, che potranno consentire l'uso di tessere prepagate a scalare ad ogni passaggio o a pagamento differito tramite fatturazione, in corrispondenza dei varchi elettronici di accesso nella ZTL.

La dimostrazione del pagamento della tariffa va ovviamente resa chiaramente visibile (per le operazioni di controllo al cordone della zona da parte della polizia municipale) attraverso la distribuzione e l'esposizione di idonei specifici contrassegni.

Oltre agli abbonamenti annuali anzidetti può farsi riferimento ad abbonamenti mensili o plurimensili nel caso in cui l'inizio della autorizzazione di accesso non coincida con l'inizio dell'anno, tenendo comunque presente — al fine di evitare possibili abusi — la necessità di sussistenza dei requisiti di visibilità e di rapida comprensibilità dei contrassegni.

Anche per le autorizzazioni temporanee, che possono essere trattate con tariffe giornaliere, deve risultare chiaramente evidente la relativa data di scadenza.

Pur trattandosi di tariffe denominate «di accesso» è opportuno che esse vengano articolate e differenziate, se relative ad utenti che sostano su spazi pubblici stradali non soggetti a tariffa di sosta, ovvero che sostano su altri spazi pubblici stradali soggetti a tariffa o su spazi privati (in quanto di proprietà, in affitto o ad uso gratuito, autorimesse e altri parcheggi a pagamento fuori delle sedi stradali.

Si ritiene in merito che l'entità della tariffa di accesso deve risultare nettamente inferiore per i permessi di semplice transito rispetto a quella relativa ai permessi che consentono anche la sosta su spazi pubblici stradali.

Per quanto attiene poi alle modalità di riscossione delle tariffe si è già detto in precedenza: uso di abbonamenti da pagare al momento del rilascio del contrassegno e/o dei suoi rinnovi (contrassegno inteso anche come solo documento dimostrativo - in modo rapidamente evidente dell'avvenuto pagamento della tariffa fino ad una certa data), salvo l'utilizzo di sistemi tecnologici che potranno consentire l'uso di tessere prepagate o a pagamento differito tramite fatturazione, in corrispondenza dei varchi di accesso alla ZTL.

Detti sistemi dovranno essere progettati ed inseriti nell'ambito di un sistema telematico di gestione della mobilità urbana.

CATEGORIE ESENTATE ED AGEVOLATE

Particolare disciplina deve essere prevista per due categorie di utenti: quelli totalmente esentati dal pagamento della tariffa e quelli per i quali è stabilita una tariffa agevolata.

Per tali situazioni occorre partire dal NCS che già riconosce la possibilità di disporre di posti di sosta riservati, quindi già legittima uno specifico privilegio nella circolazione urbana, a particolari categorie di veicoli a motore autorizzati ad accedere nella ZTL, o a muoversi nei giorni di blocco della circolazione veicolare.

Si tratta dei veicoli di polizia stradale, dei vigili del fuoco, dei servizi di soccorso, nonché di quelli adibiti al servizio di persone con limitata o impedita capacità motoria (muniti del contrassegno speciale), ovvero adibiti a servizi di linea, dei veicoli a motore dei residenti nelle ZTL, dei taxi e dei veicoli per il trasporto delle merci.

Alle dette categorie di veicoli a motore e di utenti, già individuati dal NCS, va però aggiunta quella dei ciclomotori, specialmente per il loro ridotto «consumo» di spazio stradale, ed anche quella dei motocicli di cilindrata non superiore a 125 cc.

A tutte queste categorie di veicoli a motore e di utenti può anche riconoscersi in via generale l'esenzione dalla tariffazione, salvo alcune eccezioni per le quali si può soltanto parlare di agevolazioni, e che quindi determinano le categorie degli utenti con permesso di accesso a tariffa agevolata. E sono:

i veicoli per il trasporto delle merci, vincolati però a determinati orari e percorsi (in rapporto alle maggiori dimensioni dei veicoli medesimi rispetto a quelle delle autovetture);

i ciclomotori, in relazione alla minore occupazione di spazio, dinamico e statico, rispetto alle autovetture;

i residenti e per analogia i domiciliati.

In merito a questa ultima categoria occorre considerare — da un lato — che le soste prolungate dei residenti sono determinate da motivi «abitativi» e che, peraltro, i posti di sosta riservati sono già previsti dal NCS. Però una ragionevole mediazione tecnica di quest'ultima così ampia posizione giuridica del NCS induce a distinguere la posizione del residente o del domiciliante che dispone di un proprio posto auto, per il quale si può prevedere la gratuità dell'accesso, distinto dal residente o domiciliante che sosta su strada per il quale si può prevedere la leggera onerosità dell'accesso.

Agevolazioni tariffarie possono essere concesse anche agli automobilisti in possesso di un abbonamento annuale al servizio di trasporto pubblico urbano, ai quali - a fronte di un uso ordinario di quest'ultimo servizio - può essere consentito l'uso eccezionale dell'autovettura per proprie particolari esigenze a carattere occasionale.

Si ritiene opportuno demandare ai comuni la facoltà di applicare, nei confronti dei veicoli a motore e delle categorie di utenti autorizzati ad accedere entro la ZTL e tenendo conto dei criteri sinora espressi, le esenzioni e le agevolazioni che risulteranno compatibili con le esigenze di orientamento della mobilità, esigenze che costituiscono la motivazione fondamentale del provvedimento di tariffazione.

Infine per quanto attiene alle esigenze di mobilità degli organi di vertice politico ed amministrativo, dovranno essere esentati i veicoli adibiti al servizio di polizia ai sensi dell'art. 177 del NCS, privi delle scritte e dei contrassegni di identificazione.

Analogamente dovranno essere rilasciati un numero limitato di permessi di accesso alle ZTL, in considerazione del precipuo ruolo istituzionale svolto — comunque da concordare con i singoli soggetti in ragione delle esigenze di servizio — a: organi costituzionali, organi a rilevanza costituzionale, amministrazioni centrali dello Stato, delle regioni, delle province e dei comuni organi consultivi a rilevanza generale dello Stato, enti pubblici non economici di alto rilievo ed autorità indipendenti.

Il Ministro: COSTA

Registrata alla Corte dei conti il 12 agosto 1997
Registro n. 2 Lavori pubblici, foglio n. 168

97A7110

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Estinzione della personalità giuridica dell'associazione «Centro studi di diritto comunitario», in Roma

Con decreto ministeriale in data 24 luglio 1997, n. 3215, registrato presso la Ragioneria centrale del Ministero degli affari esteri l'8 agosto 1997, è dichiarata estinta, ex art. 27 del codice civile, la personalità giuridica dell'associazione denominata «Centro studi di diritto comunitario», con sede in Roma.

97A7112

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Istruzioni ministeriali per la presentazione delle domande di iscrizione delle persone fisiche nel registro dei revisori contabili

Si comunica che in data 10 settembre 1997 il Ministero di grazia e giustizia - Direzione generale degli affari civili e delle libere professioni, ha emanato apposite istruzioni per la presentazione delle domande di iscrizione delle persone fisiche nel registro dei revisori contabili, proposte ai sensi dell'art. 13 della legge 13 maggio 1997, n. 132. Tale provvedimento è stato trasmesso presso tutte le sedi di corte d'appello, ove è possibile prenderne visione. In tali istruzioni è indicato il destinatario delle domande, il contenuto che le stesse debbono avere e i documenti da allegare.

97A7153

MINISTERO DEL TESORO

Cambi di riferimento rilevati a titolo indicativo

Cambi giornalieri di riferimento rilevati a titolo indicativo dalla Banca d'Italia ai sensi della legge 12 agosto 1993, n. 312, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 195 del 20 agosto 1993, adottabili, fra l'altro, dalle amministrazioni statali per le anticipazioni al Portafoglio dello Stato ai sensi dell'art. 1 della legge 3 marzo 1951, n. 193.

Cambi del giorno 11 settembre 1997

Valuta	Cambio
Dollaro USA	1751,19
ECU	1913,70
Marco tedesco	976,25
Franco francese	290,38
Lira sterlina	2781,59
Fiorino olandese	866,75
Franco belga	47,282
Peseta spagnola	11,575
Corona danese	256,36
Lira irlandese	2624,16
Dracma greca	6,200
Escudo portoghese	9,612
Dollaro canadese	1261,48
Yen giapponese	14,706
Franco svizzero	1185,32
Scellino austriaco	138,72
Corona norvegese	237,21
Corona svedese	224,34
Marco finlandese	325,74
Dollaro australiano	1264,36

97A7217

MINISTERO DELLA SANITÀ

Autorizzazione all'immissione in commercio di specialità medicinali per uso umano

Estratto decreto A.I.C. n. 333/97 del 25 luglio 1997

Specialità medicinale: ARIAL nella forma e confezioni «Disk» 15 Rotadisk da 4 dosi da 50 µg e «sospensione pressurizzata per inalazione» 120 erogazioni da 25 µg.

Titolare A.I.C.: Società Dompé farmaceutici p.a., con sede legale e domicilio fiscale sito in Milano, via San Martino n. 12-12/a, codice fiscale n. 00791570153.

Produttore: la produzione, il controllo e le operazioni terminali di confezionamento della specialità medicinale sopra indicata sono effettuate dalla società Laboratoire Glaxo Wellcome nello stabilimento sito in Evreux (Francia), 23 rue Lavoisier. Il controllo e le operazioni terminali di confezionamento, possono essere effettuate anche dalla società Glaxo Wellcome S.p.a. negli stabilimenti consortili siti in Verona, via A. Fleming n. 2 e in S. Polo di Torrile, strada Asolana n. 68 (Parma).

Classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, legge n. 537/1993:

«Disk» 15 Rotadisk da 4 dosi da 50 µg:

n. A.I.C.: 027891148 (in base 10), 0UM5GD (in base 32).

Classe: «A».

Prezzo: L. 70.700 (ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425).

«Sospensione pressurizzata per inalazione» 120 erogazioni da 25 µg:

n. A.I.C.: 027891136 (in base 10) 0UM5G0 (in base 32).

Classe: «A».

Prezzo: L. 70.700 (ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425).

Classificazione ai fini della fornitura: medicinale soggetto a prescrizione medica (art. 4 decreto legislativo n. 539/1992).

Composizione: una dose «Disk» Rotadisk contiene:

principio attivo: salmeterolo xinafoato 72,5 µg, pari a salmeterolo 50 µg;

eccipienti: lattosio (nella quantità indicata nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Un inalatore di «sospensione pressurizzata per inalazione» contiene:

principio attivo: salmeterolo xinafoato 4,36 mg, pari a salmeterolo 3,0 mg;

eccipienti: lecitina, triclorofluorometano, diclorodifluorometano (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Indicazioni terapeutiche: terapia sintomatica prolungata degli stati broncospastici. Non sostitutiva della terapia patogenetica e del trattamento della crisi acuta d'asma con beta2-agonisti a rapida insorgenza d'azione.

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Estratto decreto A.I.C. n. 363/97 del 29 luglio 1997

Specialità medicinale: SEREVENT nella forma e confezioni «Diskus» polvere per inalazione 28 dosi da 50 µg e «Diskus» polvere per inalazione 60 dosi da 50 µg.

Titolare A.I.C.: Società Glaxo Wellcome p.a., con sede legale e domicilio fiscale sito in Verona, via A. Fleming n. 2, codice fiscale n. 00212840235.

Produttore: la produzione, il controllo e le operazioni terminali di confezionamento della specialità medicinale sopra indicata sono effettuate dalla Società Glaxo Operations UK Ltd. nello stabilimento sito in Ware Hertfordshire (Gran Bretagna), Priory Street. Il controllo e le operazioni terminali di confezionamento, possono essere effettuate anche:

dalla società titolare dell'A.I.C. negli stabilimenti consortili siti in Verona, via A. Fleming n. 2 e in S. Polo di Torrile, Strada Asolana n. 68 (Parma);

dalla Società Glaxo Wellcome s.a. nello stabilimento sito in Aranda De Duero, Burgos (Spagna), Pol. Allendeduero, Parc. 60-62.

Classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, legge n. 537/1993:

«Diskus» polvere per inalazione 28 dosi da 50 µg:

n. A.I.C.: 027890134 (in base 10) 0UM4GQ (in base 32).

Classe: «A».

Prezzo: L. 33.800 (ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425).

«Diskus» polvere per inalazione 60 dosi da 50 µg:

n. A.I.C.: 027890146 (in base 10) 0UM4H2 (in base 32).

Classe: «A».

Prezzo: L. 68.700 (ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425).

Classificazione ai fini della fornitura: medicinale soggetto a prescrizione medica (art. 4 decreto legislativo n. 539/1992).

Composizione: una dose contiene:

principio attivo: salmeterolo xinafoato 72,5 µg, pari a salmeterolo 50 µg;

eccipienti: lattosio (nella quantità indicata nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Indicazioni terapeutiche: terapia sintomatica prolungata degli stati broncospastici. Non sostitutiva della terapia patogenetica e del trattamento della crisi acuta d'asma con beta2-agonisti a rapida insorgenza d'azione.

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Estratto decreto A.I.C. n. 367/97 del 29 luglio 1997

Specialità medicinale: SALMETEDUR nella forma e confezioni «Diskus» polvere per inalazione 28 dosi da 50 µg e «Diskus» polvere per inalazione 60 dosi da 50 µg.

Titolare A.I.C.: Società A. Menarini industrie farmaceutiche riunite r.l., con sede legale e domicilio fiscale sito in Firenze, via Sette Santi n. 3, codice fiscale n. 00395270481.

Produttore: la produzione, il controllo e le operazioni terminali di confezionamento della specialità medicinale sopra indicata sono effettuate dalla Società Glaxo Operations UK Ltd. nello stabilimento sito in Ware (Gran Bretagna). Il controllo e le operazioni terminali di confezionamento, possono essere effettuate anche:

dalla Società Glaxo Wellcome s.a. nello stabilimento sito in Aranda de Duero, Burgos (Spagna), Pol. Allendeduero, Parc. 60-62;

dalla Società Glaxo Wellcome S.p.a. negli stabilimenti consortili siti in Verona, via A. Fleming n. 2 e in S. Polo di Torrile, strada Asolana n. 68 (Parma).

Classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, legge n. 537/1993:

«Diskus» polvere per inalazione 28 dosi da 50 µg:

n. AIC: 027892114 (in base 10) 0UM6DL (in base 32).

Classe: «A».

Prezzo: L. 33.800 (ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425).

«Diskus» polvere per inalazione 60 dosi da 50 µg:

n. A.I.C.: 027892126 (in base 10) 0UM6DY (in base 32).

Classe: «A».

Prezzo: L. 68.700 (ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425).

Classificazione ai fini della fornitura: medicinale soggetto a prescrizione medica (art. 4 decreto legislativo n. 539/1992).

Composizione: una dose contiene:

principio attivo: salmeterolo xinafoato 72,5 µg, pari a salmeterolo 50 µg;

eccipienti: lattosio (nella quantità indicata nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Indicazioni terapeutiche: terapia sintomatica prolungata degli stati broncospastici. Non sostitutiva della terapia patogenetica e del trattamento della crisi acuta d'asma con beta2-agonisti a rapida insorgenza d'azione.

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Estratto decreto A.I.C. n. 368/97 del 29 luglio 1997

Specialità medicinale: ARIAL nella forma e confezioni «Diskus» polvere per inalazione 28 dosi da 50 µg e «Diskus» polvere per inalazione 60 dosi da 50 µg.

Titolare A.I.C.: Società Dompé farmaceutici p.a., con sede legale e domicilio fiscale sito in Milano, via San Martino n. 12-12/a, codice fiscale n. 00791570153.

Produttore: la produzione, il controllo e le operazioni terminali di confezionamento della specialità medicinale sopra indicata sono effettuate dalla Società Glaxo Operations UK Ltd. nello stabilimento sito in Ware, Hertfordshire (Gran Bretagna) Priory Street. Il controllo e le operazioni terminali di confezionamento, possono essere effettuate anche:

dalla Società Glaxo Wellcome s.a. nello stabilimento sito in Aranda de Duero, Burgos (Spagna), Pol. Allendeduero, Parc. 60-62;

dalla Società Glaxo Wellcome S.p.a. negli stabilimenti consortili siti in Verona, via A. Fleming n. 2 e in S. Polo di Torrile, strada Asolana n. 68 (Parma).

Classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, legge n. 537/1993:

«Diskus» polvere per inalazione 28 dosi da 50 µg:

n. A.I.C.: 027891112 (in base 10) 0UM5F8 (in base 32).

Classe: «A».

Prezzo. L. 33.800 (ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425).

«Diskus» polvere per inalazione 60 dosi da 50 µg:

n. AIC: 027891124 (in base 10) 0UM5FN (in base 32).

Classe: «A».

Prezzo: L. 68.700 (ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425).

Classificazione ai fini della fornitura: medicinale soggetto a prescrizione medica (art. 4 decreto legislativo n. 539/1992).

Composizione: una dose contiene:

principio attivo: salmeterolo xinafoato 72,5 µg, pari a salmeterolo 50 µg;

eccipienti: lattosio (nella quantità indicata nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Indicazioni terapeutiche: terapia sintomatica prolungata degli stati broncospastici. Non sostitutiva della terapia patogenetica e del trattamento della crisi acuta d'asma con beta2-agonisti a rapida insorgenza d'azione.

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Estratto decreto A.I.C. n. 369/97 del 29 luglio 1997

Specialità medicinale: SEREVENT nella forma e confezioni «Disk» 15 Rotadisk da 4 dosi da 50 µg e «Sospensione pressurizzata per inalazione» 120 erogazioni da 25 µg.

Titolare A.I.C.: Società Glaxo Wellcome p.a., con sede legale e domicilio fiscale sito in Verona, via A. Fleming n. 2, codice fiscale n. 00212840235.

Produttore: la produzione, il controllo e le operazioni terminali di confezionamento della specialità medicinale sopra indicata sono effettuate dalla Società Laboratoire Glaxo Wellcome nello stabilimento sito in Evreux (Francia), 23 rue Lavoisier. Il controllo e le operazioni terminali di confezionamento, possono essere effettuate anche:

dalla società titolare dell'A.I.C, negli stabilimenti consortili siti in Verona, via A. Fleming n. 2 e in S. Polo di Torrile, strada Asolana n. 68 (Parma).

Classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, legge n. 537/1993:

«Disk» 15 Rotadisk da 4 dosi da 50 µg:

n. A.I.C.: 027890122 (in base 10) 0UM4GB (in base 32).

Classe: «A».

Prezzo: L. 70.700 (ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425).

«Sospensione pressurizzata per inalazione» 120 erogazioni da 25 µg:

n. A.I.C.: 027890110 (in base 10) 0UM4FY (in base 32).

Classe: «A».

Prezzo: L. 70.700 (ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425).

Classificazione ai fini della fornitura: medicinale soggetto a prescrizione medica (art. 4 decreto legislativo n. 539/1992).

Composizione: una dose «Disk» Rotadisk contiene:

principio attivo: salmeterolo xinafoato 72,5 µg, pari a salmeterolo 50 µg;

eccipienti: lattosio (nella quantità indicata nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Un inalatore di «Sospensione pressurizzata per inalazione» contiene:

principio attivo: salmeterolo xinafoato 4,36 mg, pari a salmeterolo 3,0 mg;

eccipienti: lecitina, triclorofluorometano, diclorodifluorometano (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Indicazioni terapeutiche: terapia sintomatica prolungata degli stati broncospastici. Non sostitutiva della terapia patogenetica e del trattamento della crisi acuta d'asma con beta2-agonisti a rapida insorgenza d'azione.

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Estratto decreto A.I.C. n. 370/97 del 29 luglio 1997

Specialità medicinale: SALMETEDUR nella forma e confezioni «Disk» 15 Rotadisk da 4 dosi da 50 µg e «Sospensione pressurizzata per inalazione» 120 erogazioni da 25 µg.

Titolare A.I.C.: Società A. Menarini industrie farmaceutiche riunite r.l., con sede legale e domicilio fiscale sito in Firenze, via Sette Santi n. 3, codice fiscale n. 00395270481.

Produttore: la produzione, il controllo e le operazioni terminali di confezionamento della specialità medicinale sopra indicata sono effettuate dalla Società Laboratoire Glaxo Wellcome nello stabilimento sito in Evreux (Francia), 23 rue Lavoisier. Il controllo e le operazioni terminali di confezionamento, possono essere effettuate anche dalla Società Glaxo Wellcome S.p.a., negli stabilimenti consortili siti in Verona, via A. Fleming n. 2 e in S. Polo di Torrile, strada Asolana n. 68 (Parma).

Classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, legge n. 537/1993:

«Disk» 15 Rotadisk da 4 dosi da 50 µg:

n. A.I.C.: 027890140 (in base 10) 0UM6FD (in base 32).

Classe: «A».

Prezzo: L. 70.700 (ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425).

«Sospensione pressurizzata per inalazione» 120 erogazioni da 25 µg:

n. A.I.C.: 027892138 (in base 10) 0UM6FB (in base 32).

Classe: «A».

Prezzo: L. 70.700 (ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425).

Classificazione ai fini della fornitura: medicinale soggetto a prescrizione medica (art. 4 decreto legislativo n. 539/1992).

Composizione: una dose «Disk» Rotadisk contiene:

principio attivo: salmeterolo xinafoato 72,5 µg, pari a salmeterolo 50 µg;

eccipienti: lattosio (nella quantità indicata nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Un inalatore di «Sospensione pressurizzata per inalazione» contiene:

principio attivo: salmeterolo xinafoato 4,36 mg, pari a salmeterolo 3,0 mg;

eccipienti: lecitina, triclorofluorometano, diclorodifluorometano (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Indicazioni terapeutiche: terapia sintomatica prolungata degli stati broncospastici. Non sostitutiva della terapia patogenetica e del trattamento della crisi acuta d'asma con beta2-agonisti a rapida insorgenza d'azione.

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

97A7146

Autorizzazioni all'immissione in commercio di specialità medicinali per uso umano (modificazioni di autorizzazioni già concesse).

Estratto del decreto n. 327/97 del 25 luglio 1997

La titolarità delle autorizzazioni all'immissione in commercio della sotto elencata specialità medicinale fino ad ora registrata a nome della società Pierre Fabre Pharma S.r.l., con sede in via Winckelmann 1, Milano, codice fiscale n. 10128980157.

Specialità: MICLAST:

025218013, pomata dermatologica 30 g;

025218025, emulsione 30 g;

025218037, lozione flacone 30 ml;

025218049, crema vaginale 78 g +12 appl.;

025218052, 6 ovuli 50 mg;

025218064, 15 ovuli 50 mg;

025218076, 3 ovuli 100 mg;

025218088, 6 ovuli 100 mg,

è ora trasferita alla società: Pierre Fabre Italia S.p.a., con sede in via G.G. Winckelmann, 1, Milano, codice fiscale n. 01538130152.

I lotti della specialità medicinale prodotti a nome del vecchio titolare non possono più essere dispensati al pubblico a partire dal centottantunesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Estratto del decreto n. 335/97 del 25 luglio 1997

La titolarità delle autorizzazioni all'immissione in commercio della sotto elencata specialità medicinale fino ad ora registrata a nome della società John Wyeth & Brother Ltd, Havant, United Kingdom.

Specialità: EFEXOR:

028831016, 28 compresse 25 mg;

028831028, 28 compresse 37,5 mg;

028831030, 14 compresse 50 mg;

028831042, 14 compresse 75 mg,

è ora trasferita alla società: Wyeth Medica Ireland, con sede in Little Connel Newbridge, Co. Kildare, Irlanda.

Rappresentata in Italia da: Wyeth S.p.a., con sede in via Nettunense, 90, Aprilia (Latina), codice fiscale n. 00150450591.

I lotti della specialità medicinale prodotti a nome del vecchio titolare non possono più essere dispensati al pubblico a partire dal centottantunesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

97A7074

Nuove autorizzazioni all'immissione in commercio di specialità medicinali per uso umano

Decreto n. 332/97 del 25 luglio 1997

Specialità medicinale: NALOREX nella forma e confezione: 14 compresse rivestite 50 mg (nuova confezione di specialità medicinale già registrata).

Titolare A.I.C.: Du Pont Pharma Italia S.r.l., con sede legale e domicilio fiscale in Firenze, via dè Conti, 2/A - codice fiscale n. 04130651005.

Produttore: la produzione della specialità medicinale indicata in oggetto è effettuata dalla società Du Pont Merck Pharmaceuticals Company, nello stabilimento sito in Garden City - New York (USA); le operazioni di confezionamento primario e secondario sono effettuate dalla società Weimer Pharma Gmbh, nello stabilimento sito in Rastatt (Germania) Im Steingerust 30; i controlli sul prodotto finito sono effettuati dalla società Du Pont Pharma Gmbh, nello stabilimento sito in Bad Homburg v.d.H (Germania) Du Pont Strasse, 1.

Confezioni autorizzate: numeri A.I.C. e classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, della legge n. 537/1993:

14 compresse rivestite 50 mg (pari a 45,17 mg di naltrexone base);

A.I.C. n. 025969039 (in base 10) 0SSJDH (in base 32);

classe: «A» con applicazione della nota 37 - Prezzo L. 95.900, ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425.

Composizione: una compressa rivestita contiene:

principio attivo: naltrexone cloridrato mg 50;

eccipienti: lattosio monoidrato, cellulosa microcristallina, crospovidone, silice colloidale, magnesio stearato (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti);

costituenti del rivestimento: opadry giallo chiaro.

Indicazioni terapeutiche: «Nalorex» consente di bloccare gli effetti farmacologici degli oppiacei somministrati per via esogena, favorendo così il mantenimento della non dipendenza dagli oppiacei in individui disintossicati ex-tossicodipendenti. L'impiego del prodotto è pure indicato nel programma di trattamento globale per la dipendenza da alcol al fine di ridurre il rischio di recidiva, di favorire l'astinenza e di ridurre il bisogno di assumere bevande alcoliche.

Classificazione ai fini della fornitura: medicinale soggetto a prescrizione medica (art. 4, decreto legislativo n. 539/1992).

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Decreto n. 373/97 del 29 luglio 1997

Specialità medicinale: KEFORAL nelle forme e confezioni:

1 flacone 100 ml di granulato per sospensione 125mg/5 ml;

12 compresse 250 mg;

8 capsule 500 mg (nuove confezioni di specialità medicinale già registrata).

Titolare A.I.C.: Eli Lilly Italia S.p.a., con sede legale e domicilio fiscale in Sesto Fiorentino (Firenze), via Gramsci n. 731-733 - Codice fiscale n. 00426150488.

Produttore: la produzione, il controllo ed il confezionamento della specialità medicinale sopra indicata sono effettuati dalla società titolare dell'A.I.C., nel proprio stabilimento sito in Sesto Fiorentino (Firenze), via Gramsci n. 731-733.

Confezioni autorizzate: numeri A.I.C. e classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, della legge n. 537/1993:

flacone 100 ml granulato per sospensione 125mg/5 ml;

A.I.C. n. 022085094 (in base 10) 0P1ZH6 (in base 32);

classe: «A» - Prezzo L. 4.100, ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425;

12 compresse 250 mg;

A.I.C. n. 022085106 (in base 10) 0P1ZHL (in base 32);

classe: «C»;

8 capsule 500 mg;

A.I.C. n. 022085118 (in base 10) 0P1ZHY (in base 32);

classe: «A» - Prezzo L. 6.200, ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425.

Composizione:

5 ml di sospensione contengono:

principio attivo: cefalexina monoidrato eq. a cefalexina attività mg 125;

eccipienti: aroma guaranà 51880TP, eritrosina lacca di alluminio E-127, saccarosio (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti);

ogni compressa 250 mg contiene:

principio attivo: cefalexina monoidrato eq. a cefalexina attività mg 250;

eccipienti: amido essiccato, amido dry-flow, amido pregelatinizzato, amido sodio glicollato, magnesio stearato, acido stearico (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti);

ogni capsula 500 mg contiene: principio attivo: cefalexina monoidrato eq. a cefalexina attività mg 500; eccipienti: cellulosa con sodio carbossimetilcellulosa, dimeticone, magnesio stearato (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Indicazioni terapeutiche: trattamento delle seguenti infezioni causate da ceppi batterici di microrganismi sensibili: infezioni del tratto respiratorio, sinusite, infezioni della pelle e dei tessuti molli, infezioni delle ossa e delle articolazioni, infezioni dentali, otite media, infezioni del tratto urinario.

Classificazione ai fini della fornitura: medicinale soggetto a prescrizione medica (art. 4, decreto legislativo n. 539/1992).

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

97A7075

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Provvedimenti concernenti società esercenti attività fiduciaria e di revisione

La società «Italgest S.r.l.», con sede in Udine, è autorizzata all'esercizio della attività di organizzazione e revisione contabile di aziende di cui alla legge 23 novembre 1939, n 1966, ed al regio decreto 22 aprile 1940, n. 531.

La presente autorizzazione si intende riferita alle attività di organizzazione e revisione contabile esercitabili ai sensi dell'art 28, comma 4 del decreto legislativo 27 gennaio 1992, n. 88, non comportanti il controllo di legge dei documenti contabili.

La società «B. & C. Audit S.r.l.», con sede in Pesaro, è autorizzata all'esercizio della attività di organizzazione e revisione contabile di aziende di cui alla legge 23 novembre 1939, n 1966, ed al regio decreto 22 aprile 1940, n. 531.

La presente autorizzazione si intende riferita alle attività di organizzazione e revisione contabile esercitabili ai sensi dell'art. 28, comma 4 del decreto legislativo 27 gennaio 1992, n. 88, non comportanti il controllo di legge dei documenti contabili.

97A7111

CREDITO PER LE IMPRESE E LE OPERE PUBBLICHE - S.P.A.

Avviso riguardante il sorteggio per il rimborso dei titoli rappresentanti obbligazioni

Si notifica che il giorno 1° ottobre 1997, con inizio alle ore 10, si procederà, presso il servizio elaborazione dati del Crediop - S.p.a., in via XX Settembre n. 30, Roma, alle seguenti operazioni di estrazione a sorte di obbligazioni per il rimborso alla pari dal 1° gennaio 1998.

1) 6% GARANTITE DALLO STATO S.S. AUTOSTRADE:

Emissione prima.

Estrazione a sorte di·

n. 2 923 titoli di L. 50.000
» 2.134 titoli di » 500.000
» 1.890 titoli di » 1 000.000

per il complessivo valore nominale di L. 3 103 150.000.

2) 6% GARANTITE DALLO STATO SERIE SPECIALE B.

Emissione terza.

Estrazione a sorte di:

n. 15 titoli di L. 500.000
» 39 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 46.500.000;

Emissione quarta:

Estrazione a sorte di.

n. 16 titoli di L. 50.000
» 13 titoli di » 250.000
» 20 titoli di » 500.000
» 135 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 149.050.000;

Emissione quinta.

Estrazione a sorte di:

n. 17 titoli di L 50.000
» 15 titoli di » 250.000
» 33 titoli di » 500.000
» 100 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 121.100.000.

3) 6% GARANTITE DALLO STATO SERIE SPECIALE C:

Emissione terza

Estrazione a sorte di.

n 1.069 titoli di L 50.000
» 104 titoli di » 250.000
» 1 536 titoli di » 500.000
» 1 877 titoli di » 1 000.000

per il complessivo valore nominale di L. 2.724.450.000.

4) 6% SERIE ORDINARIA TRENTENNALE:

Emissione ventunesima:

Estrazione a sorte di:

n. 962 titoli di L 50.000
» 1.362 titoli di » 500.000
» 1.026 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 1 755.100.000;

Emissione ventiduesima·

Estrazione a sorte di:

n 1.021 titoli di L. 50.000
» 900 titoli di » 500 000
» 521 titoli di » 1 000 000

per il complessivo valore nominale di L. 1 022.050.000;

Emissione ventitreesima.

Estrazione a sorte di:

n. 628 titoli di L. 50.000
» 714 titoli di » 500.000
» 934 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 1 322.400.000;

Emissione ventiquattresima.

Estrazione a sorte di.

n. 912 titoli di L. 50.000
» 1.226 titoli di » 500.000
» 948 titoli di » 1.000 000

per il complessivo valore nominale di L. 1.606.600.000;

Emissione venticinquesima:

Estrazione a sorte di:

n 134 titoli di L. 50.000
» 321 titoli di » 500.000
» 211 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 378.200.000.

5) 7% S.S. A.N.A.S.:

Emissione prima:

Estrazione a sorte di n. 37 serie di L. 135 000.000 ciascuna, per il rimborso di tutti i titoli che le compongono, per il complessivo valore nominale di L 4.995.000 000.

Estratto del decreto n. 335/97 del 25 luglio 1997

La titolarità delle autorizzazioni all'immissione in commercio della sotto elencata specialità medicinale fino ad ora registrata a nome della società John Wyeth & Brother Ltd, Havant, United Kingdom.

Specialità: EFEXOR:

028831016, 28 compresse 25 mg;

028831028, 28 compresse 37,5 mg;

028831030, 14 compresse 50 mg;

028831042, 14 compresse 75 mg,

è ora trasferita alla società: Wyeth Medica Ireland, con sede in Little Connel Newbridge, Co. Kildare, Irlanda.

Rappresentata in Italia da: Wyeth S.p.a., con sede in via Nettunense, 90, Aprilia (Latina), codice fiscale n. 00150450591.

I lotti della specialità medicinale prodotti a nome del vecchio titolare non possono più essere dispensati al pubblico a partire dal centottantunesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

97A7074

Nuove autorizzazioni all'immissione in commercio di specialità medicinali per uso umano

Decreto n. 332/97 del 25 luglio 1997

Specialità medicinale: NALOREX nella forma e confezione: 14 compresse rivestite 50 mg (nuova confezione di specialità medicinale già registrata).

Titolare A.I.C.: Du Pont Pharma Italia S.r.l., con sede legale e domicilio fiscale in Firenze, via dè Conti, 2/A - codice fiscale n. 04130651005.

Produttore: la produzione della specialità medicinale indicata in oggetto è effettuata dalla società Du Pont Merck Pharmaceuticals Company, nello stabilimento sito in Garden City - New York (USA); le operazioni di confezionamento primario e secondario sono effettuate dalla società Weimer Pharma Gmbh, nello stabilimento sito in Rastatt (Germania) Im Steingerust 30; i controlli sul prodotto finito sono effettuati dalla società Du Pont Pharma Gmbh, nello stabilimento sito in Bad Homburg v.d.H (Germania) Du Pont Strasse, 1.

Confezioni autorizzate: numeri A.I.C. e classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, della legge n. 537/1993:

14 compresse rivestite 50 mg (pari a 45,17 mg di naltrexone base);

A.I.C. n. 025969039 (in base 10) 0SSJDH (in base 32);

classe: «A» con applicazione della nota 37 - Prezzo L. 95.900, ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425.

Composizione: una compressa rivestita contiene:

principio attivo: naltrexone cloridrato mg 50;

eccipienti: lattosio monoidrato, cellulosa microcristallina, crospovidone, silice colloidale, magnesio stearato (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti);

costituenti del rivestimento: opadry giallo chiaro.

Indicazioni terapeutiche: «Nalorex» consente di bloccare gli effetti farmacologici degli oppiacei somministrati per via esogena, favorendo così il mantenimento della non dipendenza dagli oppiacei in individui disintossicati ex-tossicodipendenti. L'impiego del prodotto è pure indicato nel programma di trattamento globale per la dipendenza da alcol al fine di ridurre il rischio di recidiva, di favorire l'astinenza e di ridurre il bisogno di assumere bevande alcoliche.

Classificazione ai fini della fornitura: medicinale soggetto a prescrizione medica (art. 4, decreto legislativo n. 539/1992).

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Decreto n. 373/97 del 29 luglio 1997

Specialità medicinale: KEFORAL nelle forme e confezioni:

1 flacone 100 ml di granulato per sospensione 125mg/5 ml;

12 compresse 250 mg;

8 capsule 500 mg (nuove confezioni di specialità medicinale già registrata).

Titolare A.I.C.: Eli Lilly Italia S.p.a., con sede legale e domicilio fiscale in Sesto Fiorentino (Firenze), via Gramsci n. 731-733 - Codice fiscale n. 00426150488.

Produttore: la produzione, il controllo ed il confezionamento della specialità medicinale sopra indicata sono effettuati dalla società titolare dell'A.I.C., nel proprio stabilimento sito in Sesto Fiorentino (Firenze), via Gramsci n. 731-733.

Confezioni autorizzate: numeri A.I.C. e classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, della legge n. 537/1993:

flacone 100 ml granulato per sospensione 125mg/5 ml;

A.I.C. n. 022085094 (in base 10) 0P1ZH6 (in base 32);

classe: «A» - Prezzo L. 4.100, ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425;

12 compresse 250 mg;

A.I.C. n. 022085106 (in base 10) 0P1ZHL (in base 32);

classe: «C»;

8 capsule 500 mg;

A.I.C. n. 022085118 (in base 10) 0P1ZHY (in base 32);

classe: «A» - Prezzo L. 6.200, ai sensi dell'art. 1 del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito nella legge 8 agosto 1996, n. 425.

Composizione:

5 ml di sospensione contengono:

principio attivo: cefalexina monoidrato eq. a cefalexina attività mg 125;

eccipienti: aroma guaranà 51880TP, eritrosina lacca di alluminio E-127, saccarosio (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti);

ogni compressa 250 mg contiene:

principio attivo: cefalexina monoidrato eq. a cefalexina attività mg 250;

eccipienti: amido essiccato, amido dry-flow, amido pregelatinizzato, amido sodio glicollato, magnesio stearato, acido stearico (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti);

ogni capsula 500 mg contiene: principio attivo: cefalexina monoidrato eq. a cefalexina attività mg 500; eccipienti: cellulosa con sodio carbossimetilcellulosa, dimeticone, magnesio stearato (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Indicazioni terapeutiche: trattamento delle seguenti infezioni causate da ceppi batterici di microrganismi sensibili: infezioni del tratto respiratorio, sinusite, infezioni della pelle e dei tessuti molli, infezioni delle ossa e delle articolazioni, infezioni dentali, otite media, infezioni del tratto urinario.

Classificazione ai fini della fornitura: medicinale soggetto a prescrizione medica (art. 4, decreto legislativo n. 539/1992).

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

97A7075

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Provvedimenti concernenti società esercenti attività fiduciaria e di revisione

La società «Italgest S.r.l.», con sede in Udine, è autorizzata all'esercizio della attività di organizzazione e revisione contabile di aziende di cui alla legge 23 novembre 1939, n. 1966, ed al regio decreto 22 aprile 1940, n. 531.

La presente autorizzazione si intende riferita alle attività di organizzazione e revisione contabile esercitabili ai sensi dell'art. 28, comma 4 del decreto legislativo 27 gennaio 1992, n. 88, non comportanti il controllo di legge dei documenti contabili.

La società «B. & C. Audit S.r.l.», con sede in Pesaro, è autorizzata all'esercizio della attività di organizzazione e revisione contabile di aziende di cui alla legge 23 novembre 1939, n. 1966, ed al regio decreto 22 aprile 1940, n. 531.

La presente autorizzazione si intende riferita alle attività di organizzazione e revisione contabile esercitabili ai sensi dell'art. 28, comma 4 del decreto legislativo 27 gennaio 1992, n. 88, non comportanti il controllo di legge dei documenti contabili.

97A7111

CREDITO PER LE IMPRESE E LE OPERE PUBBLICHE - S.P.A.

Avviso riguardante il sorteggio per il rimborso dei titoli rappresentanti obbligazioni

Si notifica che il giorno 1° ottobre 1997, con inizio alle ore 10, si procederà, presso il servizio elaborazione dati del Crediop - S.p.a., in via XX Settembre n. 30, Roma, alle seguenti operazioni di estrazione a sorte di obbligazioni per il rimborso alla pari dal 1° gennaio 1998:

1) 6% GARANTITE DALLO STATO S.S. AUTOSTRADE:

Emissione prima:

Estrazione a sorte di:

n. 2.923 titoli di L. 50.000
» 2.134 titoli di » 500.000
» 1.890 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 3.103.150.000.

2) 6% GARANTITE DALLO STATO SERIE SPECIALE B:

Emissione terza:

Estrazione a sorte di:

n. 15 titoli di L. 500.000
» 39 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 46.500.000;

Emissione quarta:

Estrazione a sorte di:

n. 16 titoli di L. 50.000
» 13 titoli di » 250.000
» 20 titoli di » 500.000
» 135 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 149.050.000;

Emissione quinta:

Estrazione a sorte di:

n. 17 titoli di L. 50.000
» 15 titoli di » 250.000
» 33 titoli di » 500.000
» 100 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 121.100.000.

3) 6% GARANTITE DALLO STATO SERIE SPECIALE C:

Emissione terza:

Estrazione a sorte di:

n. 1.069 titoli di L. 50.000
» 104 titoli di » 250.000
» 1.536 titoli di » 500.000
» 1.877 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 2.724.450.000.

4) 6% SERIE ORDINARIA TRENTENNALE:

Emissione ventunesima:

Estrazione a sorte di:

n. 962 titoli di L. 50.000
» 1.362 titoli di » 500.000
» 1.026 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 1.755.100.000;

Emissione ventiduesima:

Estrazione a sorte di:

n. 1.021 titoli di L. 50.000
» 900 titoli di » 500.000
» 521 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 1.022.050.000;

Emissione ventitreesima:

Estrazione a sorte di:

n. 628 titoli di L. 50.000
» 714 titoli di » 500.000
» 934 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 1.322.400.000;

Emissione ventiquattresima:

Estrazione a sorte di:

n. 912 titoli di L. 50.000
» 1.226 titoli di » 500.000
» 948 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 1.606.600.000;

Emissione venticinquesima:

Estrazione a sorte di:

n. 134 titoli di L. 50.000
» 321 titoli di » 500.000
» 211 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 378.200.000.

5) 7% S.S. A.N.A.S.:

Emissione prima:

Estrazione a sorte di n. 37 serie di L. 135.000.000 ciascuna, per il rimborso di tutti i titoli che le compongono, per il complessivo valore nominale di L. 4.995.000.000.

6) 7% GARANTITE DALLO STATO S.S. AUTOSTRADE:

Emissione prima:

Estrazione a sorte di:

n. 3.006 titoli di L. 50.000
» 2.936 titoli di » 500.000
» 6.064 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 7.682.300.000;

Emissione seconda:

Estrazione a sorte di:

n. 1.107 titoli di L. 100.000
» 1.503 titoli di » 500.000
» 5.293 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 6.155.200.000.

7) 7% GARANTITE DALLO STATO SERIE SPECIALE B:

Emissione prima:

Estrazione a sorte di:

n. 34 titoli di L. 50.000
» 27 titoli di » 250.000
» 51 titoli di » 500.000
» 34 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 67.950.000;

Emissione seconda:

Estrazione a sorte di:

n. 3 titoli di L. 50.000
» 581 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 581.150.000.

8) 7% SERIE ORDINARIA TRENTENNALE:

Emissione prima:

Estrazione a sorte di:

n. 642 titoli di L. 50.000
» 443 titoli di » 500.000
» 416 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 669.600.000;

Emissione seconda:

Estrazione a sorte di:

n. 65 titoli di L. 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 65.000.000;

Emissione terza:

Estrazione a sorte di:

n. 950 titoli di L. 50.000
» 1.895 titoli di » 500.000
» 1.786 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 2.781.000.000;

Emissione quarta:

Estrazione a sorte di:

n. 533 titoli di L. 50.000
» 413 titoli di » 500.000
» 680 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 913.150.000;

Emissione quinta:

Estrazione a sorte di:

n. 630 titoli di L. 100.000
» 511 titoli di » 500.000
» 650 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 968.500.000;

Emissione sesta:

Estrazione a sorte di:

n. 716 titoli di L. 100.000
» 1.373 titoli di » 500.000
» 2.228 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 2.986.100.000;

Emissione settima:

Estrazione a sorte di:

n. 385 titoli di L. 100.000
» 800 titoli di » 500.000
» 1.680 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 2.118.500.000;

Emissione ottava:

Estrazione a sorte di:

n. 559 titoli di L. 100.000
» 1.230 titoli di » 500.000
» 3.398 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 4.068.900.000.

9) 8% GARANTITE DALLO STATO S.S. AUTOSTRADE:

Emissione 1974:

Estrazione a sorte di:

n. 42 titoli di L. 100.000
» 72 titoli di » 500.000
» 3.970 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 4.010.200.000;

Emissione seconda 1974:

Estrazione a sorte di:

n. 35 titoli di L. 100.000
» 118 titoli di » 500.000
» 4.413 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 4.475.500.000;

Emissione 1975:

Estrazione a sorte di:

n. 35 titoli di L. 100.000
» 97 titoli di » 500.000
» 3.609 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 3.661.000.000.

10) 8% SERIE ORDINARIA TRENTENNALE:

Emissione 1974:

Estrazione a sorte di:

n. 253 titoli di L. 100.000
» 472 titoli di » 500.000
» 4.915 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 5.176.300.000;

Emissione 1975:

Estrazione a sorte di:

n. 216 titoli di L. 100.000
» 680 titoli di » 500.000
» 8.422 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 8.783.600.000;

Emissione 1976:

Estrazione a sorte di:

n. 1 titolo di L. 100.000
» 19 titoli di » 500.000
» 368 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 377.600.000.

11) 9% GARANTITE DALLO STATO S.S. AUTOSTRADE:

Emissione 1975:

Estrazione a sorte di:

n. 24 titoli di L. 100.000
» 83 titoli di » 500.000
» 926 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 969.900.000;

Emissione seconda 1975:

Estrazione a sorte di:

n. 53 titoli di L. 100.000
» 106 titoli di » 500.000
» 998 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 1.056.300.000;

Emissione 1976:

Estrazione a sorte di:

n. 6 titoli di L. 100.000
» 76 titoli di » 500.000
» 1.907 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 1.945.600.000.

12) 9% SERIE ORDINARIA TRENTENNALE:

Emissione 1975:

Estrazione a sorte di:

n. 4 titoli di L. 100.000
» 8 titoli di » 500.000
» 91 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 95.400.000;

Emissione 1976:

Estrazione a sorte di:

n. 51 titoli di L. 100.000
» 198 titoli di » 500.000
» 3.209 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 3.313.100.000.

13) 10% GARANTITE DALLO STATO S.S. AUTOSTRADE:

Emissione 1977:

Estrazione a sorte di:

n. 2 titoli di L. 100.000
» 7 titoli di » 500.000
» 156 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 159.700.000.

14) 10% SERIE ORDINARIA VENTENNALE:

Emissione 1978:

Estrazione a sorte di:

n. 27 titoli di L. 100.000
» 45 titoli di » 500.000
» 7.597 titoli di » 1.000.000
» 1.100 titoli di » 5.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 13.122.200.000;

Emissione 1979:

Estrazione a sorte di:

n. 10 titoli di L. 500.000
» 4.007 titoli di » 1.000.000
» 757 titoli di » 5.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 7.797.000.000.

15) 10% SERIE ORDINARIA TRENTENNALE:

Emissione 1977:

Estrazione a sorte di:

n. 73 titoli di L. 100.000
» 213 titoli di » 500.000
» 2.485 titoli di » 1.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 2.598.800.000.

16) 17% SERIE ORDINARIA QUINDICENNALE:

Emissione 1983:

Estrazione a sorte di:

n. 1.270 titoli di L. 1.000.000
» 1.422 titoli di » 5.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 8.300.000.000;

Emissione 1983 seconda tranche:

Estrazione a sorte di:

n. 72 titoli di L. 1.000.000
» 126 titoli di » 5.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 702.000.000.

17) 17,50% SERIE ORDINARIA QUINDICENNALE:

Emissione 1983:

Estrazione a sorte di:

n. 801 titoli di L. 1.000.000
» 663 titoli di » 5.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 4.116.000.000;

Emissione 1983 seconda tranche:

Estrazione a sorte di:

n. 24 titoli di L. 1.000.000
» 48 titoli di » 5.000.000

per il complessivo valore nominale di L. 264.000.000.

Totale generale L. 117.285.150.000

18) Si informa che, il 31 dicembre 1997 con effetto 1° gennaio 1998, le seguenti emissioni obbligazionarie:

17% serie ordinaria quindicennale, emissione 1983, codice ABI 11074 per l'importo residuo di L. 9.092.000.000;

17% serie ordinaria quindicennale, emissione 1983 seconda tranche, codice ABI 11075 per l'importo residuo di L. 792.000.000,

si estingueranno anticipatamente, alla pari, e per l'intero capitale residuo.

Alle operazioni di estrazioni potrà assistere il pubblico.

Con successiva notificazione saranno resi noti i numeri dei titoli sorteggiati.

97A7113

UNIVERSITÀ «CA' FOSCARI» DI VENEZIA

Vacanza di un posto di professore universitario di ruolo di seconda fascia da coprire mediante trasferimento

Ai sensi e per gli effetti degli articoli 65, 66 e 93 del testo unico sull'istruzione superiore approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n.238 e dell'art. 5, comma 9, della legge 24 dicembre 1993 n. 537, si comunica che presso l'Università degli studi «Ca' Foscari» di Venezia è vacante il seguente posto di professore universitario di ruolo di seconda fascia per il settore sottospecificato alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento:

Facoltà di lettere e filosofia:

un posto, settore scientifico-disciplinare L26B «Cinema e fotografia», per la disciplina «Storia e tecnica della fotografia».

Gli aspiranti al trasferimento sul posto anzidetto dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà interessata, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Gli aspiranti al trasferimento di altra università dovranno indicare nella domanda la classe stipendiale in godimento, la data dalla quale prestano servizio presso l'università di appartenenza con l'attuale qualifica ed il settore scientifico-disciplinare di inquadramento.

97A7114

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

ABRUZZO

CHIETI
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via A. Herio, 21
L'AQUILA
LIBRERIA LA LUNA
Viale Persichetti, 9/A
LANCIANO
LITOLIBROCARTA
Via Ferro di Cavallo, 43
PESCARA
LIBRERIA COSTANTINI DIDATTICA
Corso V. Emanuele, 146
LIBRERIA DELL'UNIVERSITÀ
Via Galilei (ang. via Gramsci)
SULMONA
LIBRERIA UFFICIO IN
Circonvallazione Occidentale, 10

BASILICATA

MATERA
LIBRERIA MONTEMURRO
Via delle Beccherie, 69
POTENZA
LIBRERIA PAGGI ROSA
Via Pretoria

CALABRIA

CATANZARO
LIBRERIA NISTICÒ
Via A. Daniele, 27
COSENZA
LIBRERIA DOMUS
Via Monte Santo, 51/53
PALMI
LIBRERIA IL TEMPERINO
Via Roma, 31
REGGIO CALABRIA
LIBRERIA L'UFFICIO
Via B. Buozzi, 23/A/B/C
VIBO VALENTIA
LIBRERIA AZZURRA
Corso V. Emanuele III

CAMPANIA

ANGRI
CARTOLIBRERIA AMATO
Via dei Goti, 11
AVELLINO
LIBRERIA GUIDA 3
Via Vasto, 15
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Matteotti, 30/32
CARTOLIBRERIA CESA
Via G. Nappi, 47
BENEVENTO
LIBRERIA LA GIUDIZIARIA
Via F. Paga, 11
LIBRERIA MASONE
Viale Rettori, 71
CASERTA
LIBRERIA GUIDA 3
Via Caduti sul Lavoro, 29/33
CASTELLAMMARE DI STABIA
LINEA SCUOLA S.a.s.
Via Raiola, 69/D
CAVA DEI TIRRENI
LIBRERIA RONDINELLA
Corso Umberto I, 253
ISCHIA PORTO
LIBRERIA GUIDA 3
Via Sogliuzzo
NAPOLI
LIBRERIA L'ATENEO
Viale Augusto, 168/170
LIBRERIA GUIDA 1
Via Portalba, 20/23
LIBRERIA GUIDA 2
Via Merliani, 118
LIBRERIA I.B.S.
Salita del Casale, 18
LIBRERIA LEGISLATIVA MAJOLO
Via Caravita, 30
LIBRERIA TRAMA
Piazza Cavour, 75
NOCERA INFERIORE
LIBRERIA LEGISLATIVA CRISCUOLO
Via Fava, 51;
POLLA
CARTOLIBRERIA GM
Via Crispi
SALERNO
LIBRERIA GUIDA
Corso Garibaldi, 142

EMILIA-ROMAGNA

BOLOGNA
LIBRERIA GIURIDICA CERUTI
Piazza Tribunali, 5/F
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Castiglione, 1/C
EDINFORM S.a.s.
Via Farini, 27
CARPI
LIBRERIA BULGARELLI
Corso S. Cabassi, 15
CESENA
LIBRERIA BETTINI
Via Vescovado, 5
FERRARA
LIBRERIA PASELLO
Via Canonica, 16/18
FORLÌ
LIBRERIA CAPPELLI
Via Lazzaretto, 51
LIBRERIA MODERNA
Corso A. Diaz, 12
MODENA
LIBRERIA GOLIARDICA
Via Emilia, 210
PARMA
LIBRERIA PIROLA PARMA
Via Farini, 34/D
PIACENZA
NUOVA TIPOGRAFIA DEL MAINO
Via Quattro Novembre, 160
RAVENNA
LIBRERIA RINASCITA
Via IV Novembre, 7
REGGIO EMILIA
LIBRERIA MODERNA
Via Farini, 1/M
RIMINI
LIBRERIA DEL PROFESSIONISTA
Via XXII Giugno, 3

FRIULI-VENEZIA GIULIA

GORIZIA
CARTOLIBRERIA ANTONINI
Via Mazzini, 16
PORDENONE
LIBRERIA MINERVA
Piazzale XX Settembre, 22/A
TRIESTE
LIBRERIA EDIZIONI LINT
Via Romagna, 30
LIBRERIA TERGESTE
Piazza Borsa, 15 (gall. Tergesteo)
UDINE
LIBRERIA BENEDETTI
Via Mercatovecchio, 13
LIBRERIA TARANTOLA
Via Vittorio Veneto, 20

LAZIO

FROSINONE
CARTOLIBRERIA LE MUSE
Via Marittima, 15
LATINA
LIBRERIA GIURIDICA LA FORENSE
Viale dello Statuto, 28/30
RIETI
LIBRERIA LA CENTRALE
Piazza V. Emanuele, 8
ROMA
LIBRERIA DE MIRANDA
Viale G. Cesare, 51/E-F-G
LIBRERIA GABRIELE MARIA GRAZIA
c/o Pretura Civile, piazzale Clodio
LA CONTABILE
Via Tuscolana, 1027
LIBRERIA IL TRITONE
Via Tritone, 61/A
LIBRERIA L'UNIVERSITARIA
Viale Ippocrate, 99
LIBRERIA ECONOMICO GIURIDICA
Via S. Maria Maggiore, 121
CARTOLIBRERIA MASSACCESI
Viale Manzoni, 53/C-D
LIBRERIA MEDICHINI
Via Marcantonio Colonna, 68/70
SORA
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Abruzzo, 4
TIVOLI
LIBRERIA MANNELLI
Viale Mannelli, 10
VITERBO
LIBRERIA DE SANTIS
Via Venezia Giulia, 5
LIBRERIA "AR"
Palazzo Uffici Finanziari - Pietrare

LIGURIA

CHIAVARI
CARTOLERIA GIORGINI
Piazza N.S. dell'Orto, 37/38
GENOVA
LIBRERIA GIURIDICA BALDARO
Via XII Ottobre, 172/R
IMPERIA
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Viale Matteotti, 43/A-45
LA SPEZIA
CARTOLIBRERIA CENTRALE
Via dei Colli, 5

LOMBARDIA

BERGAMO
LIBRERIA ANTICA E MODERNA
LORENZELLI
Viale Giovanni XXIII, 74
BRESCIA
LIBRERIA QUERINIANA
Via Trieste, 13
BRESSO
CARTOLIBRERIA CORRIDONI
Via Corrdoni, 11
BUSTO ARSIZIO
CARTOLIBRERIA CENTRALE BORAGNO
Via Milano, 4
COMO
LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI
Via Mentana, 15
NANI LIBRI E CARTE
Via Cairoli, 14
CREMONA
LIBRERIA DEL CONVEGNO
Corso Campi, 72
GALLARATE
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Piazza Risorgimento, 10
LIBRERIA TOP OFFICE
Via Torino, 8
LECCO
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Corso Mart. Liberazione, 100/A
LODI
LA LIBRERIA S.a.s.
Via Defendente, 32
MANTOVA
LIBRERIA ADAMO DI PELLEGRINI
Corso Umberto I, 32
MILANO
LIBRERIA CONCESSIONARIA
IPZS-CALABRESE
Galleria V. Emanuele II, 15
MONZA
LIBRERIA DELL'ARENGARIO
Via Mapelli, 4
SONDRIO
LIBRERIA MAC
Via Caimi, 14

Segue: **LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE**

VARESE
LIBRERIA PIROLA DI MITRANO
Via Albuzzi, 8

MARCHE

ANCONA
LIBRERIA FOGOLA
Piazza Cavour, 4/5/6
ASCOLI PICENO
LIBRERIA PROSPERI
Largo Crivelli, 8
MACERATA
LIBRERIA UNIVERSITARIA
Via Don Minzoni, 6
PESARO
LIBRERIA PROFESSIONALE MARCHIGIANA
Via Mameli, 34
S. BENEDETTO DEL TRONTO
LA BIBLIOFILA
Viale De Gasperi, 22

MOLISE

CAMPOBASSO
CENTRO LIBRARIO MOLISANO
Viale Manzoni, 81/83
LIBRERIA GIURIDICA DI.E.M.
Via Capriglione, 42-44

PIEMONTE

ALBA
CASA EDITRICE ICAP
Via Vittorio Emanuele, 19
ALESSANDRIA
LIBRERIA INTERNAZIONALE BERTOLOTTI
Corso Roma, 122
ASTI
LIBRERIA BORELLI
Corso V. Alfieri, 364
BIELLA
LIBRERIA GIOVANNACCI
Via Italia, 14
CUNEO
CASA EDITRICE ICAP
Piazza dei Galimberti, 10
NOVARA
EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA
Via Costa, 32
TORINO
CARTIERE MILIANI FABRIANO
Via Cavour, 17
VERBANIA
LIBRERIA MARGAROLI
Corso Mameli, 55 - Intra

PUGLIA

ALTAMURA
LIBRERIA JOLLY CART
Corso V. Emanuele, 16
BARI
CARTOLIBRERIA QUINTILIANO
Via Arcidiacono Giovanni, 9
LIBRERIA PALOMAR
Via P. Amedeo, 176/B
LIBRERIA LATERZA GIUSEPPE & FIGLI
Via Sparano, 134
LIBRERIA FRATELLI LATERZA
Via Crisanzio, 16
BRINDISI
LIBRERIA PIAZZO
Piazza Vittoria, 4
CERIGNOLA
LIBRERIA VASCIAVEO
Via Gubbio, 14
FOGGIA
LIBRERIA ANTONIO PATIERNO
Via Dante, 21
LECCE
LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO
Via Palmieri, 30
MANFREDONIA
LIBRERIA IL PAPIRO
Corso Manfredi, 126
MOLFETTA
LIBRERIA IL GHIGNO
Via Campanella, 24
TARANTO
LIBRERIA FUMAROLA
Corso Italia, 229

SARDEGNA

CAGLIARI
LIBRERIA F.LLI DESSÌ
Corso V. Emanuele, 30/32
ORISTANO
LIBRERIA CANU
Corso Umberto I, 19
SASSARI
LIBRERIA AKA
Via Roma, 42
LIBRERIA MESSAGGERIE SARDE
Piazza Castello, 11

SICILIA

ACIREALE
CARTOLIBRERIA BONANNO
Via Vittorio Emanuele, 194
LIBRERIA S.G.C. ESSEGICI S.a.s.
Via Caronda, 8/10
AGRIGENTO
TUTTO SHOPPING
Via Panoramica dei Templi, 17
ALCAMO
LIBRERIA PIPITONE
Viale Europa, 61
CALTANISSETTA
LIBRERIA SCIASCIA
Corso Umberto I, 111
CASTELVETRANO
CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA
Via Q. Sella, 106/108
CATANIA
LIBRERIA ARLIA
Via Vittorio Emanuele, 62
LIBRERIA LA PAGLIA
Via Etnea, 393
LIBRERIA ESSEGICI
Via F. Riso, 56
ENNA
LIBRERIA BUSCEMI
Piazza Vittorio Emanuele, 19
GIARRE
LIBRERIA LA SENORITA
Corso Italia, 132/134
MESSINA
LIBRERIA PIROLA MESSINA
Corso Cavour, 55
PALERMO
LIBRERIA CICALA INGUAGGIATO
Via Villaermosa, 28
LIBRERIA FORENSE
Via Maqueda, 185
LIBRERIA MERCURIO LI.CA.M.
Piazza S. G. Bosco, 3
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Piazza V. E. Orlando, 15/19
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Via Ruggero Settimo, 37
LIBRERIA FLACCOVIO DARIO
Viale Ausonia, 70
LIBRERIA SCHOOL SERVICE
Via Galletti, 225
S. GIOVANNI LA PUNTA
LIBRERIA DI LORENZO
Via Roma, 259
TRAPANI
LIBRERIA LO BUE
Via Cascio Cortese, 8
LIBRERIA GIURIDICA DI SAFINA
Corso Italia, 81

TOSCANA

AREZZO
LIBRERIA PELLEGRINI
Via Cavour, 42
FIRENZE
LIBRERIA ALFANI
Via Alfani, 84/86 R
LIBRERIA MARZOCCO
Via de' Martelli, 22 R
LIBRERIA PIROLA «già Etruria»
Via Cavour, 46 R
GROSSETO
NUOVA LIBRERIA S.n.c.
Via Mille, 6/A
LIVORNO
LIBRERIA AMEDEO NUOVA
Corso Amedeo, 23/27
LIBRERIA IL PENTAFOGLIO
Via Fiorenza, 4/B
LUCCA
LIBRERIA BARONI ADRI
Via S. Paolino, 45/47
LIBRERIA SESTANTE
Via Montanara, 37
MASSA
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Europa, 19
PISA
LIBRERIA VALLERINI
Via dei Mille, 13
PISTOIA
LIBRERIA UNIVERSITARIA TURELLI
Via Macallè, 37
PRATO
LIBRERIA GORI
Via Ricasoli, 25
SIENA
LIBRERIA TICCI
Via Terme, 5/7
VIAREGGIO
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Puccini, 38

TRENTINO-ALTO ADIGE

BOLZANO
LIBRERIA EUROPA
Corso Italia, 6
TRENTO
LIBRERIA DISERTORI
Via Diaz, 11

UMBRIA

FOLIGNO
LIBRERIA LUNA
Via Gramsci, 41
PERUGIA
LIBRERIA SIMONELLI
Corso Vannucci, 82
LIBRERIA LA FONTANA
Via Sicilia, 53
TERNI
LIBRERIA ALTEROCCA
Corso Tacito, 29

VENETO

CONEGLIANO
CARTOLERIA CANOVA
Corso Mazzini, 7
PADOVA
IL LIBRACCIO
Via Portello, 42
LIBRERIA DIEGO VALERI
Via Roma, 114
ROVIGO
CARTOLIBRERIA PAVANELLO
Piazza V. Emanuele, 2
TREVISO
CARTOLIBRERIA CANOVA
Via Calmaggiore, 31
VENEZIA
CENTRO DIFFUSIONE PRODOTTI I.P.Z.S.
S. Marco 1893/B - Campo S. Fantin
LIBRERIA GOLDONI
Via S. Marco 4742/43
VERONA
LIBRERIA GIURIDICA EDITRICE
Via Costa, 5
LIBRERIA GROSSO GHELFI BARBATO
Via G. Carducci, 44
LIBRERIA L.E.G.I.S.
Via Adigetto, 43
VICENZA
LIBRERIA GALLA 1880
Corso Palladio, 11

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
- **— presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10 e via Cavour, 102;**
- **— presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.**

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1997

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e termine al 31 dicembre 1997
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1997 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1997

PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI
Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:
- annuale ..... L. 440.000
- semestrale ..... L. 250.000

Tipo A1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:
- annuale ..... L. 360.000
- semestrale ..... L. 200.000

Tipo A2 - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti i soli provvedimenti non legislativi:
- annuale ..... L. 100.000
- semestrale ..... L. 60.000

Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:
- annuale ..... L. 92.500
- semestrale ..... L. 60.500

Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:
- annuale ..... L. 236.000
- semestrale ..... L. 130.000

Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:
- annuale ..... L. 92.000
- semestrale ..... L. 59.000

Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:
- annuale ..... L. 231.000
- semestrale ..... L. 126.000

Tipo F - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:
- annuale ..... L. 950.000
- semestrale ..... L. 514.000

Tipo F1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso tipo A2):
- annuale ..... L. 850.000
- semestrale ..... L. 450.000

Integrando con la somma di **L. 125.000** *il versamento relativo al tipo di abbonamento della* Gazzetta Ufficiale, *parte prima, prescelto si riceverà anche l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1997.*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale Concorsi ed esami*	L.	2.800
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L.	140.000
Prezzo di vendita di un fascicolo ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L.	91.000
Prezzo di vendita di un fascicolo	L.	8.000

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1997
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali)	L.	1.300.000
Vendita singola: ogni microfiches contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale	L.	1.500
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches)	L.	4.000

N.B. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L.	410.000
Abbonamento semestrale	L.	245.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.550

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, *nonché quelli di vendita dei fascicoli delle* annate arretrate, *compresi i supplementi ordinari e straordinari, sono* raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082146/85082189

L. 1.500